

ESSAI
SUR L'HISTOIRE
DE
L'ALBANIE MODERNE

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 Mars 1935, à 13 h. 30

PAR

ROLAND BERNARD

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GILBERT GIDEL, Professeur

*Suffragants : M. GRANCLAUDE, Professeur
M. SCELLE, Professeur*

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

1935

ESSAI
SUR L'HISTOIRE
DE
L'ALBANIE MODERNE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
SUR L'HISTOIRE
DE
L'ALBANIE MODERNE

THESE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 9 Mars 1935, à 13 h. 30

PAR

ROLAND BERNARD

MEMBRES DU JURY :

Président : M. GILBERT GIDEL, Professeur

Suffragants : M. GRANCLAUDE, Professeur

M. SCELLE, Professeur

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON & C^{ie}
160, RUE SAINT-JACQUES

1935



A MES CHERS PARENTS,

A MES ANCIENS MAITRES,

à tous ceux qui développèrent en moi l'amour de
la connaissance, ce livre, mon premier et humble travail,
est respectueusement dédié.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551624_0070

AVERTISSEMENT

L'Albanie est un des pays les plus anciens et les moins connus de l'Europe. En 1913, Gabriel Hanotaux pouvait écrire (1) : « Depuis l'année 1431, date où les « Turcs prirent Janina, l'Albanie est inconnue à l'Eu-
« rope, inconnue à ses plus proches voisins, on pourrait
« dire inconnue à elle-même. Deux noms à peine sont
« dans les mémoires : le libérateur d'un moment, Skan-
« derbeg ; et Ali, pacha de Janina ; pour le reste, l'obscu-
« rité la plus noire ... L'Albanie, mystérieuse, inabor-
« dable, interdite, demeure dans l'ombre ... » Et plus
loin, il ajoute : « Qui croirait que nul voyageur étranger,
« avant Louis-Gabriel Jaray en 1909, n'avait franchi
« les montagnes centrales de Liouma et de Mirditie ? »

La guerre a été pour l'Albanie elle-même une source de révélations : « Le paysan albanais se représentait,
« dit-on, l'Europe comme un pays situé bien au-delà du
« soleil couchant et dirigé par sept rois assis côte à côte
« sur une montagne. Ce mirage s'est évanoui le jour où
« il a vu les armées européennes croiser le fer sur son
« propre territoire » (2).

* Nation millénaire, dont l'origine, d'après Schnei-
der (3), remonte aux antiques Pélasges, l'Albanie, au

(1) Préface de « L'Albanie inconnue », de L.-G. Jaray. Paris, 1894.

(2) Albert Mousset : « L'Albanie devant l'Europe » (1912-1929). Paris, 1929, p. 124.

(3) Schneider : « Une race oubliée : Les Pélasges ». Paris, 1894.

cours d'une histoire qui s'étend sur plus de vingt siècles, n'a réussi à se constituer en un Etat indépendant que pendant quelques années avec Skanderbeg.

Trop d'obstacles s'opposaient à l'union des peuplades albanaises. Le milieu physique, les différences de races, de langues, de religions, tout concourait à maintenir l'organisation séculaire des tribus et des clans.

En 1912, l'Albanie, secouant le joug turc, recouvre son indépendance. Dès lors, les Puissances voisines vont se disputer âprement sa domination. Italie, Autriche, Yougoslavie lutteront pour la maîtrise de l'Adriatique simultanément ou tour à tour. A l'histoire proprement nationale de l'Albanie s'ajoutera celle des rivalités diplomatiques.

Notre but, en commençant cette étude, a été de mieux faire connaître, en France, l'Albanie. Puisse le lecteur en fermant ce livre nous rendre cette justice d'avoir appris quelque chose

INTRODUCTION

APERÇU
GEOGRAPHIQUE ET HISTORIQUE
DE L'ALBANIE

TITRE I

APERÇU GÉOGRAPHIQUE

DIVISION

L'aperçu géographique comprend deux chapitres :
le premier est consacré à la géographie physique ; le
second, à la géographie humaine.

CHAPITRE PREMIER

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE

Généralités

Du point de vue de la géographie physique, l'Albanie est limitée : au nord, par la chaîne transversale des Alpes albanaises ; à l'est, par les plissements albano-macédoniens ; au sud, par le système épiro-albanais ; à l'ouest, par l'Adriatique.

Sa superficie est de 27.539 km² (1) ; sa population, au recensement de 1928, était de 1.003.077 habitants.

Les limites de l'Albanie ont été déterminées par la Commission de délimitation des frontières, créée par la décision du 9 novembre 1921, de la Conférence des Ambassadeurs. Elles ne coïncident pas exactement avec les limites naturelles des pays albanais. Du point de vue physique, comme du point de vue ethnographique et linguistique, les « Pays Albanais » (2) dépassent largement le cadre précédent.

(1) D'après L. Viezzoli, « Atdheu i Janë » Scutari, 1929.

(2) Frédéric Gibert, « Les Pays d'Albanie et leur histoire », Paris, 1901.

§ 1 Orographie

D'une façon générale, on peut dire que l'Albanie se compose de deux parties bien distinctes : une région basse, de plaines côtières, marécageuse, et une région montagnieuse, d'une altitude moyenne de 700 mètres. La région côtière se divise elle-même en deux immenses terrasses qui font face à l'ouest : la première s'élève par des falaises au-dessus de la mer ; la seconde commence quatre ou cinq lieues en arrière et se prolonge à l'intérieur jusqu'aux grandes montagnes. De larges dépressions livrent passage aux fleuves côtiers et à leurs affluents.

Le littoral albanais s'étend en latitude de l'embouchure de la Bojana, au nord, à la baie de Sagiada, face à Corfou, au sud. La Bojana, déversoir du lac de Scutari, forme la frontière entre la Yougoslavie, héritière du Monténégro, et l'Albanie ; elle se jette dans le golfe du Drin, où se termine également le Mati. En descendant vers le sud, les principaux accidents de la côte sont : la baie de Lales, où se perd l'Arzeu et que le Cap Pali sépare de celle de Durazzo, bornée au sud par le cap Laghi. De ce point, jusqu'à la baie de Valona, se développe une côte marécageuse parsemée d'étangs, de lagunes et de lacs, comme ceux de Kavakli et d'Arta. Cette région alluvionnaire a été formée par les apports du Skoumbi, du Séméni et de la Voïoussa. La magnifique baie de Valona, fermée par l'île de Sasseno, face à Brindisi, de l'autre côté du canal d'Otrante, possède une situation stratégique incomparable. Le cap Linguetta, qui ferme au sud la baie de Valona, est l'extrême pointe des monts Acrocérauniens. Eux mêmes se prolongent par les monts Chimara jusqu'à l'entrée du canal de Corfou, face à l'île du même nom. A

cet endroit la rive albanaise, très montagneuse, se découpe en une multitude de baies dont la plus importante est celle de Santi-Quaranta. La côte grecque commence à la baie de Sagiada.

La région montagneuse occupe la plus grande partie de l'Albanie du nord, de l'est et du sud. Elle se divise en quatre systèmes orographiques bien distincts :

1° Au nord, la chaîne transversale des Alpes albanaises, qui borne la vallée du Drin inférieur. Le sommet le plus élevé est le Zlieb, situé au nord de la région d'Ipek, qui atteint 2.133 m.

2° A l'est, les plissements de la frontière albano-macédonienne. Ces montagnes sont limitées : au nord, par le pays de Prizrend ; à l'ouest, par le Drin noir et les lacs d'Ochrida et Presba ; au sud, par le bassin du lac Ventrok ; à l'est, par la Macédoine. Les sommets les plus importants sont ceux de Louibotrin (3.050 m), du Koritnik (2.910 m), du Péristeri (2.359 m), — ce dernier, en territoire yougoslave, sur la chaîne albano-macédonienne, entre le lac Presba et Monastir.

3° Au sud, le système épino-albanais, qui comprend, outre les monts d'Epire occidentale, ceux de Janina, les Philiaatès et les Acrocérauniens. Le point culminant est le Chimara (2.025 m). La Voïoussa, le Drynos, le Kalamas, l'Arctinos, y prennent leur source.

4° Au centre, les monts de l'Albanie moyenne, bornés : au nord, par le fleuve Mati et le pays de Dibra ; à l'est, par le Drin noir, les lacs, les monts Orestias ; au sud, par le système épiro-albanais ; à l'ouest, par la région des plaines côtières. Les Galichitza, entre les lacs d'Ochrida et Presba, culminent à 2.471 m. Le Skoumbi, fleuve de l'Albanie centrale, les traverse dans son cours moyen

et inférieur, entre les monts Grabe et les collines de Petova.

Cette structure du sol permet de diviser géographiquement l'Albanie en trois régions : l'Albanie du nord, ou Haute-Albanie, du Mati au Monténégro, avec Scutari comme capitale ; l'Albanie du sud, ou Basse-Albanie, de la frontière grecque au Skoumbi, avec Valona, Argyrocastro, Santi-Quaranta, Ersek, Gortcha ; l'Albanie moyenne, du Skoumbi au Mati, avec Durazzo, Tirana, El Bassan, Bérat.

§ 2 Géologie

L'aspect physique d'un pays est dû non seulement aux soulèvements architectoniques qui en ont dessiné l'orographie, mais aussi à la nature des terrains sur lesquels ces plissements se sont exercés. Or, du point de vue géologique, l'Albanie est constituée par des couches de terrains calcaires crétacés, très perméables, qui n'ont offert aux soulèvements tertiaires qu'une résistance limitée, et sur lesquels l'érosion a eu une action considérable. Il en est résulté, d'abord un véritable éclatement de la croûte terrestre, et la formation des quatre massifs montagneux que nous venons d'étudier, puis un « compartimentage » de ces différentes montagnes en un certain nombre de cuvettes et de vallées. Par suite, les conditions d'habitat des montagnes n'étant réalisées que dans les endroits humides, la vie s'est concentrée dans les creux, et les populations se sont trouvées groupées en tribus, séparées les unes des autres par des terrains difficiles, et n'ayant entre elles que des relations politiques et sociales peu étroites.

La formation des cuvettes des montagnes albanaises est un phénomène qui ne leur est pas particulier, mais cependant spécial aux terrains de type dit « carsique » (du nom de plateau, nommé Karst, qui domine Trieste). Lorsque les régions supérieures des terrains crétacés sont dénuées de forêts, l'érosion s'exerce profondément sur elles. Les eaux pluviales les traversent et pénètrent à l'intérieur de la montagne. Elles y forment des nappes d'eau, tout un réseau de rivières souterraines qui jaillissent dans les vallées inférieures et alimentent les cours d'eau et les lacs. Quelques-unes sourdent sur le rivage même de la mer. D'autres ne réapparaissent que lors des hautes eaux, ou bien, suivant leur étiage, franchissent tantôt un seuil, tantôt l'autre, alimentant des fleuves appartenant à des bassins différents. Il s'ensuit donc que les hautes régions, transformées en un chaos de pierres, trouées de puits et d'« emposieux » ne peuvent être que stériles et inhabitables. Seules, les conques dont le fond ne s'est pas effondré, conservent un peu d'humidité et de fraîcheur. L'humus s'y trouvant concentré, les habitants, négligeant les régions stériles, viennent s'y fixer, et cultivent ces terres fertiles.

Les rochers crétacés calcaires de l'Albanie présentent, vus de la mer, un aspect de couleur « albe » qui, d'après certains géographes, donnerait son nom au pays. Il est, d'autre part, à noter que les habitants du pays, ignorant le nom qu'on lui donne, le dénomment « Skiperia », c'est-à-dire : « pays des rochers » (1). Albanie ou Skiperia, ces deux noms reposeraient donc tous deux sur l'aspect physique du pays.

(1) Frédéric Gibert, « Les Pays d'Albanie et leur histoire », p. 167.

§ 3 Hydrographie

Les montagnes de l'Albanie constituent comme un « château d'eau » d'où les eaux divergent dans trois directions : à l'ouest, vers l'Adriatique ; au nord, vers le Danube et la mer Noire ; au sud, vers le Vardar et la mer Egée. Mais, seules les rivières se dirigeant vers l'Adriatique sont strictement albanaises.

L'Albanie possède un important réseau de fleuves et de rivières, mais aucun d'entre eux n'est navigable, sur une longue distance, de sa source à son embouchure. Tous présentent les mêmes caractères : torrents dans leur partie supérieure, ils s'étalent, peu profonds, dans leur cours inférieur, formant près de la mer de vastes marécages, source de paludisme. Leur régime est très irrégulier, comme celui des rivières méditerranéennes alimentées par des pluies et non par des glaciers, et par suite aussi du caractère particulier des roches crétacées des montagnes albanaises, qui aggrave encore cette irrégularité. De plus, certains de ces fleuves (Bojana, Drin) sont reliés entre eux près de leur embouchure, ce qui rend la navigation encore plus difficile, à cause de l'alluvionnement et des dénivellations produites dans l'écoulement des eaux. Enfin, chacun se termine, par suite de l'absence de marées, par un delta marécageux.

Tels quels, cependant, ces fleuves et ces rivières présentent un avantage. Dans les régions montagneuses de l'Albanie, eux seuls mettent un peu d'unité. Ils font communiquer des régions géographiquement différentes, séparées par de hautes montagnes ; ils permettent aux montagnards de descendre dans la plaine et aux gens de la plaine de remonter, par les vallées, jusque dans les

régions élevées de l'Albanie. Leur cours est suivi par d'antiques routes commerciales et militaires, telles, pour le Drin, la Via di Zenta, qui relie Scutari à Kossovo Polié, et, pour le Skoumbi, la Via Aegitana, qui, de Dyrrachium (Durazzo), mène à Salonique et à Byzance.

Les principaux de ces fleuves sont : au nord, le Drin, formé du Drin noir, émissaire du lac d'Ochrida, et du Drin blanc, collecteur du lac de Scutari ; le Mati, collecteur de tous les torrents qui dévalent du pays des Mirdites et des Doukadjines ; l'Ismi, torrent du même genre. Le Skoumbi, au centre, forme géographiquement la limite entre l'Albanie du nord et celle du sud. C'est un fleuve au débit considérable, surtout en automne et en hiver. Le Sémeni, formé du Devol et de l'Osoum, unit les lacs à la côte et arrose dans une vallée fertile les centres de Gortcha et de Bérat. Près de son delta se trouvent les ruines de l'ancienne ville romaine d'Apollonia. Au sud, le fleuve le plus important est la Voïoussa. Longue de plus de 300 kilomètres, elle unit toutes les régions de l'Albanie méridionale. Des archéologues ont reconnu qu'elle avait été navigable au temps de la domination romaine grâce à des travaux hydrauliques aujourd'hui disparus. Son principal affluent est le Drynos, qui arrose la ville d'Argyrocastro, au nom tiré d'anciennes mines de plomb argentifère, dont on ignore maintenant l'emplacement exact.

Plusieurs lacs importants complètent l'hydrographie de l'Albanie. Au point de vue géologique, ils présentent des caractères variés. Les uns, comme ceux d'Ochrida ou de Presba, sont de formation récente, nés de profonds bouleversements, dont on voit encore les traces sur leurs rivages. D'autres, au contraire, ont leurs bords comme rongés : ils sont arrivés au dernier stade de leur existence ;

tels sont les lacs Malik et de Scutari. Il en est certains qui, dans les régions crétacées, jouent le rôle dont nous avons précédemment parlé, c'est-à-dire de réservoirs alimentant les nappes d'eau souterraines. D'autres enfin, comme ceux de Janina et de Lapistra, entrent plutôt dans la catégorie des prairies inondées. Les lacs côtiers, de même que les lagunes qui les environnent, proviennent des eaux des fleuves, refoulées par la mer à l'embouchure ; ce sont de vrais marécages, source de paludisme.

Les trois principaux lacs de l'Albanie sont ceux de Scutari, Ochrida et Presba. Aucun n'appartient en entier à l'Albanie ; ils servent de régions-frontières ; c'est ce qui fait leur importance.

Le lac de Scutari est, au dire des géographes, l'un des plus curieux d'Europe. En ce qui concerne son origine, les opinions diffèrent profondément. Hecquard veut que, suivant une tradition ancienne, il ait été formé par un débordement des torrents des montagnes orientales, à la suite d'un tremblement de terre. Théobald Fisher dit que c'est une ancienne partie de l'Adriatique. Hassert, au contraire, voit en lui un phénomène d'érosion en terrain calcaire. Il lui assigne trois périodes. Pendant la première, le lac se forma par érosion de terrains. Durant la seconde, des ravinements ouvrirent la route : au nord, à la Moraka, au sud, à la Bojana ; le lac se transforma en un véritable fleuve, débordant au loin durant les inondations. Pendant la troisième période, les sédiments du Drin relevèrent le seuil près du réservoir et le lac se reforma au milieu du XIX^e siècle. Actuellement le régulateur de l'étiage est : d'une part, le débit de la Bojana, qui sert de déversoir, et, d'autre part, l'afflux d'eaux souterraines qui, avec la Moraka, alimentent le lac. La nappe d'eau lacustre s'étend

sur 40 km. de long et 12 de large (1). Elle est fort peu profonde, d'où absence complète de ports (Scutari même a été construite à l'écart) ; les bateaux à vapeur restent au large, et le transport des voyageurs et des marchandises se fait sur des barques plates. Le lac est très poissonneux.

Le lac d'Ochrida est le plus beau des lacs albanais. Long de 30 km., large en moyenne de 9, il couvre une superficie de 270 km². Sa profondeur maxima est de 287 m. Il s'étend à près de 700 m au-dessus du niveau de la mer. Sa transparence atteint 16 m ; elle lui avait valu des anciens le nom de « Lychnidus » (limpide). Il alimente le Drin noir. Comme il reçoit peu d'affluents, il est nécessairement tributaire de sources souterraines. Son étiage subit peu de dénivellation. C'est sur ses rives que se trouve le fameux monastère de Saint-Naoum, objet après la guerre d'un litige entre l'Albanie et le Royaume serbe-croate-slovène, litige qui fut tranché, par la Cour de Justice internationale, en faveur de l'Albanie, après plaidoiries de MM. Gidel, (en faveur de l'Albanie), Spalaïkovitch (Yougoslavie), Capsambelis (Grèce).

Le lac Presba, long de 30 km. large de 12, s'étend sur 212 km². Le centre, comme encerclé par deux fossés périphériques de 34 m et de 54 m, n'est qu'à une profondeur de 25 m. Sa transparence est limitée à 7 m. Lors d'une époque géologique récente, le lac Presba était plus étendu, mais une partie de ses eaux s'est trouvée isolée du reste du lac par une bande d'alluvions, et a formé un lac irrégulier de 20 km. de long sur 10 de large, le lac Ventrok. Les lacs Presba et Ventrok n'ont pas de déversoirs

(1) D'après Louis-Gabriel Jaray, « L'Albanie inconnue », Paris, 1913.

superficiels, mais ils alimentent souterrainement le lac d'Ochrida. Lors des hautes eaux toutefois, le lac Ventrok se déverse dans la rivière Drévol. Il en résulte une forte dénivellation du lac Presba, dénivellation marquée par des terrasses, principalement sur la rive orientale.

Orographie, géologie, hydrographie : tels sont, sommairement esquissés, les éléments du cadre géographique dans lequel vit le peuple skipétar. Cette étude montre la marque d'unité des « pays albanais ».

L'étude suivante va nous permettre de déterminer quelle langue parle le peuple albanais, à quelle race et à quelle religion il appartient. Nous verrons ainsi, si l'unité, qui fait défaut dans la géographie physique, existe dans la géographie humaine.

CHAPITRE II

GÉOGRAPHIE HUMAINE

Généralités

Comme pour la géographie physique, la géographie humaine de l'Albanie dépasse largement le cadre qui a été fixé, par les traités, à l'Etat albanais. Elle s'étend, elle aussi, aux limites du Sandjak de Novibazar et des anciens vilayets turcs de Scutari, Kossovo et Janina. Cette limitation apportée dès sa création tient à certaines raisons d'ordre diplomatique et politique. Ici seront simplement étudiées l'ethnographie, la langue et la religion des pays albanais restreints à leurs limites conventionnelles.

§ 1 Ethnographie

Ethnographiquement, l'Albanie actuelle se divise en trois régions : l'Albanie du nord, ou Haute-Albanie, du Monténégro au Mati ; l'Albanie moyenne, du Mati au Skoumbi ; l'Albanie du sud, du Skoumbi à la frontière grecque. Se trouvent en dehors de l'Etat albanais : l'Albanie du nord-est, englobant le Sandjak de Novibazar, Prizrend, Prichtina ; et la Macédoine de l'est, s'étendant de Prilep et Monastir aux lacs d'Ochrida et Presba.

Les habitants de cette contrée ont reçu de l'étranger le nom d'Albanais, appellation peut-être dérivée du mot

grec « Arbanites », déjà cité par Ptolémée, ou de celui « d'Arnaoutes », tiré par les Turcs de la ville d'Arni, au centre du pays. Eux-mêmes se dénomment « Skipetars », nom qui peut provenir à la fois de Skiperia (pays de rochers), skeptos (épée) ou skipe (aigle).

L'origine des Albanais est obscure, et a donné lieu à de nombreuses hypothèses.

Ptolémée parle d'eux déjà au II^e siècle, sous le nom de « Skirtones » (sauteurs), habitant la ville d'Albanopolis (El Bassan).

Pline, dans le Livre IV de son Histoire naturelle, dit qu'ils formaient 12 tribus et 300 nations. Il les appelle « Scirtari », et leur assigne comme résidence la région de Colchinium (Dulcignò). Ce nom rappelle la Colchide, dont les habitants, d'après Strabon, fréquentaient la ville de Dioscurade où les Romains, pour les besoins de leurs transactions, devaient entretenir un corps de 130 interprètes, les peuplades en question ne parlant pas moins de 39 langues.

Leur origine caucasique a été soutenue au Moyen-Âge par Magius Patavinus.

Leibniz les a crus Celtes.

Malte-Brun les fait venir du Daghestan.

Mais l'hypothèse de leur origine asiatique a trouvé son principal défenseur dans Pouqueville. Cet albano-logue pense que 1350 ans environ avant J.-C., des Barbares de Colchide furent ramenés par Jason (ou bien le poursuivirent), quand il revint de son expédition à la recherche de la Toison d'or. Ils fondèrent la ville de Colchinium (Dulcigno) et se mêlèrent aux Illyriens autochtones.

Les Illyriens seraient donc les ancêtres des modernes

Albanais. C'est l'opinion de Barbarich (1), qui l'explique ainsi. A l'origine une grande partie de l'Europe était peuplée par des tribus ligures qui présentaient le type dolichocéphale. Les premières invasions asiatiques les submergèrent. La fusion des deux races forma les Néo-Ligures et les Illyriens, de type brachycéphale. Les invasions étrusques et gauloises firent ensuite pression sur les autochtones, les refoulant vers les Apennins et les montagnes du bassin dinarique. La race illyrienne se cantonna dans les montagnes où elle resta à peu près à l'état pur. C'est ce qui explique pourquoi, actuellement encore, les Guègues, habitant la Haute-Albanie, sont de type plutôt brachycéphale, tandis que les Tosques, habitant la plaine, de sang plus mêlé, sont de type plutôt dolichocéphale.

Une autre théorie fait remonter l'origine des Albanais aux Pélasges, ancêtres communs aux Grecs et aux Romains. Elle a pour partisans de Hahn, Th. Mommsen et Schneider. Ce dernier est formellement d'avis que les Pélasges n'ont pas immigré en Albanie, mais constituent une race autochtone, antérieure à la période quaternaire. Leur langue, conservée presque intacte, ne serait autre que l'albanais de nos jours. Voici comment il justifie sa théorie (2). Il rejette tout d'abord l'existence des Aryas, nos prétendus ancêtres, dont la langue est purement hypothétique. Il constate que la langue albanaise, comme toutes les langues « stipes », comporte beaucoup de monosyllabes durs et expressifs qui rappellent les premières étapes de la formation du langage ; et il retrouve de grandes analogies étymologiques entre la langue alba-

(1) Barbarich, « Albania », Rome, 1905.

(2) Schneider, « Une race oubliée : les Pélasges », Paris, 1894.

naise et les anciens mythes. Il fait remarquer que les premières allégories mentionnées par l'Histoire sont des allusions aux terribles bouleversements subis par la terre durant l'époque tertiaire, et qui, naturellement, impressionnèrent profondément l'esprit des hommes. Les Pélasges furent victimes d'un de ces cataclysmes. Ils habitaient primitivement le continent disparu qui reliait l'Europe à l'Asie. Quand son effondrement se fut produit, les survivants, restés sur les îles émergeant encore, émigrèrent en grand nombre sur la côte asiatique, en Phrygie, (dont on peut faire dériver le nom de « frig » (peur) et « gjin » (hommes). D'autres se fixèrent en Europe, au delà des monts Acrocérauniens, et devinrent les Illyriens, de « hylh » (étoile) et « rîn » (habitants). De ces Pélasges sortirent les Molosses et les Emathiens. Ces derniers (comme encore aujourd'hui les Albanais), élevaient beaucoup de porcs. Leur pays, l'Emathie, tirerait son appellation de : « E mâ thi » (nourrit des porcs). Le mot Macédonien aurait la même origine ; il viendrait de : Mâ que dhî niers » (hommes qui engraisent des bœufs et des chèvres). De même, on trouve de singulières coïncidences parmi les noms de l'épopée homérique : Ménélas viendrait de : « Men e lac » (que la raison abandonna) ; Ajax, de « E ghiaks » (le sanguinaire) ; Cassandre de « Quès anrha » (jette des rêves) ; Ulysse, de « Ulhs » (voyageur) ; Laërte, de « Lê ûrt » (né vertueux). Enfin, Pénélope serait parfaitement dépeinte par les mots : « Pen e lyp » (du fil demande).

Il est peut-être un peu audacieux de prétendre déterminer les origines d'un peuple par des preuves étymologiques de ce genre, car, en ce domaine, l'imagination peut entrer en ligne de compte dans la recherche de certains

mots. Mais, d'autre part, à défaut de monuments épigraphiques, ce moyen est le seul possible dans la recherche des origines de peuples aussi anciens. Aussi bien, nulle part en Grèce, plus qu'en Epire, on ne trouve de vestiges pélasgiques ; 45 villes y montrent des restes de constructions datant de cette époque ; les principales de ces villes furent Dodone (aujourd'hui Kastrizza), Ambracie (Arta), dans la Molosside, et Pandosia, dans la Thesprotie (région située en face de Corfou). La thèse de Schneider paraît donc, dans une certaine mesure confirmée par les faits.

Quoiqu'il en soit, ce qu'il faut retenir de ces différentes théories, c'est l'*antiquité* de la race albanaise. Elle remonte certainement aux origines du peuplement dans ces régions. Le peuple albanais est l'un des plus vieux de l'Europe.

Actuellement, les Albanais se divisent en deux races principales, séparées approximativement par le Skoumbi : les Guègues, au nord, dans les montagnes de la Haute-Albanie ; les Tosques, au sud, dans les plaines de l'Albanie méridionale. Les Guègues, habitant des régions difficilement accessibles, sont restés de race très pure. Les Tosques, demeurant dans les plaines (lieux de passage), ont subi beaucoup plus profondément l'empreinte des invasions successives.

La race guègue, fortement marquée, se divise en une quarantaine de tribus, très indépendantes les unes des autres, mais de traditions et de coutumes assez analogues. Chacune d'elles comprend plusieurs « baïraks », ayant à leur tête un chef. Ici, le cadre physique, isolant chaque tribu dans une conque ou une vallée, a imposé cette organisation fragmentaire. La principale tribu guègue est celle

des Mirdites. Son nom apparaît pour la première fois dans l'histoire après la mort de Skanderbeg, au moment où la famille Markaï d'Oroschi réussit à soumettre les différentes tribus qui la composaient.

Les Tosques (« Toxidi », de Strabon) comprenaient autrefois deux grandes branches : les Lapi et les Chiami, qui se subdivisaient eux-mêmes en quatorze tribus principales, et beaucoup d'autres plus petites. Les principales étaient les Ligures (de « likures », peaux) et les Molosses (de « mal », montagnes). Les descendants des Lapis vivent plutôt dans le pays des monts Acrocérauniens. Les Chiami peuplent la région de Janina et le littoral. Les habitants des régions montagneuses (monts Acrocérauniens, Souli) ont gardé, comme les tribus du nord, un vif sentiment de leur indépendance, tandis que les autres, de sang plus mêlé, sont de mœurs plus douces et plus soumises.

Les Skipetars, ont « inondé » les régions frontières de leur pays, principalement à la fin du XIX^e siècle, sous le régime hamidien. C'est pourquoi, on les rencontre en grand nombre aujourd'hui au-delà même des limites du Sandjak de Novibazar et des anciens vilayets turcs de Scutari, Kossovo et Janina. Des colonies albanaises existent même en Italie et en Sicile.

§ 2 Linguistique

La langue skipe, durant de longs siècles, ne s'est pas écrite. Aussi, sans alphabet déterminé ni règles précises, s'est-elle ramifiée en une infinité de dialectes qui font le désespoir des albanologues. Comme pour la race, la langue skipe a donné lieu à nombreuses hypothèses.

Schneider, dans son étude sur la race skipetare, fait,

nous l'avons vu, remonter l'origine de la langue albanaise à celle des antiques Pélasges.

Barbarich croit que l'idiome actuel est le néo-grec, beaucoup de mots indo-germaniques ayant été apportés par les divers envahisseurs.

Gustav Meyer range cette langue parmi les idiomes indo-germaniques, et dit qu'elle descend (après avoir été en partie romanisée) de celle parlée par les anciens Illyriens. Il soutient qu'elle n'a pas de parenté avec le grec, car les sons : « gh », « dh », « bh », aspirés en indo-germanique et en grec, deviennent doux en albanais ; les lettres *v* et *j* ont disparu en grec, non en albanais ; l'*a* indo-germanique est resté *a* en albanais et est devenu *o* en grec.

Benlœw est arrivé à cette conclusion, que l'albanais est une langue très ancienne et très originale, formée d'éléments hétéroclites. Cette assertion s'explique ainsi. Incontestablement, la langue albanaise a eu des contacts, bien avant la conquête turque, avec les idiomes tschoudique et tatar. Cependant, alors que ceux-ci sont de forme agglutinative, l'albanais comme les langues indo-européenne et sémitique, est à flexion. Ses déclinaisons sont bizarres, sa phonétique ne ressemble à aucune autre, ses conjugaisons, suivant toute apparence, sont édifiées sur une double base. L'albanais se serait formé sur le même plan que les idiomes caucasiens, et aurait subi postérieurement l'influence du groupe gréco-latin (1).

Malte-Brun a émis une opinion qui paraît résumer et concilier toutes les précédentes, et qui a rallié beaucoup de suffrages. Il trouve, dans la langue albanaise, un tiers

(1) Benlœw, « Analyse de la langue albanaise », Paris, 1879.

de racines grecques anciennes (langue des Pélasges) ; un tiers de racines appartenant aux langues européennes du centre et de l'Occident ; un tiers de racines appartenant vraisemblablement aux dialectes anciens de Thrace et d'Asie-Mineure.

Quoiqu'il en soit, si la langue albanaise tire certainement son origine d'idiomes très anciens, la grande majorité de ses mots dérive de langues connues : celte, latine et scandinave. Les mots slaves sont nombreux, souvenirs des dominations serbes et bulgares. Le turc et le grec ont laissé beaucoup de traces. Dans le sud de l'Albanie, on se sert même, pour les transactions commerciales, d'une sorte de dialecte grec, connu sous le nom de « langue franque ».

L'albanais se divise actuellement en deux grands dialectes, correspondant aux races guègue et tosque. Ces dialectes se subdivisent eux-mêmes en patois locaux, n'ayant entre eux que des différences de forme (japourite, chamonite, etc...). Von Hahn dit qu'il y a autant de différence entre les deux dialectes qu'entre l'allemand et le suédois.

Le guègue, parlé dans les montagnes peu accessibles du nord, bien que possédant quelques mots de turc, s'est conservé à l'état très pur. Le tosque, au contraire, langue de plaines, a profondément subi l'influence grecque et celle des envahisseurs successifs.

La langue albanaise n'est pas une langue harmonieuse, où les voyelles dominant ; elle est rude, et les nasales, surtout chez les Guègues, y abondent. La variété des sons y est presque infinie. Un albanologue, G. de Rada, après avoir fait le relevé des lettres dans sept pages

d'albanais a trouvé 1.796 consonnes contre 1.446 voyelles ; ce grand nombre de consonnes provient de l'accent tonique qui a supprimé ou affaibli les voyelles des syllabes dépourvues d'accent. Le guègue accentue *la* ou *les* premières syllabes ; il prononce « kil », le mot « kiel » (ciel) ; le tosque appuie sur la pénultième et prononce « ki-el », comme en français.

Tous ces caractères, comme la fréquence des *r* et des *t*, donnent à la langue albanaise un cachet spécial qui la fait facilement reconnaître à l'audition. C'est une langue de montagnards. Comme toutes les langues primitives, elle comporte beaucoup de monosyllabes durs et expressifs ; mais elle est énergique, et nullement inhabile à exprimer des sentiments nobles et profonds.

Malheureusement, elle est pauvre. Beaucoup de voyageurs se sont plaints de n'avoir pu trouver en elle les ressources nécessaires pour exprimer, non pas des idées abstraites, mais seulement des demandes d'objets matériels ; ils ont eu bien souvent besoin de recourir aux dialectes voisins. Les exigences de la vie moderne ont contraint les Albanais à forger des mots de toutes pièces, ou à les emprunter aux langues étrangères.

Une des grandes difficultés auxquelles se sont heurtés les albanologues dans leurs études sur les origines de la langue albanaise a été le manque de monuments littéraires. La langue albanaise, pendant longtemps, ne s'est pas écrite. Le manque d'alphabet unique et de règles précises de syntaxe et de grammaire, a créé d'autres difficultés. Enfin, suivant les régions, les caractères latins, grecs, slaves, turcs ou arabes, ont été employés.

Kristophoridis, le premier, a essayé d'unifier l'alpha-

bet en employant les caractères latins avec signes diacritiques, comme pour le tchèque ou le croate.

Vers 1600, les religieux de Guéguarie, créent un alphabet qui est employé pour la rédaction des livres de piété.

En 1879, le gouvernement turc institue une Commission pour l'établissement d'un alphabet officiel.

Mais cet alphabet est bientôt abandonné, et l'on en revient à l'alphabet de Guéguarie, que la société Baskimi, fondée à Scutari par Mgr Docci, abbé des Mirdites, s'est efforcée de perfectionner.

Avant la révolution jeune-turque de 1908, la question qui suscita le plus de controverse fut celle des caractères à employer. Les lettrés inclinaient vers les caractères latins, mais la majorité des musulmans désirait garder les signes arabes, caractères des Livres Sacrés. La révolution jeune-turque de 1908, et les tentatives d'unification qui suivirent, amenèrent l'unanimité en faveur des caractères latins, considérés comme un moyen de manifester l'indépendance.

Actuellement, l'alphabet employé est l'alphabet latin. La syntaxe et la grammaire sont à peu près déterminées. La langue est en voie de fixation et il en résulte une certaine production littéraire. Mais les différences entre le guègue et le tosqe n'ont pas encore eu le temps de disparaître.

§ 3 Religions

Les Albanais, au point de vue religieux, se partagent en trois grandes confessions : musulmane, orthodoxe,

catholique. L'importance relative de ces trois religions est donnée par L. Viezzoli qui, dans son ouvrage : « Atdheu i Janë », cite les chiffres suivants. Sur une population de 833.748 habitants (inférieure au dernier recensement, qui évalue à 1.003.077 le nombre des ressortants albanais) : 560.834 seraient musulmans ; 178.546, orthodoxes ; 94.328, catholiques. Albert Mousset (1) attribue aux musulmans les 5/9^e de la population, 2/9^e aux catholiques, 2/9^e aux orthodoxes.

Cette division du peuple albanais en trois confessions religieuses s'explique par les influences étrangères qui se sont exercées sur l'Albanie.

La religion musulmane est celle qui, de beaucoup, groupe le plus d'adeptes. L'une des raisons de la conversion des Albanais à l'islamisme est celle-ci. Lors de la conquête turque, les raïas furent en butte aux vexations des vainqueurs. Ceux qui voulurent conserver leur foi se virent lourdement imposés ; ils furent enrôlés de force dans l'armée ottomane et envoyés au loin dans le corps des Janissaires. Nombreux furent ceux qui, pour sauvegarder leur tranquillité, se convertirent à la religion musulmane. Leurs femmes, n'étant pas soumises à l'impôt, demeurèrent chrétiennes, jusqu'au jour où, par la force des choses, elles se furent islamisées. Cette conversion *par crainte* se fit surtout dans les plaines. Les tribus des hautes montagnes conservèrent leur foi, ou se convertirent *par intérêt*. Une fois convertis, les Albanais trouvèrent certains avantages. Enrôlés dans l'armée ottomane, ils profitèrent de leur situation pour dominer les pays voi-

(1) Albert Mousset, « L'Albanie devant l'Europe », (1912-1929), Paris, 1930, p. 112.

sins. A la fin du XIX^e siècle, sous le règne d'Abd-ul-Hamid, ils avaient pratiquement soumis toute la Vieille-Serbie et une partie de la Macédoine.

Les Albanais musulmans sont répandus dans toute l'Albanie, principalement dans la région centrale. Ils se divisent en trois grandes sectes : les Sunnites, les Chiïtes et les Bektashis. Les Sunnites (de « sunnah », corps de traditions), reconnaissent pour véritables successeurs du Prophète les trois premiers califes qui régnèrent après lui. Ils occupent principalement les régions d'Argyrocastro, Tépélen, Valona, Bérat, El Bassan, Scutari. Les Chiïtes, au contraire, n'admettent la légitimité que du quatrième calife. Ali, et celle des descendants directs de Mahomet. Ils sont assez peu nombreux en Albanie. La secte des Bektashis a été fondée par le calife Ali (656-690), contemporain de Mahomet qui professait le panthéisme et la métempsychose. Elle a été introduite en Albanie par les Janissaires. La ferveur de ses fidèles forme contraste avec la tiédeur des autres Albanais. Au nombre de 150.000 environ, possédant 43 « tekkés » (couvents), ils sont établis principalement dans la région de Croïa-Tirana, et dans la vallée supérieure du Mati.

Les orthodoxes habitent principalement le centre et le sud de l'Albanie, sauf un îlot de race slave existant près de Scutari. Jusqu'en 1912, les orthodoxes se divisaient en deux Eglises. La première, dépendant de l'exarchat bulgare, englobait la région d'Uskub et la ville d'Ochrida, ancienne capitale des tsars de la Bulgarie occidentale. La Conférence des Ambassadeurs, en reconnaissant, en 1912, l'indépendance de l'Albanie, a ruiné le rêve d'annexion du gouvernement de Sofia ; la prépondérance serbe s'est affirmée dans ces régions, et le problème s'est alors sérieu-

sement posé pour cette Eglise de faire retour à l'unité latine. Un essai a été tenté (« l'Eglise uniate », rattachée à Rome) ; mais il a donné peu de résultats. La seconde Eglise, qui comprend tous les éléments albano-grecs, dépendait, jusqu'en 1929, du patriarche d'Athènes. Mais, depuis le 18 février 1929, elle est autocéphale. Le Synode, composé de cinq évêques, ayant à sa tête un président, réside à Gortcha. Les sièges épiscopaux orthodoxes sont ceux de Durazzo, Argyrocastro, Bérat, Gortcha. L'îlot orthodoxe de race serbe de Scutari, avec Mgr Victor, évêque de la ville, relève actuellement encore du patriarche de Belgrade.

Les catholiques habitent principalement le nord de l'Albanie, surtout dans la région montagneuse du Mati, limitée, au nord, par le Monténégro et au sud, par le Drin. L'Albanie catholique formait avant la guerre une province ecclésiastique gérée directement par la Propagande. Elle comprenait un archevêché, à Scutari, et quatre évêchés, à Durazzo, Alessio, Pulati, Neusciati (Sappa). Les catholiques mirdites ressortissaient de l'abbé mitré d'Oroschi, qui dépend directement du Pape. Avant la guerre, le clergé albanais n'était pas un clergé national. Il se recrutait en grande partie parmi les prêtres étrangers, surtout chez les Franciscains italiens. Un petit nombre de séminaristes albanais commençait à être instruit dans le collège des Jésuites de Scutari. Actuellement le clergé est presque entièrement albanais ; il est formé soit dans les séminaires franciscain et jésuite de Scutari, soit dans les séminaires du Tyrol. Presque tous les Franciscains sont albanais ; par contre, nombre de Jésuites sont encore de nationalité étrangère.

Les catholiques albanais sont très ignorants (en

1867, sur les 1.700 catholiques du diocèse d'Alessio, 50 seulement savaient lire, et 10 signer). Très formalistes, ils assistaient pieusement aux offices, observaient rigoureusement les jeûnes et les jours fériés, mais, bien souvent, la religion représentait pour eux, moins un credo, qu'une haine des clans voisins de religion différente. Chez eux la vendetta faisait de nombreuses victimes. Très impulsifs, ils attribuaient les mauvaises actions et les crimes à la fatalité. La tâche du clergé chargé d'éclairer ces chrétiens sur les vérités de la foi, était très lourde ; mais certains progrès ont depuis été constatés. Cette ignorance n'est d'ailleurs pas particulière aux catholiques, mais s'étend, en Albanie, aux fidèles de toutes religions.

L'Autriche a longtemps exercé sur les catholiques albanais un protectorat d'ordre spirituel. Ce protectorat lui avait été reconnu par les Turcs aux divers traités de Vienne (1616), Constantinople (1681), Carlovitz (1699, art. 13), Passarovitz (1718), Belgrade (1739), et enfin Sistovo (1791). La Propagande de son côté le lui avait formellement confirmé, le 22 mai 1888, dans la circulaire « *Aspera rerum conditio* ».

Cette insistance de l'Autriche à vouloir assurer la protection des catholiques albanais s'explique par des raisons plus politiques que religieuses. Sous le couvert de la défense de la foi, l'Autriche préparait sa main-mise sur la Haute-Albanie. La Serbie, qui avait compris le danger, la combattait d'ailleurs sur le terrain religieux au moyen de Missions qui multipliaient les écoles et les fondations charitables. La principale était celle des Sœurs d'Ivrée. La guerre de 1914, en enlevant à l'Autriche son protectorat, a mis fin à cet état de choses, et a rendu en cette matière à l'Etat albanais la plénitude de la souveraineté.

Conclusion de l'aperçu géographique

La conclusion que nous pouvons tirer de cet aperçu géographique est que peu de chose, semble-t-il, disposait l'Albanie à réaliser son unité. Profondément divisée, au point de vue physique, en pays de plaines et de montagnes ; de populations de races, de langues et de religions différentes, l'Albanie ne pouvait guère prétendre se constituer un jour en un Etat indépendant. L'étude de son histoire va nous permettre de déterminer si elle a réussi, au cours des siècles, à réaliser son unité et son indépendance.

TITRE II

APERÇU HISTORIQUE

DIVISION

L'histoire de l'Albanie, avant son érection, en 1912, en Etat indépendant, peut se diviser en quatre périodes. La première va des origines à la domination romaine (167 av. J.-C.) ; la seconde, de la domination romaine à la conquête ottomane (1412 ap. J.-C.) ; la troisième, de la conquête ottomane au traité de Berlin, (1878) ; la quatrième, du traité de Berlin à l'indépendance (1912).

CHAPITRE I

DES ORIGINES A LA DOMINATION ROMAINE

(Jusqu'en 167 av. J.-C.)

Généralités

Schneider, dans son ouvrage intitulé : « Une Race oubliée : les Pélasges », fait, nous l'avons vu, remonter l'origine des Albanais à ces ancêtres communs aux Grecs et aux Romains. Sa thèse est peut-être exacte, mais ce n'est qu'à partir du VII^e siècle av. J.-C. que l'on peut déterminer avec quelque certitude l'histoire des peuplades albanaises.

A cette époque, l'Albanie était divisée en deux provinces : au nord, l'Illyrie ; au sud, l'Epire ancienne. L'étude séparée de ces deux régions est nécessaire jusqu'à l'établissement de la domination romaine.

§ 1 Histoire de l'Illyrie

L'Illyrie comprenait à peu près la Haute et la Moyenne-Albanie actuelles. La Haute-Albanie était habitée par des tribus qui présentaient exactement les mêmes caractères qu'aujourd'hui. Aussi indépendantes, aussi pauvres et aussi sauvages, elles se vendaient volontiers aux Grecs comme troupes mercenaires. La Moyenne-Albanie

était peuplée par des nations de mœurs plus douces : les Liburnes, bons marins, pirates, à vrai dire, quand l'occasion s'en présentait, qui avaient pour ports d'attache Scardona (Scutari) et Lissa (Alessio). Leurs voisins étaient les Iapodes, qui vivaient aux environs de Saint-Jean-de-Medua (Métule), et les Vénètes, peuplade d'origine slave, probablement apparentée aux Wendes.

En 604 av. J.-C., des Gaulois, conduits par deux neveux d'Ambigat, roi des Bituriges (qui avait Avaricum, (Bourges) pour capitale) entreprirent une expédition vers l'Orient. L'un d'eux, Sigovèse, descendit le Danube et alla s'établir à Singidunum (Belgrade) ; l'autre, Bellovèse, après avoir fondé Milan, envahit l'Illyrie, soumit les Vénètes, les Iapodes et les Liburnes, et constitua le royaume d'Illyrie.

Ce royaume atteignit son apogée au commencement du IV^e siècle av. J.-C. Il s'étendait alors sur les bords de l'Adriatique, depuis Durazzo jusqu'à Trieste (1). Sa décadence commença lorsque Philippe, roi de Macédoine, père d'Alexandre le Grand, après avoir vaincu les Athéniens (359 av. J.-C.), lui déclara la guerre. Le roi Bardyle, qui régnait alors à Scutari, tenta de lui barrer la route ; mais il fut battu près des lacs d'Ochrida et Presba par le général macédonien Parménion, qui lui tua sept mille hommes et le rejeta vers l'ouest.

Le fils du roi Bardyle, Kleitos, se fortifia dans Pélion, au sud du lac d'Ochrida. Alexandre le Grand, à peine monté sur le trône, vint l'attaquer. Dès le début, les troupes de Kleitos lâchèrent pied, mais son voisin, le roi Glaukias, survint avec de grands renforts. Alexandre se

(1) Du néo-illyrien Targeste : marché.

retira, mais apprenant durant la nuit que Kleitos et Glaukias fêtaient leur succès, il revint, et remporta sur eux une victoire complète (335 av. J.-C.).

À la mort du grand conquérant (323 av. J.-C.), les Illyriens prirent leur revanche et s'avancèrent vers le sud jusqu'en Etolie. Ils étaient conduits par Glauko, second fils du roi Bardyle. En même temps les Gaulois de la branche de Sigovèse, arrêtés pendant trois siècles à Singidunum, se remirent en marche et ravagèrent la Macédoine du nord.

À Glauko succédèrent Pleurato I^{er} et Agrone, dont la veuve, Teuta, monta sur le trône en 232 av. J.-C. Ses corsaires liburnes causèrent de grands dommages au commerce des villes de l'Adriatique, et tuèrent même un ambassadeur romain. Les consuls Caius Santumalus et Lucius Albinus, se mirent à la tête d'une flotte de deux cents navires et débarquèrent à Corfou avec trois mille fantassins et deux mille cavaliers, envahirent l'Albanie centrale et s'emparèrent d'Apollonia (Pojani) et de Durazzo. Maîtres de la route des lacs et de Thessalonique (Salonique), ils fondèrent une solide base navale et purgèrent la mer de pirates. Teuta, vaincue, demanda la paix (227 av. J.-C.).

Après la mort de la reine, son favori, Démétrius de Pharos, provoqua une nouvelle intervention romaine. Le consul Emilius soumit la région de Dibra et du lac d'Ochrida. Démétrius, abandonné des siens, se réfugia près de Philippe III, roi de Macédoine. Les Romains donnèrent à Piuna, fils d'Agrone et de Teuta, le gouvernement de la base Alessio-Durazzo-Apollonia-Oricum. Cette base était indispensable pour le développement des opérations vers l'intérieur, soit, par la route des lacs et les vallées

du Skoumbi, du Sémenti et de la Voïoussa, vers la Macédoine ; soit vers la Dalmatie ; soit vers l'Épire.

Pendant les guerres puniques, Philippe III de Macédoine, poussé par Démétrius, voulut tirer parti des revers de Rome et étendre sa domination sur l'Épire. D'entente avec les Carthaginois (215 av. J.-C.), il s'empara d'Apollonia et d'Alessio, et tenta de débarquer en Apulie. Mais sa flotte fut dispersée par les Romains. Il se retira en Albanie et signa la paix de Durazzo (205 av. J.-C.) qui mit fin à la première guerre macédonienne.

La seconde commença en l'an 200. Le consul Publius Galba débarqua devant Apollonia avec deux fortes légions. Philippe III se retira jusqu'aux cols défendant l'accès de la Macédoine. Les Romains en profitèrent pour amorcer la Via Aegitana. Il s'allièrent, l'année suivante, avec les Illyriens, prirent les Macédoniens à revers, les refoulèrent en Thessalie et les vainquirent à Cynocéphale (197 av. J.-C.).

La troisième guerre macédonienne commença en 169 av. J.-C. Persée, roi de Macédoine, réussit à détacher Gentius, roi d'Illyrie, de l'alliance romaine. Gentius lança ses corsaires contre les navires romains et vint assiéger Bassiana (près d'El Bassan). Mais Lucius Anicius le força à lever le siège ; la flotte illyrienne fut détruite, et Persée vaincu à Pydna (168 av. J.-C.). Fait prisonnier et conduit à Rome, il orna le triomphe du vainqueur (167 av. J.-C.).

Le royaume d'Illyrie disparu, la contrée fut réduite en province romaine, et sa partie albanaise divisée en trois républiques : celle de la Haute-Montagne, capitale Scutari ; celle de la rive gauche du Drin, capitale Durazzo

(Dyrrachium) ; celle d'Olcinati (Dulcigno), comprenant une partie de l'Albanie moyenne.

§ 2 Histoire de l'Épire

Au sud du royaume d'Illyrie, bornée : à l'ouest par la mer Ionienne, à l'est par la Thessalie, au midi par l'Acarnanie et le golfe Ambracique, s'étendait l'Épire ancienne. Elle se divisait en quatre régions. La Chaonie, au nord, comprenait les monts Acrocérauniens ; l'Athamanie, à l'est, renfermait le massif du Pinde ; la Thesprotie, au sud, arrosée par le Cocyte et l'Achéron, s'étendait le long de la côte face à Corcyre (Corfou) ; enfin, la Molosside, au centre, avait pour villes principales : Passaron près d'Argyrocastro, Ambrakia (Arta) et Dodone (Kastrizza), célèbre par son oracle.

Les mœurs et l'organisation sociale de l'Épire étaient à peu près les mêmes que de nos jours. Théopompe y comptait quatorze peuplades, dont la plus importante était celle des Molosses. Elle descendait, d'après la légende, de Molossos, fils d'Andromaque, veuve d'Hector ; et de Pyrrhus, fils d'Achille, qui, après la prise de Troie, était venu s'établir dans la contrée (1270 av. J.-C.).

L'Épire ne constituait pas, à proprement parler, un royaume. Elle était formée, en réalité, de petites oligarchies, qui se fédéraient ou se séparaient, suivant les nécessités du moment, ou la divergence de leurs intérêts.

En 429 av. J.-C., durant la guerre du Péloponèse, les habitants d'Ambrakia (ville d'Épire), s'allient aux Lacédémoniens pour attaquer les Acarnaniens, amis des Athéniens ; mais ils sont vaincus à Stratos. Le roi d'Épire, Alketas I^{er}, qui avait été obligé de fuir ses Etats, décide Denys l'Ancien, tyran de Syracuse, auprès duquel il

s'était réfugié, à intervenir en sa faveur ; il lui fait entrevoir le pillage du temple de Delphes. Denys accepte, pénètre en Albanie par Alessio, défait les rebelles et rétablit Alketas I^{er} sur son trône (384 av. J.-C.).

Alexandre I^{er}, le Molosse (342 av. J.-C.), dans une campagne heureuse, soumet les principales peuplades du sud de l'Italie, et rêve d'une confédération gréco-latine. Mais il est assassiné à Pandosia d'Italie, en 332 av. J.-C. Sa sœur Olympias, épouse répudiée de Philippe de Macédoine, et mère d'Alexandre le Grand, devient régente durant la minorité d'Eacide (331). A la mort d'Alexandre le Grand (323), elle intervient en Macédoine, contre l'usurpateur Philippe-Aignos, fils d'Alexandre. Elle vainc Philippe-Arrhidée, et le met à mort. Mais assiégée dans Pydna par Kassandre, fils d'Antipater de Macédoine, elle est à son tour vaincue et égorgée avec son petit-fils (317 av. J.-C.). Son vainqueur, ayant épousé Thessalonice, sœur d'Alexandre le Grand, s'allie à deux autres généraux, Lysimaque et Ptolémée. Ils battent et tuent à la bataille d'Ipsus, en Phrygie, leur concurrent Antigone (301), puis se partagent l'Empire. Dans son lot, Kassandre reçoit la Grèce et la Macédoine ; il meurt en 297 av. J.-C.

Après sa mort, de nouveaux troubles éclatent en Macédoine. Son fils Alexandre appelle à son secours Pyrrhus II, roi d'Epire, contre son frère Antipater.

Pyrrhus avait eu une vie très mouvementée. Descendant des rois d'Epire, il avait débuté dans l'armée d'Antigone et avait été vaincu avec lui à Ipsus. Par la suite, il était passé au service de Ptolémée, roi d'Egypte, l'un de ses vainqueurs, et avait épousé sa fille Antigone. Réintégré dans ses Etats héréditaires de Thesprotie et

d'Ambracie (295 av. J.-C.), il réussit grâce à sa sagesse, à grouper les différentes tribus de l'Épire, élargissant même son royaume de Passaron (Argyrocastro), Apollonia et Durazzo.

Etant intervenu en Macédoine, la couronne ne tarde pas à lui être offerte. Il l'accepte, mais revient bientôt en Épire, ses nouveaux sujets ne s'accommodant pas d'un souverain étranger (287 av. J.-C.). En 280, appelé par les peuplades d'Italie d'origine illyrienne, il intervient contre Rome pour défendre leur indépendance ; mais, manquant d'une solide base d'opération, il ne peut conserver de ses conquêtes que Tarente, où il laisse une garnison albanaise (274 av. J.-C.). Déçu dans ses rêves de conquête, il revient en Épire et meurt misérablement à Argos, au cours d'une bagarre (272 av. J.-C.).

Après sa mort, l'Épire se fractionne à nouveau. Quelques tribus prennent part aux côtés des Romains aux guerres macédoniennes. Mais Céphale ayant essayé de renouveler le geste de Pyrrhus en Italie, Paul-Émile, qui venait de vaincre Persée de Macédoine à Pydna (168), se décide à raser toutes les forteresses de l'Épire, réduisant la contrée en province romaine (167 av. J.-C.).

L'Albanie ainsi constituée, présente les caractères suivants, qu'elle gardera durant toute son histoire. Les pays montagneux, sous toutes les dominations, conserveront leur autonomie régionale et leurs caractères ethnographiques ; les pays de plaines, au contraire, subiront fortement l'influence ethnique et linguistique des conquérants successifs.

CHAPITRE II

DE LA DOMINATION ROMAINE A LA CONQUÊTE OTTOMANE

(de 167 av. J.-C., à 1412 ap. J.-C.)

§ 1 L'Albanie sous la domination romaine

L'Albanie soumise, les Romains établissent leurs bases navales à Apollonia, Durazzo, Alessio et Scutari (nommée alors « Scodera » : la ville postée sur une colline (1)). Le cours du Drin forme la frontière entre les deux civilisations illyrienne et romaine. La région garde son caractère ethnographique, et même dans les actes publics, l'usage de la langue illyrienne, conjointement avec le latin. C'est le grand lieu de passage des légions vers l'Asie. Elles sont embarquées à Brundisium (Brindisi), terminus de la Voie Appienne ; transportées à Apollonia ou Durazzo, elles se dirigent ensuite vers l'Orient par la Via Aegitana.

Les faits les plus importants de l'histoire de l'Albanie, durant cette période, sont la guerre civile entre Pompée et César, et la bataille d'Actium.

Après avoir été contraint de quitter l'Albanie, Pompée, vaincu à Pharsale (48 av. J.-C.), se retire jusqu'en

(1) Actuellement encore, le nom albanais de Scutari est « Shkodera ».

Egypte, poursuivi par César ; Publius Vatinius, pendant ce temps, soumet la plus grande partie de l'Albanie.

La lutte suprême entre Antoine et Octave a lieu, entre les deux flottes, dans le golfe d'Arta, près du promontoire d'Actium (Prévéza). La ville de Nicopolis est fondée sur l'emplacement du quartier général du vainqueur (31 av. J.-C.).

Après cette période de guerres civiles, une ère de prospérité commence pour l'Albanie. Les Grecs fondent des comptoirs. Cette prospérité dure jusqu'à la chute de l'Empire romain (395 ap. J.-C.).

§ 2 L'Albanie sous la domination de Byzance

Après la chute de l'Empire Romain (395 ap. J.-C.), l'Albanie passe sous la domination de Byzance et fait partie de la province d'Illyrie orientale, qui comprend : 1° l'Illyrie, ou Albanie septentrionale, dénommée alors Prévalitane, entre les Bouches-de-Cattaro et le Skoumbi, avec Scutari pour capitale. 2° la Nouvelle-Epire, ayant pour frontières : le Drilo (Drin), au nord ; le cours supérieur du Skoumbi, à l'est ; la Voïoussa, au sud ; capitale Durazzo ; 3° la Vieille-Epire, s'étendant entre la Voïoussa et le golfe d'Arta ; capitale Nicopolis (Prévéza). Le district de Plagonia (Monastir) est rattaché à la Macédoine Orientale.

A partir de cette époque (395 ap. J.-C.), jusqu'à la chute de l'Empire byzantin (1453), l'histoire de l'Albanie devient très confuse. Elle peut cependant se résumer ainsi. Jusqu'au IX^e siècle, l'Albanie est la proie des invasions barbares. A partir du IX^e siècle, écartelée entre l'Orient et l'Occident, elle devient le champ de compétitions entre

Byzance et les souverainetés qui s'établissent en Italie et dans les Balkans. Les Empereurs byzantins, durant ces dix siècles, n'exercent leur souveraineté d'une manière effective que pendant de très courtes périodes.

1° Les invasions barbares. — Déjà, au VII^e siècle av. J.-C., les Gaulois, conduits par Bellovèse, avaient, nous l'avons vu, envahis l'Illyrie. A la chute de Rome, les invasions reprirent. En 493, les Goths envahissent l'Albanie. Leur roi, Ostrylle, s'empare des deux Epires et se fait appeler « Seigneur de la Prévalitane ». Cette domination dure deux siècles. En 535, l'Empereur Justinien récupère pour un temps cette province. Originaire de l'Albanie moyenne, il relève plusieurs villes détruites, embellit Ochrida, et construit de nombreuses forteresses. Mais celà n'arrête pas le flot des envahisseurs. Les Hongrois, les Obres, les Langobards, ne tardent pas à apparaître. Au milieu du VII^e siècle, les Avars saccagent Scutari. L'Empereur Héraclius, fait appel aux Serbes, afin de les opposer aux Avars ; ils s'établissent dans la région de la Zéta (Monténégro). Deux siècles plus tard, les Bulgares paraissent à leur tour. Leur tsar Siméon conquiert les deux Epires, Butrinto, Valona, et prend le titre de « Tsar de tous les Bulgares et les Grecs ».

2° Les conquêtes successives. — Dès lors, et pendant cinq siècles, l'Albanie va être l'objet de maintes conquêtes. L'*Empire bulgare* s'effondre en 1014 à Balatsita, vaincu par l'Empereur byzantin Basile II. L'Albanie repasse pour un temps sous la *domination byzantine*. En 1077, les *Serbes* s'emparent de Bor (Antivari) et de l'Albanie du nord. Leur roi, Constantin Bodine, étend son royaume

de la Save au Drin, et de la Morava à l'Adriatique (1081) ; sa capitale est Scutari. Les *Vénitiens* fondent des comptoirs, (les Echelles) (1), à Scutari, Alessio, Durazzo ; leur domination est surtout commerciale. Les *Normands* conduits par Robert Guiscard (« l'Avisé »), après avoir conquis l'Italie méridionale et la Sicile, débarquent en 1081 en Albanie. Robert Guiscard s'empare de Durazzo, Ochrida, Uskub, Janina, Butrinto, Arta, et même Trikkala, en Thessalie, menaçant Salonique. L'*Empereur byzantin Alexis Comnène*, allié aux Vénitiens, parvient à rejeter d'Albanie, Bohémond, fils de Guiscard (1111). En 1203, les Comnène, dépossédés de Byzance, par Beaudouin, comte de Flandre, s'établissent en Epire. Etendant leurs possessions, ils s'emparent de Durazzo, Ochrida, Prilep et même de la Thessalie. Ils repoussent les attaques des *Bulgares*, conduits par Joannice, (vainqueur de Beaudouin (1205), qui avait reconstitué l'ancien Empire bulgare de Siméon. A la mort de Michel-Ange Comnène (1271), les *Angevins* acquièrent Durazzo. En 1340, l'*Empereur Cantacuzène* rentre en possession de l'Epire, dont il partage le gouvernement entre plusieurs princes albanais. Mais, dès 1346, les *Serbes*, conduits par Douchan le Grand, s'emparent de l'Epire. Douchan se fait proclamer à Uskub : « Tsar des Serbes et des Grecs », et confie le despotat de l'Epire à son frère Siméon. En 1383, l'Epire retombe sous la domination byzantine ; elle y restera jusqu'à la conquête turque (1431).

A la veille de la conquête ottomane, la situation en Albanie est la suivante. Au nord, la région de la Zéta

(1) Du mot turc : iskele (jetée).

(Monténégro) appartient à un prince serbe ; au sud, l'Épire est sous la domination de Byzance ; au centre, les Echelles sont sous la souveraineté de Venise. Le reste du pays est réparti entre les princes albanais. Ainsi démembrée et divisée contre elle-même, l'Albanie semble offrir aux Turcs une proie facile. Cependant, à aucun moment de son histoire, elle ne sera plus près de réaliser son unité.

CHAPITRE III

DE LA CONQUÊTE OTTOMANE AU TRAITÉ DE BERLIN

(1412-1878)

§ 1 La conquête turque

Le désastre de Kossovo (1389) avait eu des conséquences désastreuses pour les peuples balkaniques, car la porte de la Péninsule s'était trouvée ouverte à l'invasion ottomane.

En 1412, Mourad II, déjà maître de la Thrace, pénètre en Albanie, dont les principaux féodaux gagnent la montagne. Il se heurte cependant à Jean Castriote, seigneur de Croïa ; mais il le soumet (1413), et le force à lui donner en otages ses quatre fils. Le dernier, né en 1404, est Jean Castriote, qui sera célèbre dans l'histoire sous le nom de « Skanderbeg ».

Elevé par le Sultan, au mépris de la parole donnée, dans la religion musulmane, Jean Castriote se distingue très jeune dans des campagnes turques en Asie-Mineure. Ses soldats, admirant sa vaillance le surnomment, en souvenir d'Alexandre le Grand, Skanderbeg, le Prince Alexandre (1422).

A la mort de Jean Castriote (1432), la principauté de Croïa est donnée par le Sultan à un Turc, Sabel-pacha.

Skanderbeg en éprouve un vif ressentiment. En novembre 1443, au cours de la défaite de Nich, infligée au Sultan par Jean Hunyade, il arrache au secrétaire de Mourad un ordre écrit adressé à Sabel-pacha d'avoir à lui livrer Croïa. Il s'y rend en sept jours, se fait remettre les clefs de la ville, proclame l'indépendance de l'Albanie et embrasse à nouveau la religion catholique. La lutte pour l'indépendance va commencer.

§ 2 Skanderbeg

Le 1^{er} mars 1444, une assemblée solennelle des princes albanais se réunit dans la cathédrale d'Alessio. Skanderbeg y est proclamé chef de la « Ligue des peuples albanais ». Durant vingt ans il va tenir tête au Sultan.

En juin 1444, avec quinze mille hommes, il bat à Torviolo (pays de Dibra), les trente ou quarante mille Turcs du général Ali-pacha. Le 12 juillet suivant, il fait reconnaître sa Principauté, par le Sultan, au traité de Svegedin, qui proclame une trêve de dix ans entre les Hongrois et les Turcs. Mais cette trêve ayant été rompue au bout de quelques mois, Wladislas et Jean Hunyade sont vaincus à Varna (9 novembre 1444), et Mourad se retourne contre Skanderbeg.

Le 10 octobre 1445, un gros parti de cavalerie vient l'attaquer dans les défilés du mont Mocri (pays de Dibra) ; il l'anéantit. Le 27 septembre 1446, il écrase Mustapha-pacha à la bataille d'Otonetta. En 1447, il échoue au siège de Dogna, défendue par les Vénitiens, alliés des Turcs, ainsi que son neveu Hamza devant Drivesto. Mais il bat une armée vénitienne sur les bords du Drin et vainc à nouveau Mustapha-pacha à Oroschi.

Les Vénitiens signent la paix ; en échange de Dogna, ils donnent à Skanderbeg des territoires considérables le long du Drin.

En 1449, grâce à une trahison, Mourad II s'empare de Sfétigrad que Skanderbeg tente vainement de lui reprendre ; mais le Sultan rentre à Andrinople ayant perdu plus de trente mille hommes.

L'année suivante, avec son fils Mahomet, il revient assiéger Croïa (5 avril 1450). Il espère en finir une bonne fois avec Skanderbeg. Cependant, il échoue, et se retire au bout de cinq mois, harcelé par les Albanaï. Il meurt le 5 février 1451.

Son fils, Mahomet II, va tenter d'incessants efforts pour réduire Skanderbeg. En 1452, il envoie, avec une forte armée, le général turc Hamza-pacha. Celui-ci est battu et fait prisonnier à Modrissa. Son successeur, Débréas, envoyé pour le venger, est tué à Uskub. Une troisième armée est surprise et écrasée dans les vallées du mont Mocri (1453).

Cependant, Skanderbeg échoue devant Belgrad d'Albanie. Golémi, son meilleur lieutenant, le trahit (1455). Deux ans plus tard, Hamza, son neveu préféré, le trahit à son tour.

Le 2 septembre 1457, Skanderbeg avec onze mille hommes, met en déroute cinquante mille Ottomans. Son neveu Hamza, fait prisonnier, est envoyé en captivité à Naples. Golémi, vaincu à Oroschi, et pris de remords, vient se livrer à Skanderbeg, qui lui pardonne.

A la fin de 1457, a lieu un trêve tacite que Skanderbeg rend officielle en s'embarquant, en 1461, pour l'Italie (Pouille). Il délivre Ferdinand d'Aragon, roi de Naples, assiégé dans Barletta par Jean d'Anjou, et le remet en

possession de ses Etats. Rentré en Albanie (mai 1462), il écrase successivement Simon-pacha, et Hassem-bey dans les défilés du mont Mocri, met en fuite Jussum-bey près d'Uskub, et bat Karaza-bey à Livad. Mahomet II lui offre la paix en lui reconnaissant la souveraineté de l'Albanie. Skanderbeg, pressé par ses lieutenants, fatigué par vingt années de lutte, accepte (automne 1462).

Deux ans plus tard sur l'instigation des Vénitiens et du pape Paul II qui rêve d'une nouvelle croisade, la guerre recommence. Le 14 août 1464, Skanderbeg bat Schmeret-bey à Ochrida. Cependant, Balabane, renégat albanais, réussit, malgré un premier échec, à s'emparer, dans les gorges de Valkhalia, de Golémi et de sept autres chefs. Son armée, reformée, est définitivement détruite près d'Oroschi ; une seconde et une troisième armée subissent le même sort.

Mahomet II vient au secours de Balabane avec cent mille hommes, et met pour la seconde fois le siège devant Croïa. Il échoue, et se retire, laissant Balabane devant la place avec quatre-vingt mille hommes.

Skanderbeg ne pouvant, à cause de ses faibles forces, obtenir un avantage décisif sur ses adversaires, demande du secours au pape Paul II. Il obtient trois mille ducats, lève une armée en Illyrie, bat Jouyma, frère de Balabane, tue ce dernier et disperse son armée.

Au printemps de 1466, Mahomet II tente un dernier effort. Il réunit une armée plus formidable encore et vient, pour la troisième fois, mettre le siège devant Croïa. Il échoue ; et, comprenant qu'il ne viendra jamais à bout de Skanderbeg, il quitte l'Albanie, laissant trente mille hommes pour garder ses frontières.

Après vingt ans de lutte, l'Albanie était libre ; mais

Skanderbeg meurt le 17 janvier 1467 à Alessio, où il avait à nouveau convoqué les princes albanais.

Avec lui disparaît une des plus nobles et des plus pures figures de l'Histoire. Ce fut un grand malheur pour l'Albanie qu'il n'ait pas eu le temps de l'organiser avant de mourir.

Grâce à ses qualités, il avait réussi, pour la première fois, (et ce sera la seule jusqu'à nos jours), à grouper les tribus albanaises en une véritable nation. On reste émerveillé devant les victoires qu'il remporta durant vingt ans sur des troupes formidables par leur nombre et leur qualité. Il finit par décourager, lui, petit prince montagnard, des adversaires qui s'appelaient Mourad II et Mahomet II.

Cependant, il ne disposait que de faibles moyens. Pauvre, il n'eut jamais sous ses ordres une armée de plus de vingt mille hommes. Les Princes chrétiens ne comprirent pas le rôle immense qu'il aurait pu jouer contre les Turcs qui, à cette époque, prenaient définitivement pied en Europe. Faute d'une aide suffisante, ses victoires demeurèrent stériles ; il ne put, en particulier, poursuivre hors des frontières des succès que, seul au Moyen-Âge, il avait été en mesure de remporter sur les Turcs.

§ 3 Les tentatives de soulèvement

En mourant, Skanderbeg laissa aux Vénitiens la principauté qu'il avait fondée. Avec lui, l'indépendance de l'Albanie avait vécu.

En 1474, les Turcs viennent une première fois mettre le siège devant Scutari. La ville résiste ; la flotte ottomane, massée à l'embouchure de la Bojana, est dis-

persée par l'amiral vénitien Triadano Gritti, et le siège est levé.

En 1478, la ville est à nouveau assiégée. Le 25 janvier 1479, succombant à la famine, elle capitule ; le Provéditeur obtient que la garnison vénitienne se retire avec armes et bagages. Drivesto, Zabliak, Alessio, Croïa (5 juin 1478), avaient succombé.

L'Albanie intérieure tombe sous la domination turque. Les Vénitiens ne peuvent conserver leurs Echelles d'Albanie qu'en payant un tribut annuel au Sultan.

Durant cette période de quatre siècles, qui va de 1479, date de la chute de Scutari, à 1878, (traité de Berlin), les Albanais essaient à plusieurs reprises de secouer le joug turc et de recouvrer leur indépendance.

Une première fois, au moment de la bataille de Lépante, en 1571, ils font des efforts désespérés pour intéresser les Chrétiens à leur sort ; en vain. En 1592, Charles-Emmanuel I^{er}, et le duc de Parme, Ranuccio II Farnèse, refusent la couronne d'Albanie. Les Vénitiens, occupés à lutter contre les Uscoques, pirates qui infestaient l'Adriatique, ne peuvent, ni ne veulent intervenir.

Un siècle plus tard, durant la campagne de 1689, les Impériaux franchissent la Save, s'avancent par Kossovo et Prizrend jusque dans les vallées de la Liouma et du Vardar. Leur général, Piccolomini, s'allie avec une partie des chrétiens albanais. Mais à sa mort, son successeur, le duc de Holstein, ne sait pas comprendre ses alliés. Il les froisse de telle sorte qu'il doit rentrer en Hongrie.

En 1737, les Austro-Russes pénètrent en Albanie du nord. Les tribus catholiques et orthodoxes croient l'heure de la libération arrivée. Malheureusement, le colonel autrichien Lentulus manque de décision. Il rétrograde

dans le Sandjak de Novibazar, abandonnant les Albanais à la vengeance des Turcs. Ceux-ci ne viennent cependant à bout de la révolte qu'en 1740, après deux sanglantes répressions.

À partir de cette date (1740), les manifestations d'indépendance du peuple albanais disparaissent pour un moment en tant que mouvement national ; elles font place aux tentatives d'indépendance des pachas, essais plus égoïstes et plus personnels.

§ 4 Les pachas indépendants

Les Ottomans avaient fort bien compris la mentalité politique des Albanais, et soigneusement entretenu les rivalités de clans ; ils les avaient laissés se diviser en une multitude de petites principautés jalouses et ennemies les unes des autres. Cependant, plusieurs beys, plus habiles ou plus heureux, surent s'imposer à leurs voisins et jouer ainsi un rôle important. Les principaux furent : au nord : Mahmoud, pacha de Scutari ; au sud, Ali de Tepelen, pacha de Janina.

1. Mahmoud, pacha de Scutari. — Près de Scutari, vivait au milieu du XVIII^e siècle, à Boushatlie, un seigneur, descendant, dit-on, de la noble famille monténégrine des Tsernoïévitch. Il s'acquit une telle renommée que le Sultan envoya une armée pour le réduire. Mais l'Albanais sut si bien circonvenir son chef qu'il obtint de la Porte le titre de Pacha héréditaire de Scutari. Aidé de ses fils, il réussit à supprimer les principales familles de l'Albanie du nord, et étendit sa domination sur Alessio, El Bassan, Tirana, Ochrida. Cependant, ayant refusé de marcher contre les Russes, le Sultan le supprima.

En 1765 son fils Kara Mahmoud lui succède. En 1770, il prend part à la lutte acharnée que se livrent Guègues et Tosques. Après plusieurs guerres contre le pacha d'Ipek, les Monténégrins, les Turcs et les Vénitiens (1795), il est fait prisonnier par les Monténégrins et décapité à Orhia Luka.

Le dernier pacha indépendant de Scutari fut Mustapha. Pressé par l'armée turque de Réchid pacha, il se rendit en 1829.

2. Ali, pacha de Janina. — Ali naquit en 1740 à Tepelen. Bandit de grand chemin à ses débuts, il obtint du Sultan, par intrigue, après plusieurs assassinats, le gouvernement de la Thessalie, avec le titre de « Grand Prévôt des Routes » (Dervendji-pacha). Ayant rétabli le calme dans ce pays, ravagé depuis neuf ans par les Albanais, il marchande ensuite par des largesses intéressées, le pachalik de Janina qui lui donne la suprématie de l'Epire.

En 1788, il se fait confirmer dans ses prérogatives par le Sultan Selim. Soutenu en sous-main par Catherine de Russie, qui voulait se servir de lui pour libérer la Grèce, il s'attache à ruiner la puissance de ses voisins. Il s'empare de Kozmovo par trahison, engage deux expéditions contre les Souliotes, et étend ses possessions jusqu'à la Voïoussa. Au retour d'une expédition malheureuse contre Kara Mahmoud (1795), il prend Ochrida.

Allié aux Français en 1797, au moment de la première occupation des îles Ioniennes, il les trahit après Aboukir (1^{er} août 1798), s'empare des garnisons françaises de Butrinto, Nicopolis, Prévéza, et les met à mort. En mai 1799, il tente une troisième expédition contre les

Souliotes, qui sont définitivement vaincus et massacrés, le 15 décembre 1803.

En 1806, il est nommé par le Sultan, pacha de Thessalie, en récompense d'une campagne en Roumélie. En 1807, il se rapproche des Français ; Napoléon lui promet Corfou.

Le traité de Tilsitt (19 août 1807) mettait, pour la seconde fois, les îles Ioniennes sous le protectorat de la France. Ali, déçu, tente de s'emparer de Parga (1808) ; mais le général Donzelot y jette à temps deux cents hommes, et suscite contre lui deux ligues de beys mécontents.

La première, ayant à sa tête Mustapha, pacha de Delvino, est vaincue par Ali, en 1809, à Bérat. La seconde, dirigée par Selim Coca, est battue à Argyrocastro et à Kardiki, grâce à l'artillerie donnée à Ali par les Anglais (février 1812).

Les revers de la Grande Armée ont leur répercussion en Albanie. Ali se proclame indépendant du Sultan et conquiert toute l'Épire. Il somme le général Donzelot de lui remettre Parga. Le 22 mars 1814, les habitants livrent aux Anglais les cent cinquante Français de la citadelle. L'Angleterre ne rend la ville à Ali qu'en 1818, moyennant cent cinquante mille livres sterling.

Le Sultan, ayant terminé la guerre avec la Russie, et la paix étant revenue en Europe, décide de réduire le pacha de Janina. Il le met au ban de l'Empire.

En 1820, deux armées envahissent le pays. La première, au nord, commandée par le pacha de Scutari, s'empare de la Musachia, mais doit rétrograder jusqu'à Durazzo, à la suite d'une diversion tentée par Ali. La seconde au sud, sous les ordres de Pachô-bey (Ismaël-

pacha), occupe Bérat, Parga, toute la côte, et bat Omer Vrioni, lieutenant d'Ali, à Krio-Néro. Vrioni passe aux Turcs ; les Souliotes de Botzaris font de même, sur la promesse de récupérer leur pays.

Cependant la révolte gronde dans toute la Grèce, où l'exemple d'Ali exalte les courages. Il faut, pour les Ottomans, en finir avec le rebelle. En novembre 1820, les Turcs mettent le siège devant Janina. Une sortie malheureuse, le 26 janvier 1820, aggrave la situation de la ville. Le 8 juin, elle repousse encore une attaque. En octobre, Ali, réfugié dans le château de Litaritza, au milieu du lac de Janina, s'enferme dans une casemate avec ses cinquante derniers fidèles, menaçant de tout faire sauter si on l'approche. Le château est livré aux Turcs par les Guègues de la garnison. Le 3 février 1822, Ali sort enfin de son réduit sur la promesse que le Sultan lui accorde un firman, l'autorisant à se retirer en Asie-Mineure. Il est aussitôt décapité. Sa tête, le 23 février, est exposée à Constantinople, à la Porte Impériale, au milieu des transports du peuple. Les Albanais lui font des funérailles solennelles.

Ali de Tepelen, à la fin de sa vie était apparu aux patriotes grecs et albanais, comme un héros de l'indépendance. Cette renommée, due aux circonstances qui entourèrent sa fin, ne peut cependant faire oublier les cruautés accumulées durant toute son existence.

Après la mort d'Ali, une campagne, menée à bien par Réchid Pacha, en 1829-1830, efface toute trace de la domination des princes albanais. Une période de calme s'ensuit, troublée seulement par des mouvements insurrectionnels locaux, en Guégarie (1835) et en Albanie du

sud (Chîami, Kalamos, Mavros, 1847). Ces mouvements sont vite réprimés.

En 1865, l'Albanie est répartie entre les trois vilayets de Monastir, Kossovo, Janina. Le nord est divisé entre les provinces de Kossovo, Nich et Monastir. Les tribus mirdites, qui avaient réussi à garder une certaine autonomie, sont, à la mort de Bid-Doda, leur Kapidan, soumises au régime commun.

A la veille de la grande Guerre d'Orient, le pays était parfaitement calme.

CHAPITRE IV

DU TRAITÉ DE BERLIN A L'INDÉPENDANCE

(1878-1912)

§ 1 La ligue albanaise (1879)

Le traité de Berlin, qui mit fin à la grande Guerre d'Orient de 1877-1878, renfermait les stipulations suivantes. La Serbie devait recevoir Koursoumlié et Vrania ; le Monténégro : Antivari et son littoral, les hautes terres de Goussinié, Triepschi et Plava ; la Grèce : Prévéza, Janina et Arta.

Les Albanais, a qui Bismarck avait répondu qu'il n'y avait pas de « nationalité albanaise », protestèrent contre la mutilation de leur territoire, et constituèrent la « Ligue centrale pour la défense des droits de la nationalité skipétare », plus connue dans l'histoire sous le nom de « Ligue albanaise » (1879). Son siège était à El Bassan, avec annexes à Prizrend et Argyrocastro.

C'était, depuis Skanderbeg, la première manifestation du réveil d'un sentiment vraiment national. La Ligue proclamait la nécessité de l'autonomie de l'Albanie, avec Ochrida comme capitale. Elle voulait unir fraternellement les différents groupes ethniques et religieux de l'Albanie, en leur faisant prendre conscience de leurs droits et de leurs intérêts communs. Le manifeste portait : « Maudit soit l'homme qui pense à ses intérêts quand la

« Patrie nous appelle ... Décidons que dans notre Ligue, « il n'y a plus de religions, et qu'avant tout nous sommes « Skipétars ». Les affiliés, juraient de consacrer toutes leurs forces à cette cause ; les traîtres devaient être impitoyablement exécutés.

La Ligue, secrètement soutenue par Abd-ul-Hamid, qui ne voulait pas céder les terres promises par le traité de Berlin, protesta contre la cession des territoires albanais au Monténégro, et organisa la résistance. Elle lança ses seize mille soldats contre les Monténégrins. Une bataille indécise eut lieu à Novschik (1879). Les districts contestés tombèrent en pleine anarchie. Abd-ul-Hamid, inquiet de la tournure que prenaient les événements, ainsi que du caractère autonomiste de la Ligue, envoya de Monastir une armée pour soutenir les Monténégrins. Une nouvelle rencontre eut lieu à Métri (8 janvier 1880).

L'Italie propose sa médiation. Les Albanais, dirigés par le fils de Bib-Doda, refusent. L'Angleterre intervient. Une démonstration navale a lieu devant Dulcigno. Elle vient à bout de la résistance albanaise (1880).

La guerre terminée, Abd-ul-Hamid, donne à la Ligue l'ordre de se dissoudre. Il envoie pour la réduire Dervich-pacha, avec quarante bataillons et son artillerie (1881). Dervich-pacha gagne la bataille de Slivovo, occupe Prizrend et Diakova. Après de sanglantes révoltes, l'Albanie est pacifiée. Prenk Bib-Doda est exilé en Anatolie ; les autres chefs albanais sont tués ou déportés.

La Ligue, cependant ne disparaît pas complètement. Son action devient secrète. En 1897 et 1903, elle devait se manifester en Vieille-Serbie, au cours de la guerre gréco-turque.

Les années qui suivirent la répression furent encore

troublées, ce qui justifiait cette parole de de Moltke :
« L'Empire turc comprend de vastes territoires sur les-
« quels la Porte n'exerce pour ainsi dire aucune autorité ;
« et il est certain qu'elle trouve dans ses propres Etats
« des conquêtes étendues à effectuer. »

§ 2 L'Albanie sous le régime hamidien

Abd-ul-Hamid, après la répression rigoureuse de Dervich-pacha, ne tarda pas, cependant, à traiter les Albanaï d'une façon différente. Appréciant leurs qualités de bravoure et de fidélité, il résolut de se les attacher, autant pour en finir avec leurs insurrections continuelles que pour se constituer un appui personnel. Pour cela il lui fallait à la fois satisfaire les chefs et contenter la masse de la population albanaise.

Il s'attacha les premiers en les comblant de faveurs, les nommant grands-vizirs, gouverneurs, préfets, ambassadeurs, et en leur donnant de larges prébendes. Il mit en prison ou en captivité dorée les plus récalcitrants (tel Prenk Bib-Doda qui resta de 1880 à 1908 à Constantinople), eut raison des moindres par le bakchisch, la délation, la confiscation.

Il s'attira la masse de la population en respectant son désir d'autonomie et ses privilèges.

Seuls de tous les raïas de races et de communions si diverses compris dans l'Empire, les Albanaï avaient le droit de rester armés, et de porter leurs armes en tout temps et en tout lieu. Ce privilège était une sorte de titre de noblesse ; il venait sans aucun doute de l'accord intervenu entre les Skipétars et le Sultan, quand renonçant à continuer la lutte, ils acceptèrent la domination ottomane. Ils n'étaient soumis à aucun impôt ; leurs immunités

étaient à ce point étendues que la régie des tabacs, établissement international, n'avait pu être établie à Scutari, ni à l'intérieur, dans des montagnes ; la contrebande s'exerçait ouvertement dans les bazars et sur les marchés. Les Albanais, en temps de paix, n'étaient pas soumis au service militaire ; ils n'étaient tenus, en temps de guerre, qu'à protéger les frontières de l'Empire. Les tribus s'administraient elles-mêmes avec leurs chefs de clans.

Aux uns et aux autres, afin de se les attacher, Abd-ul-Hamid offre en pâture les terres de la Vieille-Serbie, de la Macédoine et de l'Épire. Les Albanais inondent les pays de Prichtina, Uskub, Gostivar, Gortcha, Kalkandelen. Leurs chefs acquièrent des « tchifliks » (grandes propriétés) et réduisent en demi-servage les fermiers chrétiens.

Les Albanais se trouvent être les grands profiteurs du régime. Reconnaissants au Sultan, beaucoup se font musulmans, et entrent dans l'armée turque. Ils constituent la garde particulière d'Abd-ul-Hamid, l'aident à écraser les soulèvements des peuples chrétiens de Macédoine.

Sur un point cependant, Abd-ul-Hamid ne transige pas. C'est sur la question de l'enseignement. Il limite le nombre des écoles, interdit l'usage de l'albanais comme langue écrite, sauf aux catholiques (sans doute à cause de l'Autriche). En dehors des manuels religieux ou scolaires, destinés aux Guègues catholiques, aucun livre, aucun journal, ne peut être imprimé, en langue albanaise sur toute l'étendue de l'Empire. Abd-ul-Hamid s'était rendu compte que le développement de l'instruction et l'usage écrit de la langue albanaise, pouvaient jouer un important rôle dans l'éveil du nationalisme albanais. Le meilleur

moyen de maintenir l'Albanie en état de fidélité était de la laisser dans une demi-ignorance.

Abd-ul-Hamid ne s'était pas trompé. Le nationalisme albanais, endormi sous le régime hamidien, va se réveiller sous la domination jeune-turque, et réclamer l'ouverture des écoles et le développement de l'instruction. Le refus apporté à ces réformes sera l'une des causes de la proclamation de l'indépendance.

§ 3 La révolution jeune-turque

Lorsque la révolution jeune-turque éclata à Constantinople, au milieu de juin 1908, le Sultan Abd-ul-Hamid, comptant sur la fidélité de ses Albanais, refusa d'abdiquer. Les Jeunes-Turcs se servirent alors fort adroitement des représentants turquisés de l'Albanie à Constantinople, pour décider les Albanais à adhérer à la « Constitution » (1). On leur persuada que constitution voulait dire : « chériat », c'est-à-dire la loi musulmane dans toute sa pureté, et qu'elle était une garantie d'indépendance pour l'Empire, menacé par l'Europe, à l'entrevue de Reval, de nouveaux démembrements. Grâce à ce subterfuge, le général Chemsî-pacha réussit à transformer en une manifestation en l'honneur de la Constitution, une importante assemblée albanaise tenue à Fërizovitch, le 15 juillet 1908. Cette nouvelle, reçue par dépêche, détermina le Sultan à abdiquer.

L'union des Albanais et des Jeunes-Turcs ne pouvait pas durer, car elle était fondée sur une équivoque. Pour les Albanais, constitution signifiait égalité des races et

(1) Celle du 11-23 décembre 1876.

des confessions religieuses, maintien de l'autonomie et des avantages accordés par l'ancien régime ; pour les jeunes Turcs, au contraire, la nouvelle Constitution n'était qu'un moyen d'unification (1).

Les Albanais auraient peut-être accepté le nouveau régime s'il leur avait réellement apporté certains avantages : le droit d'ouvrir des écoles, et celui de cultiver leur langue. Mais, sur ce terrain, les Albanais n'allaient pas tarder à se heurter à la politique jeune-turque.

Malgré l'interdiction portée par le Sultan, des journaux en langue albanaise n'avaient pas tardé, après 1880, à paraître sur le territoire de l'Empire. Le premier, « Drita » (Le Droit) est imprimé, dès 1882, à Constantinople. En 1883, est publié en Italie : « Arberi i ri » (Le Drapeau albanais) ; il dure jusqu'en 1887. Puis diverses publications paraissent à Bucarest, Bruxelles, Londres, Sofia, Raguse, Trieste, Monastir, Salonique. Enfin, en 1908, un journal est rédigé à Gortcha, en pleine Albanie encore turque.

Après la révolution jeune-turque, cette presse s'intensifie. Midhat bey, haut fonctionnaire albanais du vilayet de Salonique, crée une revue : « La Liberté ». et un almanach populaire : « Kalenderi Kombiar ». D'autres publications paraissent sur le territoire même de l'Albanie.

Une ligue de l'enseignement est créée (en 1910, elle comprend quatre-vingt mille membres). Elle fait éclore l'idée de l'unité albanaise. Des délégués, réunis à Tirana et à El Bassan, demandent que l'albanais devienne la langue officielle, et réclament l'ouverture d'écoles. Des

(1) Elle fut remise en vigueur le 11-24 juillet 1908.

congrès, réunissant moines franciscains, hodjas musulmans et prêtres orthodoxes, ont lieu à Dibra et à Monastir (novembre 1908) ; les délégués réclament la substitution des caractères latins aux caractères turcs.

La révolution jeune-turque aboutit donc en Albanie à un mouvement nationaliste.

Devant les décisions prises par les Albanais, quelle est l'attitude du gouvernement jeune-turc ? — Avec ses tendances égalisatrices, il ne tarde pas à prendre une série de mesures, que les Albanais jugent vite vexatoires. Sans égards pour les privilèges qu'ils avaient pourtant promis de respecter, les Jeunes-Turcs prétendent exiger le désarmement de toutes les tribus, imposer le service militaire obligatoire, percevoir l'impôt, exercer le pouvoir par l'intermédiaire de fonctionnaires nommés, et non plus par les beys héréditaires.

L'opposition est donc absolue entre les tendances jeunes-turques et celles des Albanais.

Dès la fin de 1908, la rupture est consommée. Les Albanais peuvent dire : « Nous avons été trompés ; les Jeunes-Turcs ont menti à notre commun serment ».

§ 4 Le soulèvement albanais

De 1908 à 1912, les insurrections albanaises vont se succéder presque sans interruption.

Cette période peut se diviser en deux phases. De 1908 à 1911, les Jeunes-Turcs, restent maîtres de la situation. À partir de mai 1911, ils commencent à céder aux prétentions albanaises ; à la fin de 1912, la lutte se terminera par le triomphe des Albanais.

1° 1908-1912. — Ce sont les Jeunes-Turcs qui, à

la fin de 1908, ouvrent les hostilités. Prenant prétexte de l'adoption par les Albanais, au congrès de Dibra, de l'alphabet latin, ils ferment les écoles et interdisent l'emploi du nouvel alphabet. Le général turc Djavid-pacha envahit la partie ouest du vilayet de Kossovo, installe un gouverneur à Ipek et exige la reddition des armes.

Les Albanais se soulèvent ; mais la répression est brutale, surtout dans les kaza d'Ipek et de Diakova.

L'hiver de 1908-1909 amène le calme. Mais au printemps, l'agitation reprend, entretenue par le chef albanais Issa Bolétinaz. Bédri-pacha, vali de Scutari, ayant interdit en janvier 1909, de sortir dans les rues avec des armes, la révolte éclate. En avril 1909, les Albanais menacent la voie ferrée Uskub-Mitrovitza.

Djavid-pacha intervient à nouveau, parcourt la Vieille-Serbie, s'empare de nouveaux fusils.

Les députés albanais à Constantinople s'affilient à « L'Entente libérale », et tentent la révolution d'avril 1909, destinée à ramener sur le trône Abd-ul-Hamid. Elle échoue. Des Albanais notables, de l'entourage de Mahmoud V (successeur d'Abd-ul-Hamid), sont emprisonnés, d'autres exécutés. Le régiment albanais de la garde est licencié ; les soldats, désarmés, sont envoyés travailler aux routes de Macédoine (avril 1909).

A cette nouvelle, l'agitation reprend en Albanie. Une réunion des chefs des tribus du nord se tient à Férizovitch (septembre 1909). Elle est dispersée par la force. Djavid-pacha poursuit les beys révoltés jusque dans le pays de Prizrend et de Liouma. Issa Boletinaz se réfugie au Monténégro. Le calme revient. Au congrès de Dibra, de juillet-août 1909, les Jeunes-Turcs font adopter par des Albanais turquisés le paiement de la dîme, le service

militaire obligatoire et l'alphabet grec. Le congrès d'El Bassan, réplique du premier, maintient les résolutions prises en 1908.

Au printemps de 1910, Bédri-pacha convoque les chefs de clans pour procéder au recensement. Les Albanais voient là, avec raison, le prélude de l'établissement de l'impôt et du service militaire. L'insurrection reprend, principalement dans les montagnes du vilayet de Kossovo. Elle est réprimée par Torghout-pacha au milieu d'excessives violences. Les villages sont brûlés, les « koulis » (châteaux-forts) détruits, les habitants massacrés, 147.000 fusils et 600.000 cartouches confisqués. En juin 1910, Torghout-pacha paraît maître de la situation. Mais cette répression brutale laisse dans les cœurs albanais de sourds désirs de vengeance. La « Ligue albanaise » renaît, le nationalisme albanais retrouve un regain de vigueur. En juillet 1910, une assemblée, réunie à Dibra, réclame un gouvernement indépendant, demande que les impôts perçus soient employés aux seuls besoins de l'Albanie et songe à se séparer du reste de l'Empire.

L'idée de *l'indépendance* commence à se substituer à celle de la simple *autonomie*. Née dans les hautes classes, elle gagne les masses populaires. En décembre 1910, de leurs montagnes, les Albanais adressent cet appel à l'étranger ; « Notre seul crime est que nous sommes Albanais
« par la volonté de Dieu, que nous voulons faire notre
« éducation en notre langue nationale, et désirons mourir
« Albanais. » (memorandum de décembre 1910).

Pendant l'hiver de 1910-1911, un grand nombre d'Albanais, fuyant la persécution, passent au Monténégro. Les négociations tentées par les Jeunes-Turcs n'aboutissent pas. Au printemps, les hostilités repren-

nent. Les Malissores, tribus musulmanes du vilayet de Scutari, se soulèvent. Ces tribus, notamment les Hoti et les Kastrati, se trouvaient à cheval sur la frontière albano-monténégrine, ce qui leur permettait, quand elles le voulaient, d'échapper aux Jeunes-Turcs, et constituait pour l'Empire un réel danger.

L'insurrection remporte de grands succès. Scutari manque d'être enlevée. Torghout-pacha, avec huit mille hommes des bataillons d'Asie, rétablit un peu la situation. Mais l'entrée en scène des Mirdites, la compromet de nouveau.

Les Mirdites, tribus catholiques situées au sud-est de Scutari, s'étaient jusqu'alors, par haine des musulmans, tenues à l'écart de l'agitation malissore. La Turquie avait beaucoup compté sur cette hostilité séculaire des tribus musulmanes et des tribus catholiques pour maintenir en Albanie son autorité. Mais ces rivalités maintenant s'atténuaient ; l'union morale des populations albanaises, éprises avant tout de liberté, se faisait contre le Turc envahisseur et oppresseur. L'idée de nationalité était à la base du soulèvement albanais ; devant elle, les divisions intérieures disparaissaient.

Les Jeunes-Turcs commencent à comprendre l'énormité de leur tâche. Torghout-pacha, installé à Scutari, n'obtenait que des victoires sans lendemain. A la politique de violences succède une politique de persuasion et de promesses.

2° 1911-1912. — Halil-bey, devenu ministre, promet la réouverture des écoles. Un premier armistice est consenti aux Albanais le 10 juin 1911 ; le 24, il est prolongé jusqu'au 15 juillet. Le Sultan, se rendant à Kossovo sur la tombe de Mourad, lance le 16 juin un

« iradé » de pacification. Le 21, Torghout invite les Malissores à venir conférer avec lui. Mais ceux-ci n'ont pas confiance et refusent de traiter avec l'ennemi de leur race. Ils engagent, à Podgoritsa, des pourparlers avec Sahreddine-bey, ministre ottoman à Cettigné. Celui-ci leur promet la réfection des routes et la réouverture des écoles.

Le 23 juin, les Albanais se réunissent à Gertché, sous la présidence d'Ismaël Kiemal, ancien fonctionnaire d'Etat à Constantinople, député de Bérat ; et le 26, à Férizovitch, sous celle de Hassan-bey Prichtina, député d'Uskub. Ils rédigent leur doléances. Elles sont résumées dans les 12 articles du memorandum de Gertché.

En plus de ce qui leur est offert les Albanais demandent le droit de porter les armes ; l'accomplissement du service militaire en Albanie ; enfin, une « décentralisation » administrative. Cette dernière disposition équivaut, en somme, à l'autonomie, que les Jeunes-Turcs, pourtant décidés à de larges concessions, ne peuvent guère accorder aux Albanais sous peine de se voir taxés de faiblesse par leurs partisans. De plus, l'acceptation du premier point (droit de porter les armes) entraînerait l'échec de leur politique en Albanie.

Cependant, les négociations aboutissent le 2 août 1911. L'accord se fait sur la base suivante : amnistie générale pour ceux qui ont pris part à la dernière révolte ; autorisation accordée aux Malissores de faire leur service militaire à Scutari, ou à Constantinople ; port d'armes autorisé, sauf dans les villes et les bazars ; exemption d'impôt pendant deux ans (les Albanais s'efforceront par la suite de la rendre définitive) ; réouverture des écoles ; emploi de la langue albanaise comme langue officielle et

d'enseignement ; autonomie administrative (les « porte-bannière » seront reconnus comme chefs locaux) ; construction de routes ; dommages-intérêts pour les maisons pillées et détruites.

Le succès des Albanais était très net. A part quelques concessions de détail (adhésion au principe du service militaire obligatoire ; restriction dans le droit de porter les armes), ils avaient fait triompher tous les points de leur programme.

Mais cette victoire n'était pas dûe uniquement à leur résistance. La défaite avait été également imposée aux Jeunes-Turcs par les menaces d'intervention étrangère.

En couvrant l'Albanie de troupes, les Jeunes-Turcs seraient peut-être arrivés à vaincre l'insurrection ; mais, outre qu'ils avaient à craindre une guerre longue et coûteuse, ils commencèrent, à partir de mai 1911, à sentir l'action des Puissances.

La Russie, à cette date, intervient en faveur du Monténégro qui se sent menacé par l'armée turque rassemblée à ses frontières. L'Autriche ne tarde pas à manifester sa sympathie d'une façon plus active aux catholiques albanais (1). L'Angleterre suggère une manifestation collective.

(1) L'intervention autrichienne avait été préparée de longue date par la presse. Le 7 juin 1910, le *Fremdenblatt* avait publié une note d'inspiration nettement interventionniste. « Le vif intérêt que porte « l'Autriche aux choses de l'Albanie » y était-il dit, « s'explique par « les sympathies de longue date qu'elle a toujours eues pour les « Albanais des trois confessions, et par le protectorat qu'elle exerce « sur les catholiques albanais. Elle a donc le choix d'exprimer son « avis sur une politique qui a conduit à un état de choses insoutenable. »

Le protectorat d'ordre essentiellement religieux qui appartenait à l'Autriche, ne lui donnait pas le droit d'intervenir dans les affaires purement intérieures de l'Empire turc ; mais les articles du genre du *Fremdenblatt* semblaient, à la fois, annoncer et légitimer l'intervention autrichienne.

Les Jeunes-Turcs, devant la gravité de la situation, préférèrent céder momentanément et accepter dans ses grandes lignes le memorandum de Gertché.

Au milieu de 1912, la situation leur paraissant propice, ils essaient de reprendre ce qu'ils ont donné l'année précédente. Une nouvelle insurrection éclate, plus étendue que les précédentes (juin 1912).

Les révoltés, dès le début, remportent de grands succès. Une partie des troupes des régions occidentales (vilayet de Kossovo) se joint à eux. La Turquie, en guerre avec l'Italie, et menacée d'un conflit avec les Etats balkaniques, est désorientée. Le 14 août 1912, grâce à la défection du VII^e corps ottoman, les Albanais entrent à Uskub. Maîtres du vilayet de Kossovo, ils envoient à Constantinople un ultimatum exigeant la reconnaissance et la garantie de leur autonomie, dans les limites les plus étendues de l'Albanie. Une Commission turque viendra siéger à Uskub, où elle recevra les conditions de paix.

A cette date (1912) les Albanais étaient pratiquement libérés du joug turc.

Telle était la situation en août 1912. Le 7 octobre, les six Grandes Puissances, décident que « si la guerre « vient à éclater entre les Etats balkaniques et l'Empire « ottoman, elles n'admettront, à l'issue du conflit, aucune « modification du statut territorial de la Turquie d'Europe. »

Le 8 octobre, le Monténégro déclare la guerre à la Turquie ; il est bientôt suivi de la Serbie, de la Bulgarie et de la Grèce.

§ 5 La première guerre balkanique et la proclamation de l'Indépendance

La révolte albanaise, commencée en 1908, avait été pour la Turquie une grande cause d'affaiblissement. Elle explique en partie, le rapide succès des armées balkaniques : « En août 1912, le triomphe des Albanais entrant à Uskub, a sonné le glas de la Sublime Porte en Macédoine ; quand en octobre 1912, les armées des alliés balkaniques sont entrées en Turquie, elles se sont trouvées dans une Turquie anarchique, je veux dire, dans une Macédoine où les autorités, depuis des mois, avaient été en fait annihilées, et parfois chassées par les Albanais » (1).

L'avance des alliés est rapide. Dès la déclaration de guerre, les Monténégrins pénètrent dans le Sandjak de Novibazar et occupent Biépolié, Berana, Pleslié, Plana, Goussinié et Ipek. En même temps, divisés en deux corps, ils marchent vers Scutari (9 octobre). Touzi est pris le 14, Saint-Jean-de-Medua le 16. La ville est investie : le siège ne sera complet que lorsque les Serbes, parvenus à Alessio, auront opéré leur jonction avec l'armée monténégrine.

Après avoir envahi le Sandjak de Novibazar (20 octobre), et occupé Uskub le 26, les Serbes pénètrent en Albanie. Une fraction de la III^e armée prend Prizrend, Diakova, atteint Alessio et l'Adriatique (19 novembre), et, se joignant à une colonne monténégrine, occupe Durazzo le 28. La II^e armée, partie de Kitchevo, occupe Dibra le 22 novembre, et, après la capitulation de

(1) Gabriel Hanotaux, préface de « L'Albanie inconnue », de G.-L. Jaray, Paris, 1913.

Monastir, se porte sur Resna, s'empare d'Ochrida le 23 et d'El Bassan le 28.

L'armée grecque de Thessalie, armée du nord, pousse les débris des forces turques vers les défilés de Biklista, les chasse de Kastoria, de Gortcha (28 novembre) et les force à s'enfuir vers Janina. L'armée du sud, ou d'Epire, pénètre en Albanie près d'Arta, s'empare de Prévéza (3 novembre), occupe Pentepigadia le 15, et investit Janina.

Au soir du 28 novembre, la situation en Albanie est la suivante. Au nord, les Serbes et les Monténégrins occupent Durazzo et tout le pays, à l'exception de Scutari, qui est investie. Au centre, les Serbes se sont emparés d'El Bassan et d'Ochrida. Au sud, les Grecs sont maîtres de toute l'Albanie méridionale, à l'exception de Janina. De toutes les forces turques, seul subsiste intact le corps du général Djavid-pacha, mais au milieu de populations hostiles. C'est dans ces conjonctures désespérées que le 28 novembre, à cinq heures et demie du soir, Ismaël Kiemal proclame à Valona l'indépendance de l'Albanie et fonde le premier gouvernement national.

Conclusion de l'aperçu historique

La conclusion, que l'on peut tirer de cet aperçu historique, est que l'Albanie, divisée à l'origine, en deux royaumes, (Illyrie et Epire), n'a réussi au cours de son histoire, qui s'étend sur plus de vingt siècles, à se constituer en un Etat indépendant que pendant quelques années avec Skanderbeg. Cependant, si l'Etat créé par Skanderbeg a disparu en même temps que lui, l'esprit national qu'il avait suscité s'est maintenu au cours des siècles. Les ten-

tatives de soulèvement qui jalonnent l'histoire de l'Albanie depuis la conquête ottomane jusqu'à la première guerre balkanique, montrent que jamais, même sous le régime hamidien, les Albanais n'ont renoncé à leur indépendance, et ne se sont pleinement soumis au joug turc. Leurs aspirations, d'abord vagues, vers une demi-autonomie, ont fait place progressivement, à mesure que par-dessus les rivalités de clans, de races et de religions, l'idée de l'unité nationale faisait son chemin, à un désir plus précis de libération et d'indépendance. La proclamation d'Ismaël Kiemal, le 28 novembre 1912, quoique faite dans une situation désespérée, n'est pas une tentative isolée ; c'est l'aboutissement logique d'une lutte qui durait depuis plusieurs années. Même si la première guerre balkanique n'avait pas éclaté, l'Albanie aurait été amenée, tôt ou tard, à proclamer son indépendance. La guerre de 1912 a pu devancer certains événements ; elle ne les a pas suscités. L'Albanie, dernière nation européenne sous le joug turc, devait recouvrer son indépendance au début du XX^e siècle.

ESSAI
SUR L'HISTOIRE
DE
L'ALBANIE
DE L'INDEPENDANCE JUSQU'A NOS JOURS

PREMIERE PARTIE

L'ALBANIE INDEPENDANTE

(1912-1914)

CHAPITRE I

LES CAUSES DE L'INDÉPENDANCE

Généralités

Les causes de l'indépendance de l'Albanie sont de deux sortes. La première, d'ordre interne, est l'éveil de la nationalité albanaise. La seconde, d'ordre externe, est l'intervention des Puissances.

§ 1 L'éveil de la nationalité albanaise

L'idée de l'unité nationale, nous l'avons vu, a été lente à s'affirmer en Albanie. La structure physique du pays, les différences de races, de langues, de religions, les rivalités de clans, soigneusement entretenues par les conquérants successifs, ont été autant d'obstacles à la naissance et au développement de l'idée de la nationalité albanaise.

Cependant, petit à petit, cette idée s'est fait jour. Skanderbeg, pour la première fois, unit, en 1444, tous les chefs albanais. Il apparaît dans l'histoire comme le héros national. Au XIX^e siècle, Mahmoud, pacha de Scutari et Ali de Telepen, pacha de Janina, règnent effectivement, l'un sur l'Albanie du nord, l'autre sur celle du sud. Grâce aux événements qui entourent la fin de sa vie (soulèvement de la Grèce), ce dernier, malgré ses crimes, apparaît à sa mort (1822), comme un héros de l'indépendance. La Ligue albanaise, en 1879, se crée en réaction du traité de Berlin, pour défendre l'intégrité du territoire national.

Le soulèvement de 1908-12, où l'on voit fraternellement unis dans la lutte contre les Turcs, Malissores et Mirdites, Guègues et Tosques, musulmans et catholiques, indique bien les progrès réalisés dans cette voie vers l'unité nationale. L'aboutissement de cette évolution sera, le 28 novembre 1912, la proclamation de l'indépendance.

Certains voyageurs avaient pressenti cet éveil de la nationalité albanaise, J. Aulneau, en 1911, écrivait : « Par sa race, par sa langue, par ses mœurs, l'Albanais « se distingue profondément des autres peuples de la « Péninsule. Quelque profession qu'il embrasse, l'Albanais reste libre ; libre à Stamboul comme dans ses « montagnes, il garde toujours au cœur le vif sentiment « de son indépendance » (1).

A. Degrand, en 1901, note les différences qui séparent les Albanais des autres races balkaniques, et leurs efforts pour s'unir : « Caractère, mœurs, langage, « croyances, tout les sépare des autres peuples des Balkans. Ils n'ont avec eux aucune affinité ; Herzégovi- « niens, Bosniaques, Serbes, Monténégrins parlent une « même langue ; ils pourraient à la rigueur se réunir « et former un Etat. Les Albanais n'ont pas même cette « perspective. Leur cas, hélas ! n'est pas le même ; ils « doivent « se créer », travail peu aisé au milieu des « compétitions.... Ils ont à grandir, à travailler, à lutter « et à souffrir... » (2).

L.-G. Jaray, en 1913, au terme de son étude sur l'Albanie, conclut : « Qu'il existe une nation albanaise, « il est maintenant impossible de le nier. Ces hommes

(1) J. Aulneau : « La Question albanaise », p. 6.

(2) A. Degrand : « Les Pays d'Albanie et leur histoire », pp. 308 et suivantes.

« possèdent tout ce qui caractérise une nation : une
« langue commune, un sentiment albanais plus ou moins
« éveillé, mais cependant partout latent, un type phy-
« sique, un territoire ; plus d'une nation ne réunit pas
« autant de caractères communs à tous ses fils ; toute-
« fois, c'est une nation qui naît... ; par suite, ces carac-
« tères ne présentent pas partout la même netteté ; mais
« les événements de ces toutes dernières années ont préci-
« pité les choses, modifié les points de vue et avivé les
« sentiments communs ». Et il ajoute : « En 1908,
« l'Albanie était *en puissance* ; elle n'avait pas pris
« pleinement conscience d'elle-même. En 1912, les Alba-
« nais affirment leur force, leur cohésion et leur natio-
« nalité, en rejetant l'oppression turque et en entrant
« victorieux à Uskub » (1).

A la veille de la proclamation de l'indépendance, ces voyageurs sont donc d'accord pour reconnaître chez les Albanais l'existence du sentiment national. Mais il est permis de croire que cet éveil de la nationalité albanaise n'aurait pas été suffisant pour donner au geste d'Ismaël Kiemal une chance de succès durable. Une intervention des Puissances était nécessaire pour assurer l'existence du nouvel Etat. Cette intervention sera dictée par des considérations de politique étrangère spéciale à chaque Puissance.

§ 2 La politique des Puissances

En 1912, au moment de la première guerre balkanique, tous les Etats, directement ou indirectement, étaient intéressés au sort de l'Albanie.

(1) L.-G. Jaray : « L'Albanie inconnue », p. 196.

Les Etats directement intéressés étaient : en premier lieu, l'Autriche, la Serbie et l'Italie ; en second lieu, le Monténégro, la Grèce et la Bulgarie.

Les Puissances intéressées moins directement étaient : l'Allemagne, la Russie, la France et l'Angleterre.

1. Autriche. — L'Autriche de tout temps avait manifesté sa sollicitude à l'égard de l'Albanie. « Dès les vic-
« toires du Prince Eugène sur les Turcs et le traité de
« Passarovitz (1718), l'Autriche s'était fait accorder par
« les Turcs le protectorat des catholiques albanais : pro-
« tectorat d'ordre religieux, il est vrai, mais qui cache mal
« des vues ambitieuses et des désirs d'expansion » (2). Ce
protectorat, nous l'avons vu, avait été, par la suite, cons-
tamment renouvelé (traités de Belgrade (1739), Sistovo
(1791).

La défaite de Sadowa (1866) amène l'Autriche à se désintéresser définitivement des affaires d'Allemagne, et, en partie sur les indications de Bismarck, à se retourner vers les Balkans.

L'affaiblissement de l'Empire ottoman (« L'homme malade ») donne, d'autre part, à Alexandre II l'idée d'un partage entre les principales Puissances. Il s'en ouvre à l'Autriche qui se montre favorable.

Le 18 avril 1867, le chancelier Gortchakoff, dans un memorandum, propose la division de l'Empire turc en provinces autonomes : Roumélie, Bulgarie, Bosnie, Epire, Thessalie, Sporades, *Albanie*. L'Autriche acquiesce à ce plan qui, en détachant, en particulier, la Bosnie et l'Al-

(2) J. Aulneau : « La Question albanaise », Paris, 1911.

En réalité (voir *supra* p. 34), ce protectorat remonte au traité de Vienne.

banie de l'Empire ottoman, les rendraient plus accessibles à son influence.

Le 8 juillet 1876, au cours de la guerre russo-turque, François-Joseph et Alexandre II se rencontrent à Reichstadt, et décident que, à l'issue de la guerre, la Roumélie, la Bulgarie et l'Albanie seront autonomes. L'idée autrichienne se précise. Mais le traité de Berlin (1878), annulant celui de San-Stéfano, laisse l'Albanie sous le joug turc. L'Autriche n'obtient que la charge de *l'administration* de la Bosnie et de l'Herzégovine ; cette « charge » lui permet cependant de prendre pied dans les Balkans et de se rapprocher de l'Albanie.

A partir de 1900, commence la politique plus large du « Drang nach Osten ». L'Autriche, appuyée par l'Allemagne, tend à atteindre Salonique par la Serbie et l'Albanie ; de Salonique, elle gagnera Constantinople, et, par la création d'un chemin de fer, Bagdad et le Golfe Persique. La route des Indes lui sera ouverte. L'Autriche et l'Allemagne menaceront directement les possessions de l'Angleterre.

Cette politique reçoit un commencement de réalisation. En 1908, l'Autriche annexe la Bosnie-Herzégovine. Ainsi, elle menace directement le Sandjak de Novibazar, dernière issue possible de la Serbie vers la mer par le Monténégro et l'Albanie. Le petit royaume serbe est menacé de tomber sous la complète dépendance économique de l'Autriche. Un rival dangereux, susceptible de barrer aux Empires centraux la route de Salonique, se trouve ainsi éliminé. L'Autriche, d'autre part, accentue son avance sur l'Albanie.

La première guerre balkanique, contrairement aux espérances de l'Autriche, tourne à l'avantage des Alliés.

La Serbie peut espérer, enfin, obtenir en Albanie un débouché vers l'Adriatique. Le plan des Puissances Centrales menace de s'effondrer. Aussi, tous les efforts de l'Autriche, aidée par l'Allemagne, vont tendre, à la fin de 1912, à faire reconnaître l'indépendance de l'Albanie. Cette indépendance obtenue, les Serbes seront une fois encore éliminés ; sur l'Albanie libérée, l'Autriche établira en fait son protectorat.

2. Serbie. — Lorsque la Serbie eut été reconnue indépendante, en 1878, par les Puissances, son désir légitime fut d'accéder à la mer. Deux voies pour elle étaient possibles : l'une, par le Sandjak, le Monténégro et l'Albanie, lui ouvrait le chemin de l'Adriatique ; l'autre, par la Thessalie et la Macédoine, lui donnait accès à la mer Egée. Sur cette dernière route (celle du sud), la Serbie risquait de se trouver en lutte, non seulement avec la Turquie, mais aussi avec les autres Etats balkaniques : Grèce et Bulgarie, qui, toutes deux, revendiquaient la Macédoine. La route de l'Adriatique, au contraire, paraissait plus accessible. Mais, là aussi, elle devait bientôt se trouver en présence d'un adversaire très dangereux en la personne de l'Autriche.

Au cours d'une première tentative, en 1878, la Serbie avait réussi à occuper une partie de l'Albanie. Mais, par la traité de Berlin, le territoire albanais lui avait été retiré, à l'exception de Koursoumlié et de Vrania qui ne lui permettaient plus d'atteindre la mer.

En 1912, devant la manœuvre autrichienne, tous ses efforts vont tendre à empêcher la reconnaissance de l'indépendance de l'Albanie, et à garder la région du littoral qu'elle occupe, région qui s'étend de Durazzo à

Alessio. Elle sera aidée en cela par la Russie, « protectrice naturelle des Slaves ».

3. Italie. — La politique italienne en Albanie est principalement fondée sur des considérations d'ordre géographique et stratégique. L'Italie et l'Albanie encadrent toutes deux l'entrée de l'Adriatique : chacune d'elles tient un des côtés du canal d'Otrante. De Brindisi à Valona, la distance n'atteint pas 70 kilomètres. Si ces deux villes appartiennent à des nations différentes, l'entrée de l'Adriatique reste libre. Si, au contraire, elles relèvent de la même Puissance (Italie), cette Puissance est assurée de la maîtrise de l'Adriatique : elle en fera une sorte de mer intérieure et enfermera comme dans un cul-de-sac les autres Etats : Autriche, Monténégro, Serbie (Yougoslavie), qui auront accès au fond de l'Adriatique.

Or, l'Italie, depuis les Romains, a toujours considéré l'Adriatique comme une sorte de mer intérieure, continuation de la plaine du Pô ; à ce titre, cette mer doit faire partie de l'Italie, tout comme un lac ou un golfe. Nikolitch Dragoutine résume cette politique, lorsqu'il écrit : « En vue de s'assurer la prépondérance exclusive sur la mer Adriatique, toute la politique italienne est dirigée vers ce but unique : occuper Valona, dont la possession lui assurera incontestablement cette prépondérance. La baie de Valona, commandée par l'île de Sasseno, n'est éloignée que de 77 kilomètres du canal d'Otrante, de façon que grâce à sa position naturelle, la possession de Valona fait de son possesseur le maître indiscutable de la mer Adriatique. Il peut en effet fermer facilement le canal d'Otrante à l'accès de toute flotte enne-

« mie » (1). Cette politique est également signalée par L.-G. Jaray : « Si l'Italie a les yeux fixés sur Valona, « c'est que la question de Valona est une question capitale pour sa politique. Je dirais volontiers qu'elle abandonnerait sans doute les 5/6^e de l'Albanie si on voulait lui laisser le dernier 1/6^e avec Valona ; et j'engagerais à peine si j'ajoute que la Triple-Alliance a été acceptée par l'Italie comme une assurance de n'être pas écartée de cette rive » (2).

La politique italienne en Albanie s'oppose donc nettement à celle de l'Autriche et de la Serbie. Mais, tant que l'Italie n'aura pas réalisé son unité, elle sera trop faible pour lutter avec sa puissante voisine. Après 1870, son unité achevée, tous ses efforts vont tendre à maintenir, au moins provisoirement, le statu quo en Albanie. L'Autriche, pendant ce temps, empêchera la Serbie, seconde rivale de l'Italie, d'accéder au rivage de l'Adriatique.

En 1881, Haymerlé, ministre des Affaires étrangères d'Autriche, se déclare « prêt à donner à l'Italie toutes les assurances nécessaires pour démontrer sa ferme intention de respecter les limites que le traité de Berlin assigne à l'Autriche, et de s'abstenir de toute politique d'expansion ».

En 1882, interviennent les accords de la Triplice. Aucun engagement de l'Autriche n'y figure à l'égard de l'Italie en ce qui concerne la question balkanique. Mais, en 1887, lors du renouvellement de l'alliance, le traité complémentaire austro-italien du 20 février, mentionne l'adhésion de l'Autriche au statu quo : au cas où il

(1) Nikolitch Dragoutine : « Les différends de frontières de l'Albanie », Paris, 1927.

(2) L.-G. Jaray : « Valona », Revue des Deux-Mondes, n° du 15 octobre 1913, p. 912.

devrait y être dérogé pour des causes étrangères à la volonté des contractants, les deux nations agiraient d'accord, suivant les deux principes de l'entente préalable et des compensations.

Les 8 et 9 février 1897, interviennent entre Goluchovski et Visconti Venosta les accords verbaux de Monza. Un nouveau statut est envisagé pour l'Albanie : le principe du statu quo est maintenu ; mais en cas d'abandon de celui-ci, Vienne et Rome s'inspireront non plus du principe des compensations, mais de celui de l'autonomie. Cet accord est confirmé par l'échange de notes de décembre 1900 et février 1901.

En 1902, le traité de renouvellement de la Triplice parle à nouveau de « statu quo » et de « compensations » dans les Balkans (28 juin 1902, art. 6 et 7).

En 1904, a lieu un échange de vues entre Tittoni et Goluchovski : celui-ci promet de respecter le statu quo albanais.

Le 15 septembre 1908, au cours d'une entrevue entre d'Ærenthal, Tittoni et Isvolski, est décidé ce qu'on a appelé le « partage de Buchlau ». Le principe de l'intégrité de l'Empire ottoman est affirmé, mais l'Empire sera néanmoins divisé en « zones », ou « sphères d'influence ». L'Italie obtiendra une « zone » en Albanie. L'Autriche annexera la Bosnie-Herzégovine. La Russie assurera l'indépendance de la Bulgarie.

Les deux derniers points se réalisent. A la fin de 1908, l'Autriche annexe la Bosnie-Herzégovine ; au début de 1909, la Bulgarie est reconnue indépendante. Seul, le dernier point, établissement de l'Italie en Albanie, ne se réalise pas.

Cependant, l'influence de l'Italie dans la Triplice s'accroît avec sa puissance. Entrée, un peu en « parente pauvre », en 1882, elle peut, en novembre 1912, avant de signer le renouvellement de l'Alliance, exiger des Puissances Centrales un engagement réciproque en ce qui concerne l'Albanie. Un Protocole additionnel, rédigé à Berlin, et accepté le 5 décembre à Vienne, garantit entre les trois Nations, la promesse, échangée en 1900 entre l'Autriche et l'Italie, de ne réclamer, le cas échéant, que « l'autonomie » de l'Albanie, et non plus de « compensations ».

À la fin de 1912, l'Autriche et l'Italie se trouveront donc d'accord pour assurer l'indépendance de l'Albanie. « L'Italie aidera l'Autriche, dans sa tâche de créer une « Albanie autonome, pensant qu'elle réussirait, par la « suite, grâce à sa situation géographique, à imposer « son influence exclusive en Albanie » (1). Cette union empêchera, d'autre part, leur commune rivale, la Serbie, d'accéder à l'Adriatique.

4. Monténégro, Grèce, Bulgarie. — En face de ces trois nations rivales, le Monténégro, la Grèce et la Bulgarie présentent également quelques revendications d'ordre territorial.

Au nom de droits historiques, jusqu'à un certain point fondés, la Grèce réclame l'Albanie du sud, qui est, en fait, l'Épire du nord.

Le Monténégro revendique Scutari, nécessaire, dit-il, à son développement économique.

La Bulgarie, dans son désir d'accéder à la Méditer-

(1) Nikolitch Dragoutine : « Les différends de frontières de l'Albanie ».

ranée, convoite, à défaut d'un passage vers la mer Egée, un chemin à travers l'Albanie vers la mer Adriatique. De cette façon serait reconstitué l'ancien Empire bulgare de Siméon et de Joannice.

Les prétentions de ces trois Etats paraissent avoir peu de chances de succès en face de la volonté des Puissances rivales.

En 1878, le traité de Berlin accorde au Monténégro, Antivari et son littoral ; la Grèce reçoit Janina, Prévéza et Arta.

En mai 1907, Victor-Emmanuel II, dans un discours à Athènes, annihile les prétentions grecques sur l'Epire.

La Bulgarie, a aucun moment, ne peut réaliser ses ambitions.

La première guerre balkanique permet au Monténégro et à la Grèce de mettre leurs projets à exécution. D'accord avec la Serbie, ces Etats vont tendre, à la fin de 1912, à empêcher la reconnaissance de l'indépendance de l'Albanie. Occupant le pays, ils envisagent de se le partager : le Monténégro aurait l'Albanie du nord, avec Scutari ; la Grèce, l'Albanie du sud, avec Gortcha ; la Serbie, l'Albanie centrale, avec Durazzo et Valona.

5. Allemagne, Russie, France, Angleterre. — Les quatre Grandes Puissances n'ont pas en Albanie d'intérêts directs et immédiats. Mais l'Allemagne, en vertu de la Triple-Alliance et de la politique du « Drang nach Osten », doit soutenir l'Autriche. La Russie, en tant que « protectrice naturelle des Slaves », interviendra en faveur des Etats balkaniques.

La France, en vertu de sa politique de maintien de

l'intégrité de l'Empire ottoman, serait plutôt partisane du statu quo, qui n'affaiblirait pas l'Empire ; mais, comme il est désormais impossible de laisser l'Albanie sous la domination turque, elle admettra le principe de l'indépendance.

Ce principe sera également accepté par l'Angleterre ; à cette occasion, elle apparaîtra, une fois de plus, aux Albanais, comme la seule amie « désintéressée » de l'Albanie.

La politique des Puissances ainsi définie, il sera facile de déterminer dans quel sens va se produire à la Conférence des Ambassadeurs, l'intervention de chaque Puissance.

CHAPITRE II

LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS

§ 1 Le reconnaissance du principe de l'indépendance

La Conférence des Ambassadeurs, s'ouvrit à Londres le 16 décembre 1912. Elle comprenait des représentants des six grandes Puissances : Allemagne, Angleterre, Autriche, France, Italie, Russie.

Le 17 décembre, dès la première séance, l'Autriche, soutenue par l'Allemagne et l'Italie, fait adopter le principe d'une Albanie autonome. Le nouvel Etat sera gouverné par un Prince européen. Une Commission de contrôle surveillera les finances. Une Banque d'Etat austro-italienne, sera créée. Des officiers scandinaves organiseront la gendarmerie albanaise (1).

L'entente entre l'Autriche et l'Italie est évidente ; elle se manifeste par la création de cette Banque d'Etat austro-italienne.

La Russie, cependant, réussit à faire adopter le principe d'un *débouché commercial* de la Serbie à travers l'Albanie. Mais cette résolution était bien vague, et, en fait, ne sera jamais appliquée, car il eût été, sinon impossible, du moins très difficile de réaliser d'une façon satis-

(1) Par la suite, la Hollande sera chargée de cette mission.

faisante ce débouché à travers un Etat soumis au protectorat de nations hostiles à la Serbie.

Le communiqué officiel du 20 décembre 1912 s'exprime ainsi : « Les Ambassadeurs ont recommandé à « leurs gouvernements, qui l'ont accepté, le principe de « l'autonomie albanaise, avec une proposition garan- « tissant à la Serbie, un accès commercial à l'Adriatique. « Les six Gouvernements sont tombés d'accord en prin- « cipe sur ces deux points ».

Le principe d'une Albanie autonome ainsi admis par les Puissances, il fallut le faire reconnaître par les belligérants.

La Turquie, vaincue successivement par les Albanais et par les Alliés, ne pouvait s'opposer à l'émancipation du dernier peuple balkanique encore sous sa domination. L'Albanie, occupée par les Serbes, les Grecs et les Monténégrins, lui échappait de toute façon. Par le traité de Londres du 30 mai 1913, qui mit fin à la première guerre balkanique, elle reconnut aux Puissances, « le droit de régler toute question intéressant l'Albanie ».

La reconnaissance du nouvel Etat fut plus difficile à faire admettre par les Alliés balkaniques. Occupant l'Albanie, ils prétendaient ne pas l'évacuer, et réaliser enfin leurs espérances déçues au traité de Berlin.

Depuis le 28 novembre 1912, date de la proclamation d'Ismaël Kiemal, la lutte avait continué. En décembre, la flotte grecque, malgré les protestations de l'Italie, avait bombardé Valona. — Scutari et Janina, villes qui, avec Andrinople, n'avaient pas été comprises dans l'armistice de Tchataldja du 3 décembre 1912, continuaient à être investies. Le 6 mars 1913, Janina, assiégée par les Grecs depuis le 15 novembre 1912, succombe. Le 23 avril,

Scutari, pour des raisons plus diplomatiques que militaires, est livrée aux Monténégrins par Essad pacha, gouverneur de la ville. Essad pacha, avec les six mille Turcs dont il dispose, cherche à se constituer une Principauté indépendante. Il occupe Durazzo et Tirana, échoue à El Bassan et à Bérat, mais ne se décourage pas, et s'installe à Durazzo, en maître de l'Albanie musulmane (23-30 avril 1913).

Ces événements n'avaient pas pris l'Autriche au dépourvu. Le 25 décembre 1912, le comte Berchtold adresse à la Russie un aide-mémoire définissant le statut que l'Autriche entend voir donner à l'Albanie : « La « monarchie austro-hongroise a un intérêt vital à la « création d'une Albanie capable de durer, et l'existence « de cette Albanie serait compromise par la perte de « Scutari, centre religieux des Albanais catholiques du « nord, auquel l'Autriche s'intéresse particulièrement en « tant que protectrice du culte catholique » (1). En conséquence, elle offre d'envoyer un corps d'occupation à Scutari.

L'Italie se montre favorable à cette suggestion, mais à condition de pouvoir, de son côté, occuper Valona. L'Autriche retire sa proposition. La Conférence essaie, mais en vain, de décider le Monténégro à lever le siège de la ville.

Le 26 avril 1913, trois jours après la capitulation de Scutari, l'Empereur François-Joseph mobilise trois corps d'armée contre le Monténégro, et éventuellement

(1) Raymond Poincaré : « Les Balkans en feu », Paris, 1926, pp. 419-420.

contre la Serbie. En même temps, il fait entrevoir à l'Italie la possibilité d'un partage (1).

Le 30 avril, l'Italie, séduite par ce projet, se rallie au point de vue de l'Autriche. Le 2 mai, une conférence austro-italienne se tient à Rome. Constatant l'échec des accords de Monza des 8 et 9 novembre 1897, qui consacraient le principe de l'autonomie albanaise, les deux Etats décident de revenir au traité complémentaire austro-italien du 20 février 1887, fondé sur le principe de l'entente préalable et des compensations.

Le 8 mai, l'Autriche et l'Italie concluent un accord militaire par lequel ils se reconnaissent mutuellement le droit d'occuper temporairement, et de leur propre autorité, le territoire de l'Albanie préalablement divisé en deux « sphères d'influence » égales. Les Serbes, sous la pression de l'Autriche, évacuent l'Albanie.

Mais, entre temps, la crise s'est « européanisée ». Une escadre internationale, sous les ordres d'un amiral anglais, vient croiser devant Dulcigno. Les Monténégpins, le 4 mai 1913, évacuent Scutari, qu'ils remettent entre les mains des Grandes Puissances.

Le 30 mai, le traité de Londres donne aux grandes Puissances le droit de régler la délimitation des frontières de l'Albanie et « toutes autres questions concernant l'Albanie ».

§ 2 Le statut politique

Le territoire albanais une fois libéré de l'occupation

(1) Emile Bourgeois : « Manuel historique de politique étrangère », Tome IV, pp. 592-593.

Justin Godart : « L'Albanie en 1921 », Paris, 1922, p. 191.

des Alliés balkaniques, il restait à fixer le statut politique et le statut géographique de l'Albanie.

Le 29 juillet 1913, la Conférence des Ambassadeurs fixe le statut politique.

L'Albanie est constituée en une Principauté indépendante et neutre, héréditaire suivant le droit de primogéniture, garantie par les six Grandes Puissances. Une Commission internationale de contrôle, composée d'un délégué par Puissance et d'un délégué albanais, sera chargée de surveiller pendant dix ans l'administration et les finances du nouvel Etat. L'Albanie, nettement européenne par sa langue, ses traditions et sa situation géographique, développera sa vie publique suivant les principes de l'Occident, hors des lois de l'Islam, — la religion musulmane restant affaire personnelle de ses fidèles.

La question la plus importante était celle de la dynastie à appeler au trône d'Albanie. Trois candidats étaient en présence : le duc de Montpensier, frère du duc d'Orléans, candidat catholique ; Ahmed Fouad, futur roi d'Egypte, descendant du Khédive Méhémet Ali, d'origine albanaise, candidat musulman, secrètement aidé par la Turquie ; le Prince Guillaume de Wied, candidat protestant, présenté par l'Autriche. C'est ce dernier qui fut élu, le 3 décembre 1913, « mbret » (imperator) d'Albanie, sur l'intervention de M. Take Jonesco, homme d'Etat roumain : le futur souverain était le neveu de la reine Elisabeth de Roumanie.

La Commission de contrôle se réunit le 15 décembre 1913 à Valona pour administrer provisoirement le pays avec le concours des autorités indigènes et élaborer les règlements organiques, administratifs, judiciaires et financiers du nouvel Etat.

Le 23 février 1914, la Commission de contrôle et Essad pacha, qui avait reçu le titre de Commandant de Durazzo, et de Président du Sénat de l'Albanie centrale, unirent leurs pouvoirs et offrirent la couronne au Prince de Wied.

Une délégation conduite par Essad pacha se rendit à Neuwied. Le Prince accepta la couronne, et le 7 mars 1914 débarqua à Durazzo.

Le 10 août 1914, la Commission de contrôle publia le *Statut organique des 216 articles*. Les principales dispositions de ce statut sont les suivantes. — Chapitre premier, art. 1 : « L'Albanie est constituée en une Principauté constitutionnellement souveraine et héréditaire sous la garantie des six Grandes Puissances ». Chapitre II, art. 7 : « Le trône de la Principauté albanaise est héréditaire dans la famille du Prince de Wied ; la succession est réglée selon les principes de la primogéniture en ligne mâle ». Ce Statut est la première Constitution de l'Albanie.

§ 3 Le statut territorial

En ce qui concerne le statut territorial, la question qui se posait en premier lieu était de rendre viable le nouvel Etat. Pour cela, Scutari au nord, Valona au centre, Gortcha au sud, lui étaient nécessaires. Mais ces prétentions allaient directement à l'encontre des ambitions du Monténégro, de la Serbie, de l'Italie et de la Grèce.

Le 10 août 1913, la Conférence des Ambassadeurs crée une Commission internationale de délimitation, chargée de tracer sur place les frontières méridionales de l'Albanie. Cette Commission adopte le 17 décembre 1913,

sur la suggestion de l'Angleterre, la solution suivante :
« Se baser pour la délimitation des frontières, non sur
« des considérations de langage ou d'ethnographie, mais
« sur des données géographiques susceptibles de fournir
« une frontière logique et aussi équitable que possible.
« Des compensations seront données à la Grèce ». Le
même jour, la Commission clôt ses travaux par le Proto-
cole de Florence qui fixe le statut territorial de l'Albanie
(17 décembre 1913).

Le nouvel Etat comprend Scutari et les ports, Gortcha, Argyrocastro. Sa population est d'environ 900.000 âmes, dont les $\frac{2}{3}$ musulmanes. On donne à la Grèce, en dédommagement de Gortcha et d'Argyrocastro, toutes les îles de l'Archipel ottoman, sauf Imbros et Ténédos, qui commandent l'entrée des Dardanelles.

Comme il était aisé de s'y attendre, les nouvelles frontières ne satisfirent personne : ni les Etats balkaniques, déçus dans leurs ambitions ; ni l'Albanie, amputée de ses régions les plus fertiles. Les tribus Hoti, Grouda et Klementi passaient au Monténégro, ainsi que la plaine de Podgoritsa, les ports de Dulcigno et d'Antivari et une partie de la Métohia. Le vilayet de Kossovo, une autre partie de la Métohia, la ville de Prizrend, la rive droite du Drin noir et Dibra, la majeure partie du lac d'Ochrida, étaient donnés à la Serbie. Or, une insurrection albanaise avait été réprimée par les Serbes, sur ce territoire, en juillet et août 1913. L'annexion se faisait donc contre le gré des habitants. La Serbie devait abandonner tout espoir d'atteindre la mer. — Une partie de l'Albanie du sud était donnée à la Grèce.

La décision de la Commission des frontières fut le coup de grâce pour le gouvernement d'Ismaël Kiemal

qui traînait depuis des semaines une existence précaire, et que certaines mesures entachées de « modernisme » avaient déjà rendu impopulaire. En conflit avec ses collègues et la Commission de contrôle, Ismaël Kiemal remit ses pouvoirs à la Commission le 16 janvier 1914.

Les plus grosses difficultés dans la mise en application des nouvelles frontières vinrent du côté grec. Le 13 février 1914, les Puissances exigèrent de la Grèce, qu'en compensation de l'attribution des îles de l'Archipel, elle évacuât les territoires accordés à l'Albanie par le Protocole de Florence. La Grèce répondit affirmativement le 22 février ; l'évacuation fut fixée au 1^{er} mai 1914. Mais, le 27 avril, un mouvement insurrectionnel, suscité par la Grèce, éclata à Argyrocastro. Un « gouvernement de l'Épire autonome » fut constitué par M. Zographos, ancien ministre des Affaires étrangères hellénique, originaire d'Argyrocastro. Les « bataillons sacrés », formés surtout d'Hellènes de l'intérieur et de Crétois, parcoururent le pays et allèrent jusqu'à Gortcha. Les Puissances intervinrent de nouveau, et la Commission de contrôle adressa à Athènes, le 17 mai 1914, une seconde mise en demeure. La « Disposition de Corfou » qui en sortit tendit à obtenir des Grecs (réguliers et irréguliers), moyennant l'autonomie de l'Épire du nord, la reconnaissance nominale de la suzeraineté albanaise. Cette « Disposition » resta lettre morte ; et les Puissances se disposaient à intervenir encore, lorsque le 28 juin 1914, l'attentat de Serajevo vint donner un autre cours à leurs préoccupations.

CHAPITRE III

LE GOUVERNEMENT DU PRINCE DE WIED

Le Prince Guillaume, Frédéric, Henri de Wied appartenait à une famille médiatisée de l'Allemagne centrale, la famille de Wied (Westphalie). Né le 26 mai 1876, à Postdam, il était le neveu de la reine Elisabeth de Roumanie et avait épousé le 20 novembre 1906, la Princesse Sophie de Schœbourg-Waldenbourg, née le 21 mai 1885.

Elu, quoique protestant, souverain d'un Etat de population en majorité musulmane, il devait son trône plus à des considérations diplomatiques qu'aux aspirations nationales albanaises. Candidat de l'Autriche, mais neveu de la reine de Roumanie, il dut à cette parenté d'être accepté par la Russie.

La couronne lui ayant été officiellement offerte par la délégation d'Essad pacha, le 23 février 1914, il quitta Neuwied, et, le 7 mars 1914, débarqua à Durazzo, au milieu des acclamations du peuple, pour prendre possession de son Etat.

Installé à Durazzo, son premier soin fut d'éloigner la Commission de contrôle qui, depuis la démission d'Ismaël Kiemal le 16 janvier 1914, détenait en fait le pouvoir. Elle se retire à Valona. Le Prince constitua alors un cabinet de huit ministres, présidé par Turhan pacha, avec Essad pacha à la Guerre et à l'Intérieur. Mais, arro-

gant et mal conseillé, connaissant mal le pays et la mentalité de ses habitants, pris entre les rivalités d'influences italienne et autrichienne, les ambitions des personnages locaux appuyés sur leur clientèle et mettant en œuvre la politique traditionnelle des clans, manquant d'argent et de police, il ne put arriver à organiser un gouvernement stable, et ne fit qu'ajouter de nouvelles difficultés à celles, déjà inextricables, au milieu desquelles se débattait l'indépendance naissante de l'Albanie.

Avec la guerre mondiale, l'anarchie intérieure ne fit qu'augmenter. Guillaume de Wied ne put maintenir l'ordre malgré l'aide des officiers néerlandais chargés de former et d'instruire la gendarmerie. Les intrigues grecques redoublèrent en Epire. Les Turcs, tout en se désintéressant officiellement des affaires albanaises, agissaient en sous-main, espérant voir s'établir un gouvernement musulman ami de l'Empire et peut-être même placé sous son protectorat (1).

Les fautes et les trahisons d'Essad pacha, ministre du Prince de Wied, amenèrent son arrestation. Les Autrichiens et les Italiens, espérant tirer parti d'Essad pacha, se disputèrent sa capture. Une collision entre un détachement au service du Prince et des Albanais, fut cause de l'insurrection. Celle-ci s'étendit comme une traînée de poudre. Les rebelles arrivèrent devant Durazzo. Le colonel hollandais Thomson, chef de la gendarmerie, fut tué. Le Prince de Wied s'enfuit à bord du navire italien *Misurata* (3 septembre 1914). Sa tentative avait définitivement échoué (2).

(1) D'après le colonel Lamouche : « *Quinze ans d'histoire balkanique* », 1904-1918, Paris, 1928.

(2) Voir, sur le Gouvernement du Prince de Wied, S. Stavrou : « *Etudes sur l'Albanie* », Paris, 1922, p. 102 et suiv.

DEUXIEME PARTIE

LA CRISE ALBANAISE

(1914-1924)

CHAPITRE I

L'ALBANIE PENDANT LA GUERRE

Généralités

L'Albanie, quoique restée neutre à la déclaration de guerre, n'allait pas tarder à être envahie par les belligérants et à être coupée par la ligne du champ de bataille de la guerre d'Orient. Grecs, Italiens, Serbes, Autrichiens, Monténégrins, Français de l'Armée d'Orient, Bulgares, l'occupèrent simultanément ou tour à tour. Cette occupation se prolongea au-delà même de la signature de la paix. Les Français, n'évacuèrent Gortcha qu'en juin 1920. Un détachement italien resta à Scutari, en qualité de mandataire des Puissances alliées, jusqu'en mai 1921.

Par suite de ces différentes occupations, le gouvernement de l'Albanie, ne put être assuré, sur tout le territoire, d'une façon continue, pendant toute la guerre. La Commission de contrôle, les gouvernements d'Essad pacha, de Basri beg et de Turhan pacha, maintinrent cependant, durant cette période, la continuité de l'Etat.

De 1914 à 1918, les rivalités diplomatiques se superposent à l'action des armées belligérantes sur les champs de bataille.

§ 1 La continuité de l'Etat

Après le départ du Prince de Wied, le pouvoir revint

à la Commission internationale de contrôle, qui se réduisit bientôt aux délégués italiens, français et autrichiens. Ces derniers ne tardèrent pas à se retirer. La Commission dut quitter l'Albanie, et un contrôle italo-anglo-français se maintint seul à Scutari.

En octobre 1914, Essad pacha débarque à Durazzo et tente de succéder au Prince de Wied. Ralliant ses partisans, il constitue un nouveau gouvernement.

En janvier 1915, il est assiégé dans Durazzo par les clans hostiles à l'Entente. Une colonne serbe le dégage. En juin, les Serbes interviennent à nouveau et occupent El Bassan, Tirana, Pogradets. Le 27 août 1915, les Monténégrins entrent à Scutari, au grand mécontentement des Italiens. Profitant de la faiblesse d'Essad pacha, les clans hostiles redoublent leurs attaques. Hassan-bey Prichtina, ancien ministre d'Ismaël Kiemal, et un partisan, Ahmed ben Matt, attaquent les Italiens et les Serbes. Les orientations pro-alliées d'Essad pacha l'obligent bientôt à quitter le pays. Le chargé d'affaires italien à Durazzo lui communique la note suivante : « Le gouvernement italien invite, « au nom de l'Entente, à s'embarquer et à se rendre en « Italie, le général Essad pacha, président du gouverne- « ment de l'Albanie, avec tout son gouvernement, ses « troupes et ses représentants diplomatiques ». Essad pacha se rend en Italie, puis en France, enfin à Salonique, où il met son influence au service des Alliés.

A la fin de 1915, un musulman albanais, Doukadjin Zadeh Basri beg, fait voter par « l'Assemblée Nationale » de Dibra une motion désavouant le Comité turc « Union et Progrès », et protestant contre l'occupation autrichienne. Cette motion est communiquée aux Alliés le 26 janvier 1916. Basri beg fonde le second « Gouvernement

national » (le premier étant celui d'Ismaël Kiemal), et se fait reconnaître « Président du conseil et chef du pouvoir exécutif *ad interim* » : « sous la condition éventuelle de « l'arrivée, désirée à cette époque, de Son Altesse le Prince « Ahmed Fouad d'Egypte » (1). Ce prince, candidat au trône d'Albanie en 1913, avait donc encore, en 1916, quelques partisans dans le pays.

An printemps de 1916, l'armée autrichienne, suivant l'armée serbe, pénètre en Albanie. Basri beg est arrêté, jeté en prison à Josefstadt, puis à Königsgrätz, en Autriche, où il reste jusqu'à l'armistice.

Hassan-bey Prichtina et trente Albanais vont à Vienne prêter serment à Charles d'Autriche, reconnu souverain de « la grande Albanie autrichienne ». La partie du territoire albanais occupée par l'Autriche est organisée en colonie autrichienne.

Le 10 décembre 1916, « comme un symbole de « libération pour l'Albanie aux deux tiers envahie par « les Empires centraux, le colonel français Descoins, « commandant de secteur, proclamait la « République « autonome albanaise de Gortcha » sous le protectorat « de la France » (2). Un Protocole est signé par le colonel et les délégués albanais, aux termes duquel : (art. 9) « le drapeau de la République est le drapeau traditionnel de Skanderbeg avec banderole aux trois couleurs de France ».

La presse italienne proteste. Le 3 juin 1917, le général Ferrero commandant l'armée italienne en Alba-

(1) Basri beg : « L'Orient débalkanisé et l'Albanie », Paris, 1919, p. 29.

(2) Commandant Larcher : « La grande Guerre dans les Balkans », Paris, 1929.

nie, adresse à son tour d'Argyrocastro, une proclamation au peuple albanais :

« Aujourd'hui, 3 juin 1917, heureux anniversaire
« des libertés statutaires italiennes, nous, lieutenant gé-
« ral Giacento Ferrero, commandant le XVI^e corps d'ar-
« mée, par ordre du roi Victor-Emmanuel III, procla-
« mons solennellement l'indépendance de toute l'Albanie,
« sous l'égide et la protection du Royaume d'Italie.

« Albanais, vous aurez, par cet acte, des institu-
« tions libres, des milices, des tribunaux, des écoles diri-
« gées par des citoyens albanais ; vous pourrez admi-
« nistrer vos propriétés, le fruit de votre travail, pour
« votre avantage personnel et pour le bien toujours plus
« grand de votre pays.

« Albanais, où que vous soyez, libres déjà sur votre
« territoire propre, ou exilés à travers le monde, ou
« encore assujettis sous des dominations étrangères aux
« généreuses promesses, mais en fait violentes et dépré-
« datrices, de race noble très ancienne, vous avez des
« souvenirs et des traditions séculaires qui vous relient
« à la civilisation romaine et vénitienne ; vous connais-
« sez la communauté des intérêts albano-italiens sur la
« mer qui nous sépare, mais aussi nous unit. Unissez-
« vous tous, tant que vous êtes, hommes de bonne
« volonté ayant foi dans la destinée de votre noble
« Patrie, accourez tous à l'ombre des pavillons italiens
« et albanais pour prêter un serment éternel à l'objet
« de la proclamation faite aujourd'hui au nom du gou-
« vernement italien : l'Albanie indépendante et la
« protection de l'Italie. »

Un gouvernement est formé par Turhan pacha,

ancien premier ministre du Prince de Wied. Il durera jusqu'à la fin de la guerre.

§ 2 Les rivalités diplomatiques

La guerre n'avait pas arrêté les rivalités diplomatiques des Puissances intéressées à l'Albanie.

Dès le début des hostilités, et sur la demande de l'Angleterre, offre faite au nom de l'Entente, la Grèce s'était installée en Albanie du sud. Le 22 novembre 1914, les Alliés, désireux d'attirer la Grèce dans leurs rangs, lui suggèrent, contre l'acquisition de l'Épire du nord (moins Valona), d'aider immédiatement la Serbie. M. Vénizelos est décidé à accepter, mais le roi Constantin demande, de son côté, que la Roumanie prenne l'engagement d'intervenir en Bulgarie en cas d'attaque bulgare à la frontière de Thessalie ; devant le refus de la Roumanie, la proposition alliée n'est pas acceptée. Un second essai, tenté le 26 janvier 1915, n'aboutit pas davantage.

En 1915, les Serbes et les Monténégrins, appelés par Essad pacha, pénètrent en Albanie. En janvier, les Serbes délivrent Essad, assiégé dans Durazzo. En juin, ils occupent El Bassan, Pogradets, Tirana. Les Monténégrins s'emparent de Scutari (27 août 1915).

Le 23 novembre 1915, commence pour la Serbie la terrible retraite des montagnes d'Albanie. Ce que fut cette retraite, le lieutenant-colonel de Ripert d'Alauzier en donne cet émouvant récit : « La situation où se trouvait
« la malheureuse et héroïque Serbie en ces derniers jours
« de décembre 1915, était à ce point tragique que l'His-
« toire ne nous offre pas d'exemple d'un peuple réduit
« à une pareille misère. Certes, la détresse de la Belgique

« et de nos populations du nord et de l'est envahies par
« l'étranger était grande, mais elles avaient trouvé une
« France hospitalière pour les accueillir et les nourrir.
« Les Serbes, après le calvaire d'une retraite très dure à
« travers un pays inhospitalier, se heurtaient à une mer
« hostile. L'espoir même de l'exil leur semblait interdit.
« Le mot de nos camarades italiens nous revenait invo-
« lontairement à l'esprit : « On ne ressuscite pas un
« cadavre. (1). »

Cette misère est encore accrue par quelques attaques d'Albanais, pour lesquels les Serbes représentaient la veille encore l'envahisseur. Le 25 janvier 1916, au cours de la retraite des 8 janvier-20 février, de Scutari à Valona, l'arrière-garde de la 1^{re} armée serbe est attaquée par les Albanais entre Senkol et Alessio ; mais cette attaque est repoussée. En s'embarquant, à la fin de février, à Durazzo et Valona, pour l'île de Corfou, la Serbie abandonnait non seulement ses conquêtes de l'année précédente, mais jusqu'au sol même de la Patrie. Son passage par l'Albanie ne cachait pas, comme le craignait certains de ses adversaires, d'arrière-pensée de conquêtes. Le prince Alexandre, commandant en chef de l'armée serbe et régent du royaume, après le départ pour la France de son père, le vieux roi Pierre I^{er}, n'envisageait au cours de cette retraite que le salut de son peuple. Le 20 février 1916, les derniers Serbes avaient quitté le sol de l'Albanie.

Le Monténégro, devant l'avance autrichienne, avait abandonné Scutari, et après la prise du Mont Lovtchen, qui couvrait Cëttigné, avait signé la paix avec l'Autriche.

(1) Lieutenant-colonel de Ripert d'Alauzier : « Un drame historique, la résurrection de l'armée serbe. Albanie-Corfou (1915-1916) ». Paris, 1923, pp. 42-43. Ce livre est le récit de la mission en Albanie du général de Mondésir.

Les Autrichiens, suivant les Serbes, pénètrent en Albanie au début de janvier. Le 15, ils entrent à Scutari. Poursuivant leur avance, ils atteignent Durazzo, évacuée par les Italiens, mais se heurtent aux fortifications italiennes devant Valona. Le front se stabilise sur la ligne Valona-Ersek-Gortcha.

Le 15 juillet 1915, un traité d'alliance et de partage est signé entre la Bulgarie et l'Allemagne. Par ce traité, la Bulgarie doit recevoir la Macédoine serbe. Le 5 octobre 1915, elle entre en guerre aux côtés des Empires Centraux. L'armée bulgare prend part à l'attaque et à la poursuite de l'armée serbe en novembre 1915, mais tenue en respect par ses alliés autrichiens, qui craignent ses ambitions sur l'Albanie centrale, voie d'accès vers l'Adriatique, elle doit s'arrêter aux frontières de l'Albanie.

Après l'échec de l'expédition des Dardanelles des 18 mars-23 avril 1915, une base solide est installée à Salonique, le 2 octobre 1915, à la demande du gouvernement français. Cette base, origine de l'Armée d'Orient, devait primitivement couvrir la retraite serbe et défendre, le cas échéant, la Serbie contre la Grèce, dont la politique équivoque était une cause de souci constant pour les Alliés. L'écrasement prématuré de l'armée serbe rendit vaine cette tentative, mais elle eut cependant pour effet d'empêcher la Grèce d'entrer en guerre aux côtés des Empires Centraux.

En avril-mai 1916, l'Armée d'Orient est renforcée par l'armée serbe réorganisée dans l'île de Corfou. En juin, les Français, devant les tergiversations de la Grèce, occupent Gortcha, où les Grecs avaient été autorisés à s'installer au début de la guerre. En juillet, l'Armée d'Orient enraie une offensive bulgare et consolide ses positions en enlevant Florina le 18 septembre 1916,

et Monastir le 20 novembre. Le 10 décembre, le colonel Descoins proclame la République autonome albanaise de Gortcha. En février 1917, une offensive française dégage la route de Santi-Quaranta à Gortcha et établit à Ersek la liaison avec l'armée italienne devant le front austro-bulgare. La Grèce se trouve, pour la première fois, entièrement isolée des Empires Centraux ; mais, le 18 février, devant le mécontentement de l'Italie, les troupes françaises évacuent Ersek ; le contact est rompu ; les Grecs peuvent à nouveau communiquer avec les Autrichiens et les Bulgares. Le 10 août 1917, le roi Constantin abdique, et, grâce à M. Vénizelos, la Grèce se range définitivement du côté des Alliés.

Dès le mois d'octobre 1914, l'Italie avait envoyé en Albanie une « mission sanitaire ». Le 12 novembre, un arrangement conclu entre MM. Vénizelos, Salandra et San-Giulano, permet à l'Italie d'occuper l'îlot stratégique de Sasseno, dans la baie de Valona, en contre-partie de l'avance grecque dans le district de Gortcha ; ils occupent un peu plus tard Durazzo.

Le 26 avril 1915 est signé entre la Triple-Entente et l'Italie le fameux *Traité secret de Londres*, qui devait déterminer le 23 mai l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés des Alliés.

Par ce traité, l'Italie devait recevoir à l'issue de la guerre, le Trentin et l'Istrie (art. 4), et les îles de l'Adriatique (art. 5). L'article 5 prévoyait également la neutralisation du littoral de la Dalmatie et de l'Albanie, depuis un point situé à 10 kilomètres au sud de Ragusa-Vecchia jusqu'à l'embouchure de la Voïoussa, sauf les droits reconnus au Monténégro en avril-mai 1909. Jusqu'au Drin, la côte appartiendrait à la future Yougoslavie.

Le dernier alinéa stipulait que le port de Durazzo pourrait être donné à un « Etat mahométan albanais indépendant ».

L'art. 6 donnait en toute propriété à l'Italie l'île de Sasseno, Valona et un territoire suffisamment étendu pour rendre leur défense possible. Ce territoire devait être compris entre la Voïoussa, au nord et à l'est, et, au sud, les limites du cercle de Chimara.

Par l'art. 7, l'Italie s'engageait, « en cas de formation en Albanie d'un petit Etat autonome *neutralisé*, « à ne pas s'opposer au désir qu'auraient la France, la « Grande-Bretagne et la Russie, de répartir entre le « Monténégro, la Serbie et la Grèce, les confins septentrionaux et méridionaux de l'Albanie. La côte méridionale de celle-ci, depuis la frontière de la province italienne de Valona jusqu'au cap Stylos, serait soumise « à la neutralisation. L'Italie recevrait le droit de diriger « les relations extérieures de l'Albanie ; en tout cas, elle « serait obligée de veiller à ce que l'Albanie ait un territoire suffisamment étendu pour que ses frontières touchent, à l'ouest du lac d'Ochrida, celles de la Grèce et « de la Serbie (1). »

En résumé, ce traité, dans sa rédaction volontairement un peu confuse, assurait à l'Italie une prépondérance absolue sur la mer Adriatique. L'Italie acquérait : au nord, le Trentin et l'Istrie ; le long de la côte dalmate, les îles de l'Adriatique ; au sud, le golfe de Valona, clé du canal d'Otrante. De Ragusa-Vecchia au cap Stylos, toute la côte était neutralisée, sauf dans la province italienne de Valona. L'Etat indépendant albanais était placé sous le protectorat de l'Italie ; privé de Scutari, au nord, de

(1) Laloy : « Documents secrets russes », Paris, 1920, p. 115.

Valona, au sud, il était réduit aux dimensions du Monténégro. La Serbie accédait à la mer, mais sur une côte neutralisée. Le Monténégro, la Grèce et la Serbie, une fois déduite la part de l'Italie, n'avaient à se partager que des territoires restreints. L'Italie, par ce traité, prendrait définitivement pied dans les Balkans.

A la suite de son entrée en guerre le 23 mai 1915, l'Italie augmente en Albanie son avance vers le sud. En août 1916, par mesure de sécurité contre les Grecs, dont l'attitude équivoque autorise tous les soupçons, elle occupe Argyrocastro et Santi-Quaranta. En juin 1917, la révolution vénizéliste lui permet de pousser jusqu'à Janina. La chute de Constantin, (10 août 1917), et l'entrée en guerre de la Grèce aux côtés des Alliés, l'oblige à évacuer l'Épire du sud, mais elle s'arrête aux limites fixées par le Protocole de Florence, en arguant de la nécessité de protéger la route de Santi-Quaranta à Gortcha, nécessaire au ravitaillement des troupes.

La proclamation de la République albanaise de Gortcha placée sous le protectorat de la France (10 décembre 1916), mécontente l'opinion italienne. Le 18 février 1917, les Français doivent évacuer Ersek, où venait de se faire la liaison franco-italienne ; Le 3 juin, le général Ferrero lance sa proclamation au peuple albanais, proclamation directement inspirée du traité de Londres. Cette manifestation, d'une portée internationale, faillit provoquer en Italie une crise ministérielle, les membres du cabinet n'étant pas d'accord. Mais on était encore trop loin de la paix, et l'avenir paraissait trop incertain, pour que les Grandes Puissances s'émeuvent et dramatisent l'incident (1).

(1) Colonna di Cesaro : « Italia nell'Albania meridionale » (1917-1918), Foligno, 1922.

En mai, juin, juillet 1918, les opérations alliées tendent à rétablir entre les armées française et italienne la liaison rompue en février 1917, et à amener en même temps, en Albanie, le front italien à hauteur de celui de l'Armée d'Orient en Macédoine. La ligne Valona-Ersek-Gortcha est reportée plus au nord, vers Bérat, mais n'atteint pas cependant l'objectif Durazzo-El Bassan-Ochrída.

Le 15 septembre 1918, les Français et les Serbes enlèvent au nord-est de Monastir, les positions de Dobro-Polié, clé de la première ligne bulgare. Du 16 au 21, ils atteignent Prilep, séparant la I^{re} armée bulgare de la II^e armée germano-bulgare. A partir du 22, la bataille fait place à une victorieuse poursuite. Les Serbes franchissent le Vardar aux environs de Krivolak. Le 25, les Français entrent à Istip. A droite, les Anglais, au nord de Doiran, occupent Stroumitza et marchent sur Sofia. A gauche, les Italiens augmentent rapidement leur avance à travers l'Albanie. Le 26, le gouvernement bulgare sollicite une suspension d'armes. Le 29, ses plénipotentiaires signent à Salonique les préliminaires de l'armistice. Le 2 octobre, l'armistice est ratifié par le Parlement bulgare. Le 3, le roi Ferdinand abdique en faveur de son fils Boris.

L'armistice valait pour la Bulgarie, mais non pour ses Alliés. La libération de la Serbie suivit, rapide et totale. Les armées serbes et alliées occupent Uskub (30 septembre), Prizrend, Mitrovitza, Nich, (12 octobre), Novibazar et Négotin (24 octobre). Le 28, elles atteignent les Portes-de-Fer ; le 1^{er} novembre, Belgrade. Le 3, tout parti ennemi avait disparu de l'Albanie, du Monténégro et de la Serbie.

Depuis le mois d'octobre, les Italiens occupaient l'Albanie. Scutari, prise par les Serbes, avait été remise

par eux au représentant de la France qui devait l'administrer au nom des Alliés.

À la fin de 1918, le territoire albanais est provisoirement réparti entre les armées alliées de la façon suivante. La domination italienne s'étend sur l'Albanie du nord, à l'exception de Scutari, administrée par la France ; sur l'Albanie centrale, à l'exclusion du territoire malissore resté pratiquement autonome, et de la rive gauche du Drin noir, occupée par les Serbes ; sur l'Albanie du sud, à l'exception des « confins militaires albanais » (kaza de Gortcha et de Starova, kaza de Bérat), administrés par la France. L'Italie occupe, en fait, à la fin de la guerre, la plus grande partie de l'Albanie.

CHAPITRE II

L'ALBANIE DEVANT LA CONFÉRENCE DE LA PAIX

Généralités

La période de l'après-guerre qui s'étend de 1918 à 1921, a été pour l'Albanie une des époques les plus critiques de son histoire. Pendant que les Albanais s'efforcent de créer un gouvernement qui maintiendra leur indépendance, le principe même de cette indépendance est remis en question devant la Conférence de la Paix. La politique de certaines Puissances, différente de celle de 1912, est cause de ces variations.

§ 1 Les tentatives de Gouvernement

En attendant que le sort de l'Albanie se règle devant la Conférence de la Paix, les représentants de l'Albanie centrale se réunissent le 19 novembre 1918, à Tirana, et décident de convoquer une Assemblée nationale.

L'Italie, fidèle à la politique qu'elle avait manifestée, le 3 juin 1917, par la proclamation du général Ferrero, décide, de son côté, de réunir à Durazzo une Assemblée de délégués des mêmes régions, afin de tenir en échec la

future Assemblée et de capter à son profit, le mouvement nationaliste. Son intention est de créer, non un gouvernement, mais une simple Commission qu'elle manœuvrera à son gré.

L'Assemblée de Durazzo, réunie par les soins de l'Italie, se montre assez indépendante pour former le 15 décembre 1918 un gouvernement provisoire sous la présidence de Turhan pacha. Le 24 janvier 1919, ce gouvernement, siégeant à Tirana, adresse une déclaration au pays. A la fin de janvier, il envoie des délégués à la Conférence de la Paix pour protester contre les atteintes portées « aux droits les plus élémentaires et les plus »
« imprescriptibles de l'Albanie dans le seul but d'aplanir »
« les difficultés résultant des conflits d'intérêts entre les »
« Etats voisins ». Mais, Turhan pacha ne tarde pas à glisser sous l'influence de l'Italie. Par la convention du 20 août 1919, le gouvernement albanais accorde à l'Italie le droit d'entretenir à Durazzo une sorte de Haut-Commissaire. Cette convention cause dans le pays « une profonde émotion » (1).

La publication, par les journaux grecs, de l'accord Tittoni-Vénizelos du 29 juillet 1919, met le comble à l'indignation des patriotes albanais. Par cet accord, l'Italie promet à la Grèce d'appuyer ses revendications sur l'Epire du nord, et, éventuellement, de lui transférer la Dodécanèse ; en revanche, la Grèce reconnaît à l'Italie la souveraineté sur Valona et le territoire s'y rattachant militairement et économiquement, ainsi que le mandat sur l'Albanie (approbation de la Convention de Londres du 26 avril 1915)..

(1) Justin Godart : « L'Albanie en 1921 », Paris, 1922, p. 129.

Les Albanais engagent une vive campagne contre le gouvernement de Turhan pacha, et proclament la convocation d'un Parlement par lequel la volonté du pays puisse s'exprimer plus librement.

Cette campagne triomphe de l'opposition du gouvernement et des agents de l'Italie. Le 27 décembre 1919, un congrès se réunit à Louchnia. Ce congrès, composé de 56 députés élus par des conseils formés dans chaque kaza, ne tarde pas à se transformer, le 21 janvier 1920, en Assemblée nationale, présidée par Akif-pacha El Bassani. Cette Assemblée délibère, du 21 janvier au 9 février, sous la protection d'une petite armée de partisans, et vote le *Statut de Louchnia*, constitution d'une Albanie fédérée.

Ce Statut crée un exécutif collégial de quatre membres, appelé « Conseil de régence », ou « Haut-Conseil », et un Parlement d'une seule Chambre. Le Conseil de régence doit exercer le pouvoir suprême jusqu'à l'élection d'un souverain. Ses membres représentent les quatre religions de l'Albanie. Le Parlement comprend 79 membres élus au suffrage à deux degrés. Tous les citoyens adultes votent, au premier degré, pour des délégués ; ces délégués élisent à leur tour les députés au scrutin secret, à raison d'un député par 1.500 électeurs inscrits. Le Conseil de régence nomme les six ministres qui constituent le Cabinet.

Les quatre premiers membres du Conseil de régence sont : Akif-pacha El Bassani, de la secte bektashi ; Abdi beg Toptani, musulman de la famille d'Essad pacha ; Tertuli, orthodoxe de Gortcha ; Mgr Bunçi, évêque catholique d'Alessio.

Le Conseil de régence commence par obliger le gouvernement de Turhan pacha à se retirer. Un ministère

Suleiman bey Delvino, où toutes les nuances politiques sont représentées, lui succède. Il convoque à Tirana un Parlement provisoire de 36 membres, choisis dans l'Assemblée elle-même.

Le 2 février, les députés votent une protestation contre le traité de Londres du 26 avril 1915.

« L'Assemblée nationale réunie à Louchnia, s'élève
« contre la décision qui condamne un Etat neutre et une
« des plus anciennes nations de l'Europe à se plier aux
« visées impérialistes des gouvernements voisins.

« Elle en appelle au monde civilisé de la violation
« des principes proclamés par le Président des Etats-
« Unis et par les représentants des gouvernements de
« l'Entente, après une guerre qui a délivré nombre de
« nations du joug étranger.

« Elle réclame l'indépendance complète de l'Al-
« banie dans ses frontières ethnographiques et naturelles,
« après réparation des injustices commises par le traité de
« Berlin et la Conférence des Ambassadeurs de 1913.

« Elle décide de n'accepter aucun mandat ou pro-
« tectorat étranger.

« Les Albanais sont prêts à tout sacrifier, *jusqu'à*
« *la dernière goutte de leur sang*, pour faire obstacle à
« toute décision menaçant leur indépendance et leur
« intégrité nationale. »

Cette protestation, adroite réminiscence de l'idéologie wilsonienne, témoigne d'un vif sentiment national.

Le 11 février, le gouvernement Suleiman bey Delvino s'installe à Tirana sous la protection des milices albanaises. Le 27 mars, le Parlement provisoire, recruté dans l'Assemblée de Louchnia, se réunit à Tirana. Il ouvre ses travaux par un message du Conseil de régence.

Le Haut-Conseil, après avoir souligné que le « but national et patriotique des représentants du peuple albanais » est l'indépendance et la défense de la Patrie », ajoute : « Avec nos voisins, les Grecs et les Yougoslaves, nous désirons vivre en harmonie parfaite. Nous espérons fermement que nos voisins, aussi, reconnaîtront nos droits ethniques et imprescriptibles.

« Nous espérons que l'Italie, prenant en considération la volonté unanime de la nation albanaise, changera de politique en ce qui concerne l'indépendance et l'intégrité de l'Albanie, et qu'ainsi, d'accord avec l'Angleterre et la France, qui ont toujours soutenu les petites nationalités, elle sera favorable à notre cause nationale (1). »

Du 27 mars au 19 décembre, date de sa dissolution, le Parlement assurera le triomphe du mouvement nationaliste.

Au début de juin, s'ouvre à Ballçi un congrès réunissant des délégués de tous les districts de l'Albanie du sud. Ses membres jurent de mourir pour délivrer Valona. Le 3 juin, l'insurrection, fomentée par Avni Rustem, éclate. La population de Valona adresse au général Piacentini, gouverneur de la ville, un ultimatum d'avoir à se retirer. Le 6, les premiers engagements ont lieu. Le 11, l'attaque se généralise. Le corps d'occupation de Valona, retranché dans le camp établi, en février-mars 1916, autour de la ville, ne tient plus que grâce à la protection des canons de la flotte. Le 27 juin, M. Giolitti, devant l'attitude menaçante des partis d'opposition, déclare que l'Italie renonce au protectorat de l'Albanie. Le 27 juillet,

(1) S. Stavron, « Etudes sur l'Albanie », Paris, 1922, p. 170.

le comte Sforza, cherchant une compensation sur le terrain diplomatique, dénonce l'accord Tittoni-Vénizelos ramené aux proportions d'une simple « ligne de conduite », entre les deux délégations en vue de leur action devant la Conférence de la Paix.

Après des tractations sans résultat avec les chefs du soulèvement, le gouvernement de Rome est obligé de négocier avec le Conseil de régence. Le baron Aliotti ouvre les pourparlers ; mais, devant l'attitude intransigeante des Albanais, il se retire et est remplacé par le comte Manzoni (28 juillet).

Le 2 août, un accord est signé à Tirana. Cet accord annule pratiquement le traité de Londres de 1915. L'Italie reconnaît l'indépendance de l'Albanie, considère le gouvernement de Tirana comme l'expression de la volonté politique du pays, et renonce à l'occupation et à l'administration de Valona. En échange, elle obtient un bail de dix ans sur l'île de Sasseno et le droit d'y organiser une base militaire (ce qui paraît être en contradiction avec la durée de l'occupation). Elle pourra utiliser la base de Valona comme base de ravitaillement et lieu de refuge pour ses bateaux. Après accord spécial avec le gouvernement de Tirana, elle exploitera les mines et richesses du sous-sol albanais. Les deux pays se déclarent « résolus à maintenir des liens constants d'indissoluble « amitié ».

De toutes ses possessions en Albanie, l'Italie ne gardait que Sasseno. La « Tribuna » du 26 août 1920, pouvait écrire : « Après avoir évacué Valona et son « hinterland, l'Italie n'a plus d'autre moyen de contrôle « sur toute la basse Adriatique que l'îlot désert de Sasseno. Nos alliés reconnaîtront qu'on ne pouvait con-

« server moins pour la surveillance de la plus délicate
« porte de chez nous. Sur ce point, aucun gouvernement
« ne pourrait tenir dans notre pays, s'il ne maintenait
« pas notre position. L'Italie a fait dans cette mer trop
« de sacrifices pour renoncer à ce misérable écueil ».

Le 3 septembre 1920, le général Piacentini et ses douze mille hommes quittent l'Albanie. Il ne reste plus sur le territoire albanais que le détachement italien de Scutari ; celui-ci à son tour rentrera en Italie en mai 1921.

D'autres événements, au cours de l'année 1920, étaient survenus dans l'histoire de l'Albanie. Essad pacha, d'accord avec l'Italie, avait fomenté des insurrections locales contre le gouvernement de Tirana. Son but, comme en 1912 et 1914, était de se constituer en Albanie centrale un petit Etat indépendant. Avni Rustem, l'organisateur du mouvement de Valona, vint l'assassiner à Paris, rue de Rivoli, sous les galeries de l'Hôtel Continental, le 13 juin 1920. Arrêté et jugé par le jury de la Seine, il fut acquitté le 30 novembre 1920. A son retour en Albanie, considéré comme le libérateur de la Patrie, il fut élu député de Kossovo et devint l'un des chefs du parti nationaliste albanais.

Au début d'août 1920, un premier incident de frontière avec la Yougoslavie amène l'armée serbe à Vraça, à quelques kilomètres de Tirana. Les Albanais protestent auprès des Puissances, par les deux notes des 12 et 14 août 1920, accusant les Serbes de vouloir « exterminer leur race ». Le conflit est réglé provisoirement par l'intervention des Alliés ; l'armée yougoslave se retire sur la ligne de démarcation fixée par le maréchal Franchet d'Espérey au moment de l'armistice.

Le 19 décembre 1920, le Parlement se retire, ayant obtenu, deux jours auparavant (17 décembre), l'admission de l'Albanie à la Société des Nations.

§ 2 La politique des Puissances

Les rivalités diplomatiques, qui n'avaient pas cessé durant la guerre, se manifestèrent avec plus d'acuité encore devant la Conférence de la Paix lorsqu'il s'agit, pour la seconde fois, de régler le sort de l'Albanie. La Grèce, le Royaume serbe-croate-slovène, l'Italie, s'efforcèrent de faire triompher leur politique. Leurs rivaux avaient disparu. L'Autriche, réduite aux dimensions d'un petit Etat sans accès à la mer, et la Bulgarie, vaincue, se trouvaient définitivement mises hors de cause. Le Monténégro avait disparu, absorbé par le nouveau royaume serbe. L'Allemagne et la Russie, aux prises avec des difficultés intérieures, ne pouvaient intervenir. La Turquie, cependant, tentera, en août 1919, un effort pour rétablir son influence sur un pays qui, depuis 1912, lui échappait. Doukadjin Zadeh Basri beg, qui, en 1915, avait formé le « second Gouvernement national albanais », demandera, au nom de l'Albanie musulmane ; « l'occupation de tout le pays par un contingent ottoman, commandé, au nom de l'Entente, par un général français ». Cet effort ne sera pas couronné de succès. L'Angleterre, la France et les Etats-Unis interviendront également, en faveur de l'Albanie, devant la Conférence de la Paix.

1. La Grèce. — La Grèce n'avait pas renoncé à s'emparer de l'Albanie du sud, qu'elle avait reçu mission d'occuper en 1914, et dont elle avait été dépossédée au

cours de la guerre, en 1915-1916, par les Italiens et les Français.

Le 23 juillet 1919, elle signe avec l'Italie l'accord Tittoni-Vénizelos par lequel l'Italie lui promet d'appuyer ses revendications sur l'Épire du nord, et éventuellement de lui transférer le Dédocanèse, à condition de reconnaître le mandat italien sur l'Albanie et la propriété de Valona.

Lorsqu'après l'armistice, les troupes françaises s'apprêtèrent à quitter les « confins militaires albanais » (kaza de Gortcha, Stavora et Bérat), la Grèce décida de réoccuper Gortcha. Les Albanais de la région prirent les armes, au nombre d'environ sept mille. Les Grecs renoncèrent alors provisoirement à leurs desseins, et signèrent l'accord de Kapistica (15 mai 1920), par lequel ils s'engagèrent à ne pas pénétrer sur le territoire de Gortcha, tant que la Conférence de la Paix n'aurait pas réglé la question de l'Épire du nord. A la suite de cet accord, les troupes françaises évacuèrent Gortcha le 21 juin 1920. Le différend albano-grec resta donc en suspens.

2. Le Royaume serbe-croate-slovène. — Héritier de la Serbie et du Monténégro, le nouveau royaume serbe-croate-slovène n'avait plus tout à fait, en 1918, les mêmes faisions que ces deux États, en 1914, de revendiquer une partie du littoral albanais. La Serbie agrandie possédait un accès à la mer : toute la côte dalmate de Fiume à Dulcigno.

La politique de la Yougoslavie à la Conférence de la Paix sera surtout dictée par la nécessité de tenir en échec les prétentions italiennes. Le nouvel État se trouve ainsi avoir hérité de la politique autrichienne. Menacé d'être emprisonné par l'Italie au fond de l'Adriatique,

tous ses efforts vont tendre à maintenir libre l'accès du canal d'Otrante. Pour cela, loin de réclamer, comme en 1912, le partage de l'Albanie, partage qui aurait pour effet de donner à l'Italie, Valona, le gouvernement yougoslave, changeant entièrement de politique, va se faire le défenseur de l'indépendance et de l'intégrité d l'Albanie. Quoique désireux, pour des raisons commerciales et historiques (Valona fut au XIV^e siècle la capitale du tsar serbe Douchan) de posséder l'Albanie du nord, le Royaume serbe-croate-slovène préférera plutôt y renoncer que de voir l'Italie s'établir à Valona. Contre l'intrusion de l'Italie dans les Balkans, sa politique se résumera dans ce principe : « l'Albanie aux Albanais, comme les Balkans aux Balkaniques ».

3. L'Italie. — La politique italienne en Albanie était restée la même en 1919 qu'en 1914 : assurer à l'Italie la maîtrise de l'Adriatique, et, pour cela, s'établir solidement en Albanie, et principalement à Valona. Le traité secret de Londres du 26 avril 1915, en promettant à l'Italie, à l'issue de la guerre, le Trentin et l'Istrie, les îles de la côte dalmate, Valona et le protectorat de l'Albanie, avait surexcité ses espoirs. L'Autriche, d'autre part, en 1918, avait disparu en tant que Grande Puissance, et avec elle se trouvait supprimée la dangereuse rivale qui, jusqu'en 1914, avait barré la route à l'Italie dans les Balkans et sur l'Adriatique. Tous les espoirs semblaient donc permis à l'Italie ; mais les traités de paix n'allaient pas tarder à décevoir ses ambitions.

Les Alliés à la signature de la paix ne purent tenir toutes les promesses qu'ils avaient faites pendant la guerre. Des obligations nouvelles naquirent, créées par les

nouveaux Etats. Déçue dans la question de l'Istrie, de la Dalmatie et des îles de l'Adriatique, l'Italie ne se montrera que plus résolue à sauvegarder les droits qui lui ont été reconnus en Albanie par le traité de 1915.

L'accord Tittoni-Vénizelos du 29 juillet 1919, marque bien cette volonté de l'Italie de faire triompher ses revendications devant la Conférence de la Paix.

La Convention italo-albanaise du 20 août 1919, accorde, d'autre part, à l'Italie le droit de nommer à Durazzo une sorte de Haut-Commissaire pour l'Albanie centrale.

A cette date (août 1919), l'Italie a pied, en territoire albanais, en trois endroits. Au nord, elle entretient un corps d'occupation à Scutari avec les Alliés (les Français évacueront la ville en mars 1920, mais l'Italie, en tant que mandataire des Puissances alliées, y maintiendra un détachement jusqu'en mai 1921). Au centre, elle possède un Haut-Commissaire à Durazzo. Au sud, elle est solidement installée à Valona.

La Convention italo-albanaise d'août 1919 crée, nous l'avons vu, un vif mouvement de protestation en Albanie. En juin 1920, le général Piacentini est assiégé dans Valona. Le 2 août, est signé l'accord de Tirana qui annule pratiquement le traité de Londres. Le 3 septembre, les douze mille hommes du général Piacentini quittent l'Albanie. En mai 1921, le détachement italien de Scutari rentre à son tour en Italie. A cette date l'Italie ne possède plus en Albanie, pour un bail de dix ans, que l'île de Sasseno.

4. L'Angleterre, la France et les Etats-Unis. — A la Conférence de la Paix, la France et l'Angleterre, bien

que non directement intéressées au sort de l'Albanie, auront cependant, comme en 1912, à intervenir dans la question albanaise. La France se montrera favorable au maintien de l'indépendance et de l'intégrité de l'Albanie.

L'Angleterre, au contraire, tendra à la révision du Protocole de Florence. Ses sympathies vont à la Grèce et à l'Italie. Longtemps, devant la Société des Nations, elle soutiendra les revendications grecques sur Argyro-elle soutiendra les revendications grecques sur Gortcha et Argyrocastro. Elle ne se soumettra que le 17 août 1921.

Les Etats-Unis, nouveaux venus dans la politique européenne, interviendront en faveur de l'indépendance, autant pour des raisons de principe (droit des nationalités), que pour des motifs de politique intérieure (influence des Albanaïs d'Amérique).

Ayant ainsi défini la politique des Puissances, nous allons voir ces différentes tendances s'affronter à la Conférence de la Paix.

§ 3 La Conférence de la Paix

En février 1919, s'ouvrent à Paris, à l'Hôtel Crillon, les préliminaires de la Conférence de la Paix. C'est là, devant le Conseil suprême des Alliés, et non à Durazzo, que va se jouer, pour la seconde fois, l'indépendance de l'Albanie.

Le traité de Londres du 26 avril 1915 avait singulièrement compliqué, depuis 1914, le problème de l'indépendance et de l'intégrité de l'Albanie. D'une part, il annulait le Protocole de Florence (1) ; d'autre part, il

(1) Mgr Fan Noli dira, en 1921, devant le Conseil de la Société des Nations, que le traité de Londres n'était pas valable, parce que non publié par aucune Puissance. — XV^e séance du Conseil, 25 juin 1921, « Documents de la Cour ».

opposait nettement l'Italie au nouvel Etat yougoslave, dans les affaires de succession de la monarchie austro-hongroise.

Pour compliquer davantage encore la situation, le Président Wilson, dans ses « Quatorze Points », avait réclamé « une paix fondée sur le droit et le principe des nationalités ». Le 23 avril 1919, il ajoutait que « les « intérêts des petits Etats devaient désormais être aussi « scrupuleusement garantis que les intérêts des Etats les « plus puissants ».

Les Albanais étaient donc fondés à se réclamer de ces deux déclarations. Cependant, ils ne seront guère consultés sur le nouveau statut qui va leur être accordé. L'Albanie, encore partiellement occupée par les Alliés et sans frontières bien définies, n'avait pas, à ce moment-là, au regard des Grandes Puissances une personnalité internationale assez distincte pour prendre part aux délibérations du Conseil ; son sort sera donc débattu en dehors d'elle. Les Albanais, cependant, ne cesseront jamais, durant toutes ces discussions, de faire entendre leur voix, à Washington et à Paris.

La première question qui se posait était de savoir si le traité de Londres était applicable. Dans l'affirmative, le seul Etat albanais qui pouvait être créé était celui de Durazzo ; le reste de l'Albanie devait être réparti entre l'Italie, la Grèce et la Yougoslavie.

Le 24 février 1919, M. Pachitch, au nom du gouvernement yougoslave, préconise, dans un memorandum, la reconnaissance d'une Albanie indépendante dans les limites de 1913. Toutefois, « au cas où les Alliés assumeraient la responsabilité d'un partage, la Yougoslavie « ne pourrait moins faire que de revendiquer la région

« septentrionale de l'Albanie pour la protection de ses « frontières et la sécurité de la Serbie du sud ».

Le 29 juillet 1919, l'Italie et la Grèce signent les accords Tittoni-Vénizelos.

Le 12 novembre, par une lettre du Secrétaire d'Etat, Lansing, à M. Tittoni, le gouvernement de Washington fait droit aux revendications de l'Italie en ce qui concerne le mandat sur l'Albanie, « espérant que ses efforts conciliants auront une réplique généreuse de la part des « hommes d'Etat italiens ». Mais cette « réplique » ne peut avoir lieu, par suite de l'impossibilité d'accorder les points de vue italien et yougoslave, dans les autres questions en suspens (Istrie, Dalmatie, Fiume, etc...).

L'Italie (6 janvier 1920) réclame alors le retour au traité de Londres. Dans sa réponse (8 janvier), la Yougoslavie maintient le principe de l'indépendance et de l'intégrité de l'Albanie.

L'opposition entre les thèses italienne et yougoslave était donc absolue. Le 13 janvier, le Conseil suprême des Alliés approuve l'accord Tittoni-Vénizelos. Le 14, il adresse au gouvernement yougoslave la note suivante : « La frontière méridionale de l'Albanie sera constituée « par la ligne proposée par les délégués français et britanniques, en laissant Gortcha et Argyrocastro à la Grèce ». MM. Clemenceau et Lloyd George proposent, en même temps, de donner à l'Italie, Fiume, Valona et le mandat sur l'Albanie centrale ; en compensation, la Yougoslavie recevra l'Albanie septentrionale jusqu'au Drin.

Cette proposition est adressée sous forme d'ultimatum à la délégation yougoslave (20 janvier) ; en cas de refus, le traité de Londres sera intégralement appliqué.

Devant cette mise en demeure, la délégation yougo-

slave se divise. M. Pachitch, constatant le déclin de l'autorité wilsonienne, incline pour l'examen de la proposition. MM. Trumbitch et Radovitch (représentant du Monténégro) préfèrent au contraire donner une réponse évasive. Le 28 janvier, la délégation répond en affectant de regarder l'ultimatum comme une injonction amicale, et en démontrant que cette invitation est en contradiction avec les nécessités géographiques et économiques de l'Albanie, et le principe de libre-disposition et d'indépendance des peuples.

Le président Wilson, le 14 février, intervient, de son côté, pour protester contre une décision prise sans lui, et en contradiction avec le memorandum qu'il avait adressé le 9 décembre à la Conférence, memorandum « qui « maintenait, dans une large mesure l'indépendance de « l'Albanie alors que la note anglo-française partageait « le peuple albanais entre trois Puissances étrangères, « malgré ses très vives protestations ».

La discussion menaçait de s'éterniser. Le 25 février, le Président Wilson propose l'ouverture de négociations directes entre l'Italie et la Yougoslavie. Cette solution est adoptée. Les négociations italo-yougoslaves aboutissent, le 12 novembre 1920, au traité de Rapallo, qui assure à l'Italie la maîtrise de l'Adriatique, mais reste muet sur l'Albanie. Le 2 août précédent, l'Italie avait dû s'incliner, par l'accord de Tirana, devant la volonté nationale albanaise.

§ 4 L'échec de la politique italienne

La première phase de la politique italienne en Albanie se terminait par un échec. A la Conférence de la Paix, l'Italie n'avait pu faire triompher son point de

vue, qui visait à l'application du traité de Londres. En Albanie même, l'Italie avait dû, devant la volonté nationale se retirer de Valona où elle était solidement établie depuis 1914, et signer l'accord de Tirana qui consacrait la ruine de ses ambitions impériales.

Les causes de cet échec sont moins d'ordre militaire que d'ordre psychologique et politique. Si la diplomatie italienne, de 1912 à 1920, n'a pas réussi à faire triompher ses vues, c'est parce qu'elle a trop hésité dans le choix des moyens. De l'occupation pure et simple, à la garantie de l'indépendance albanaise, toutes les formules ont été successivement mises en avant. Avant la guerre, l'Italie avait voulu une Albanie petite, mais libre ; dans le traité de Londres, elle avait imposé le partage ; par le manifeste du général Ferrero, elle avait affirmé sa volonté de voir une Albanie grande et protégée par elle.

L'Italie avait successivement justifié sa présence en Albanie par la nécessité de contenir la poussée austro-bulgare ; puis, par la volonté de soustraire le pays aux appétits de la Yougoslavie et de la Grèce (ce qui ne l'avait pas empêchée, à la Conférence de la Paix, d'encourager les ambitions grecques sur Gortcha).

Venue dans le pays, sous prétexte d'y développer le sentiment national, elle n'avait pas tardé à montrer ce qu'elle venait y chercher en réalité : une colonie. S'appuyant tantôt sur les begs et les musulmans contre les orthodoxes, tantôt sur les orthodoxes et les catholiques, contre les musulmans, elle était finalement arrivée à dresser contre elle l'unanimité nationale.

L'accord de Tirana faisait cruellement expier à l'Italie son indécision et ses erreurs. Cependant, il lui restait avec Sasseno une possibilité d'entreprises ultérieures.

CHAPITRE III

L'ALBANIE SOUS LA PROTECTION

DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Généralités

L'Albanie, après l'accord de Tirana, se trouvait, en fait, indépendante. Mais, jusqu'au 9 novembre 1921, son indépendance ne sera pas officiellement reconnue par les Grandes Puissances.

De 1920 à 1924, une protection lui sera nécessaire pour s'organiser et prendre rang parmi les Etats de la nouvelle Europe. Cette protection lui sera accordée par la Société des Nations. Elle se manifestera une première fois par la reconnaissance (implicite) de l'Albanie, admise à siéger à Genève, le 17 décembre 1920.

À partir de 1924, la bienveillante attention de la Société des Nations aura de moins en moins souvent l'occasion de s'exercer sur l'Albanie.

§ 1 La Conférence des Ambassadeurs

La Conférence de la Paix n'avait pu régler la question albanaise. Aucun traité de paix, pas même celui de Sèvres du 10 août 1920, ne parle de l'Albanie.

Les négociations directes entre la Yougoslavie et

l'Italie, préconisées par Wilson, n'avaient pas abouti. Les questions relatives à l'indépendance et à l'intégrité du territoire albanais étaient toujours en suspens. Aussi les Grandes Puissances confièrent-elles à une nouvelle Conférence des Ambassadeurs le soin de régler définitivement le sort de l'Albanie.

Cette Conférence se réunit à Paris. Elle comprit des représentants de la France, de l'Empire britannique, de l'Italie et du Japon.

L'accord de Tirana du 2 août 1920, en annulant pratiquement le traité de Londres, rendait la tâche de la Conférence plus facile. Mais des différends de frontières étaient venus compliquer la situation. Les Ambassadeurs mirent plus d'un an à préparer leur décision, qui ne fut connue que le 9 novembre 1921.

L'accord de Kapistica du 15 mai 1920, conclu entre Athènes et Tirana, avait provisoirement réglé la question des frontières de l'Albanie du sud. Le gouvernement d'Athènes, arguant des promesses qui lui avaient été faites à la Conférence de la Paix, continuait à réclamer les kaza de Gortcha et d'Argyrocastro, prétendant que la population d'origine orthodoxe était persécutée par la majorité musulmane.

L'Angleterre soutenait ses revendications. Elle avait d'abord demandé que l'on enlevât aux Albanais les régions de Gortcha et d'Argyrocastro. Elle consentit ensuite à laisser Gortcha aux Albanais, mais persista à réclamer Argyrocastro pour les Grecs. Ce ne fut que le 17 août 1921, qu'elle finit par adhérer à la thèse de l'intégrité de l'Albanie.

Du côté de la Yougoslavie, les difficultés n'étaient pas moins grandes. Le premier conflit d'août 1920, avait

été provisoirement réglé par une intervention des Puissances. Les Serbes s'étaient retirés sur la ligne de démarcation fixée par le maréchal Franchet d'Espérey au moment de l'armistice.

Un second conflit avait éclaté au début de 1921. L'ancien ministre d'Ismaël Kiemal, Hassan-bey Prichtina, artisan pendant la guerre de la « grande Albanie autrichienne », ennemi juré des Serbes, avait attaqué les troupes yougoslaves sur la rive orientale du lac de Scutari. Celles-ci réagirent vigoureusement, menaçant Scutari et même Tirana.

Un troisième conflit ne tarda pas à naître à propos de l'insurrection mirdite. Les Serbes au cours des siècles avaient eu des intérêts en Albanie du nord. Scutari avait même été la capitale de Douchan le Grand. — Le 9 février 1919, certaines tribus de la rive droite du Drin, les Krasnitchi, les Gachi et les Boutitchi, avaient manifesté le désir d'être unies au royaume des Slaves du sud.

En juin 1921, les Mirdites, et leur chef, Marko Djoni (de la famille Bib-Doda), notoirement sympathique aux Serbes, commencent à dénier au gouvernement de Tirana le droit de parler au nom de toute l'Albanie. Ils l'accusent de pratiquer une politique trop exclusivement musulmane et de préparer le retour de la domination turque. En septembre 1921, la révolte éclate et les Mirdites annoncent leur érection en « République indépendante ». Le gouvernement de Tirana accuse les Yougoslaves d'avoir suscité l'insurrection, afin d'annexer l'Albanie du nord.

La Conférence des Ambassadeurs se trouve normalement saisie de ce différend. Cependant le gouvernement albanais, déclinant la compétence de la Conférence, porte

l'affaire devant le Conseil, puis devant l'Assemblée de la Société des Nations, réclamant la solution immédiate du conflit. Le 26 juin, le Conseil renvoie le gouvernement de Tirana à la Conférence des Ambassadeurs. Le 3 octobre, l'Assemblée vote à l'unanimité une double résolution. La première recommande à l'Albanie d'accepter la décision de la Conférence des Ambassadeurs touchant la question des frontières ; la seconde invite le Conseil à nommer une Commission de trois membres « impartiaux » chargés de se rendre en Albanie et de présenter un rapport sur l'exécution de la décision de la Conférence des Ambassadeurs.

Le 9 novembre 1921, la Conférence des Ambassadeurs rend enfin sa décision. Elle reconnaît l'indépendance de l'Albanie dans ses limites de 1913 et crée une Commission de quatre membres, chargée de délimiter les frontières nord et nord-est de l'Albanie.

Voici le texte de cette très importante décision :

« L'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, considérant qu'il y a lieu de *confirmer* le tracé des frontières de l'Albanie, *tel qu'il a été établi en 1913* par la Conférence de Londres.

« Considérant, d'autre part, que les frontières méridionales de l'Albanie ont été fixées sur le terrain par la Commission de délimitation qui a réglé le Protocole final de ses travaux, à Florence, le 17 décembre 1913 ; et que la Commission de délimitation des frontières *nord et nord-est* a dû interrompre ses travaux en 1914 à cause des hostilités :

« Décident :

« I. — Les Gouvernements signataires de la présente décision reconnaissent le gouvernement de l'Albanie, constituée en un *Etat souverain et indépendant*,

« II. — Une Commission composée de quatre
« membres, nommés par les Gouvernements signataires
« de la présente décision, sera chargée de tracer sur le
« terrain, dans le plus bref délai, la ligne frontière *nord*
« *et nord-est* de l'Albanie. »

Le tracé général des frontières donne à l'Albanie environ 800.000 habitants et une superficie de 28.000 km². Le 23 décembre, la décision est officiellement communiquée aux gouvernements intéressés.

Elle est assez bien accueillie en Albanie, quoiqu'une minorité proteste contre les nouvelles frontières. Une carte circule dans les bureaux, cafés, etc..., indiquant comme limites ethnographiques : du côté de la Grèce, une ligne, partant de Prévésa et passant un peu à l'est de Louros, Janina, Metsovo, Kastoria ; du côté yougoslave, une ligne englobant Bitolj, Prilep, Skoplie, puis, courant parallèlement à la voie ferrée Skoplie-Mitrovitsa (à 40 kilomètres au nord de cette ligne) vers l'ouest, et comprenant Trgovichtié, Bérané et Podgoritsa.

La Yougoslavie s'émeut, au contraire, de la solution donnée par la Conférence. La frontière de 1913 avait été tracée, sous l'influence de l'Autriche, dans le sens le plus défavorable à la Serbie. La Yougoslavie estime que la sécurité de ses frontières est menacée.

Le 14 novembre 1921, M. Pachitch adresse à la Conférence une note où il déplore que la Yougoslavie n'ait pas été admise à donner son assentiment, et à collaborer à la rédaction de la décision des Ambassadeurs.

Les interminables querelles de frontières, entre l'Albanie et la Yougoslavie, suscitées par cette décision du 9 novembre 1921, ne prendront fin qu'en 1925, par la

cession amiable du monastère de Saint-Naoum à la Yougoslavie (1).

La Grèce, de son côté, se montre très mécontente d'une décision prise en contradiction avec les promesses qui lui avaient été faites à la Conférence de la Paix. Les relations gréco-albanaises sont tendues. Le 27 août 1923, le général Tellini, chef de la délégation italienne, chargée de la délimitation de la frontière gréco-albanaise, est assassiné sur la route de Janina à Kavakia. Ce crime montre la difficulté avec laquelle la paix revient dans ces régions. La Commission de délimitation fait rendre à l'Albanie quatorze villages du district de Gortcha encore occupés par les Grecs.

Par une déclaration annexe de la Décision du 9 novembre 1921, la Conférence des Ambassadeurs, tout en refusant de reconnaître à l'Italie des intérêts *économiques et politiques* en Albanie, lui accorde cependant, en compensation de l'abandon du traité de 1915, le droit de sauvegarder ses intérêts *stratégiques*.

« L'Empire britannique, la France, l'Italie et le
« Japon, reconnaissant que l'indépendance de l'Albanie,
« ainsi que l'intégrité et l'inaliénabilité de ses frontières,
« telles qu'elles ont été fixées par leur décision en date
« du 9 novembre 1921, est une question d'importance
« internationale.

« Reconnaissant d'autre part que la violation des-
« dites frontières ou de l'indépendance de l'Albanie
« pourrait constituer une menace pour la sécurité *straté-*
« *gique* de l'Italie ;

(1) Nikolitch Dragoutine : « Les différends de frontières de l'Albanie », Paris, 1927, p. 153.

« Sont convenus ce qui suit :

« 1^o) Au cas où l'Albanie se trouverait dans l'impossibilité de maintenir son intégrité territoriale, elle
« aura la liberté d'adresser au Conseil de la Société des
« Nations une demande d'assistance étrangère.

« 2^o) Les gouvernements de l'Empire britannique,
« de la France, de l'Italie et du Japon, décident, dans le
« cas susdit, de donner pour instructions à leurs repré-
« sentants dans le Conseil de la Société des Nations, de
« recommander que la restauration des frontières terri-
« toriales de l'Albanie soit confiée à l'Italie.

« 3^o) En cas de menace contre l'intégrité ou l'indé-
« pendance aussi bien territoriale qu'économique de
« l'Albanie, du fait d'une agression étrangère ou de tout
« autre événement, et au cas où l'Albanie n'aurait pas
« recours, dans un délai raisonnable, à la faculté prévue
« à l'article premier, les gouvernements susdits donne-
« ront à leurs représentants les instructions prévues à
« l'art. 2.

« 4^o) Au cas où le Conseil de la Société des Nations
« déciderait à la majorité, qu'une intervention de sa
« part n'est pas utile, les gouvernements susdits exami-
« neront la question à nouveau, en s'inspirant du prin-
« cipe contenu dans le préambule de cette déclaration, à
« savoir que toute modification des frontières de l'Al-
« banie constitue un danger pour la *sécurité stratégique*
« de l'Italie. »

Sans doute, cette déclaration liquidait définitivement le traité de 1915 et subordonnait les interventions possibles de l'Italie, en Albanie, à l'autorisation et au contrôle du Conseil de la Société des Nations, mais il n'en constituait pas moins un incontestable succès pour l'Italie, exclue

un an plus tôt, par l'accord de Tirana, du territoire albanais.

§ 2 La Société des Nations

La Société des Nations n'avait pas attendu la décision de la Conférence des Ambassadeurs, pour admettre, dès le 17 décembre 1920, l'Albanie parmi ses membres.

Cette admission avait eu deux conséquences. En vertu de l'art. 10 du Pacte, la Société des Nations garantissait l'*indépendance du nouvel Etat* : « Les membres
« de la Société s'engagent à respecter et à maintenir
« contre toute agression extérieure l'intégrité territoriale
« et l'*indépendance politique* présente de tous les mem-
« bres de la Société ».

En même temps elle faisait reconnaître l'Albanie par *tous ses membres* (même par ceux qui n'avaient pas voté l'admission), car une élection *acquise à la majorité* oblige, en vertu du Pacte, *tous les membres* de l'Assemblée.

L'admission de l'Albanie à la Société des Nations avait eu également deux autres conséquences. On sait que la reconnaissance d'un Etat, autrefois discrétionnaire et individuelle, tend à devenir obligatoire et collective chaque fois qu'un organisme répond aux conditions nécessaires à la qualité d'Etat. Par leur vote, les membres de la Société des Nations avaient reconnu la qualité d'Etat à l'Albanie. Il devenait dès lors très difficile aux Etats *non membres de la Société* de refuser de reconnaître l'Albanie. Admise dans la Société des Nations, l'Albanie devait être agréée par la Société des Etats.

Enfin, la décision de Genève du 17 décembre 1920, liait la Conférence des Ambassadeurs : composée de

représentants de grandes Puissances qui avaient déjà voté l'admission de l'Albanie à la Société des Nations, elle ne pouvait pas ne pas reconnaître l'indépendance de l'Albanie.

Une seule objection avait été faite à l'admission de l'Albanie à la Société des Nations : c'était la non-fixation de ses frontières. L'art. 10 oblige bien les Etats membres à respecter et à maintenir l'intégrité territoriale des autres Etats, mais à condition que leur territoire soit connu. La Société des Nations, considérant que les Etats voisins étaient eux-mêmes membres de l'Assemblée, admit cependant l'Albanie parmi ses membres.

L'Albanie, reconnue dès le 17 décembre 1920 par la Société des Nations, se tourna tout naturellement vers elle comme vers sa protectrice naturelle.

Le 25 juin 1921, nous l'avons vu, le gouvernement de Tirana, au lieu de s'adresser à la Conférence des Ambassadeurs, dont la lenteur le décourage, porte l'affaire des différends de frontières devant le Conseil de la Société des Nations. Celui-ci décline la requête, la conférence des Ambassadeurs étant normalement saisie.

En octobre, lors de l'insurrection mirdite, l'Albanie adresse un nouveau recours à Genève, mais cette fois à l'Assemblée. Saisie des protestations contradictoires des gouvernements de Belgrade et de Tirana, celle-ci, nous l'avons vu répond par la double résolution du 3 octobre, renvoyant l'Albanie à la Conférence des Ambassadeurs, et invitant le Conseil à nommer une Commission de trois membres, chargée de vérifier l'exécution de la décision des Ambassadeurs.

Le 7 novembre, Lloyd George, sur la foi de nouvelles alarmantes, intervient à nouveau pour demander la

convocation du Conseil. Conformément à l'art. 16 du Pacte, les Puissances auront à convenir des mesures à prendre au cas où le gouvernement yougoslave se refuserait ou tarderait à exécuter les engagements pris par lui en signant le Pacte.

Cette démarche était pour le moins prématurée. La Yougoslavie, comme les autres Etats, s'était bien engagée à maintenir et à respecter l'intégrité de l'Albanie, mais les frontières albanaises n'étaient pas encore fixées (elles ne le seront que le 9). La Yougoslavie était donc accusée d'infractions *virtuelles*.

La décision de la Conférence des Ambassadeurs du 9 novembre 1921 donne une solution favorable à la thèse de l'Albanie. La Yougoslavie se soumet. Le 19 novembre, elle déclare consentir à évacuer les territoires envahis.

Le Conseil de la Société des Nations, réuni le 20 novembre, charge la Commission d'enquête, déjà partie en Albanie, de constater le retrait des troupes yougoslaves en-deça de la frontière provisoire, et de s'assurer qu'aucun secours du dehors n'entretient un mouvement local de nature à troubler la paix intérieure du pays.

Aucun des griefs de l'Angleterre contre la Yougoslavie, tendant à établir la complicité serbe dans l'insurrection mirdite, n'est retenu par le Conseil.

La Commission d'enquête arrive à Durazzo le 19 novembre, visite Tirana et Scutari (27 novembre). Elle constate que les troupes yougoslaves ont évacué la région frontière, en bon ordre et sans troubles sérieux, conformément à la décision de la Conférence des Ambassadeurs. L'agitation mirdite, définitivement réprimée, avait été en

grande partie factice : Marko Djoni, le principal instigateur, ne savait, paraît-il, ni lire ni écrire.

Dans son rapport général, daté du 19 avril 1922, et soumis le 12 mai suivant au Conseil (1), la Commission note « la haute autorité morale et le prestige dont « jouit en Albanie la Société des Nations ». Elle a entendu dire de toutes parts que « c'est à la Société des « Nations, que l'Albanie doit son indépendance et son « existence politique ». Lord Balfour, soulignant les bienfaisants effets de la Société, conclut : « Il n'y a pas « d'organisation, pas d'homme d'Etat, qui aurait pu « obtenir les résultats atteints par la Société des « Nations (2) ».

Ayant veillé sur l'indépendance naissante de l'Albanie, la Société des Nations contribue également à son développement.

Elle maintient pendant un certain temps en observation dans le pays, un membre de la Commission d'enquête, après que celle-ci eut terminé sa mission.

Le Comité financier envoie, en juillet 1922, un économiste luxembourgeois, le professeur Calmès, enquêter sur la situation économique du pays.

Cette enquête ne révèle rien de nouveau. Après avoir rappelé l'insuffisance des moyens de communication et de production, les difficultés économiques et financières de l'Albanie, le professeur Calmès propose un programme de construction de routes et de mise en valeur économique

(1) Voir l'analyse de ce document dans le « Rapport à la troisième Assemblée sur l'œuvre du Conseil », 3 juillet 1922.

(2) « Résumé mensuel des travaux de la Société des Nations », mai 1922, p. 106.

du pays, avec émission d'un emprunt et institution d'une banque dirigée par des étrangers.

L'Albanie ayant demandé à Genève un conseiller financier, la Société des Nations, désigne M. Hunger, ancien gouverneur à Batavia, qui part à Tirana avec un contrat de cinq ans.

M. Hunger envoie régulièrement, chaque trimestre, des rapports sur la situation financière du pays, et propose diverses mesures (création d'une Banque d'émission, d'une Cour des Comptes, etc....). Mais il ne tarde pas à se heurter à une certaine incompréhension de la part du gouvernement albanais. Celui-ci lui reproche de coûter cher aux finances publiques (environ 1.000 francs par jour) et, de plus, de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Etat. Des dépenses sont engagées sans son avis, des projets de loi présentés au Parlement sans qu'il ait été consulté (toutes mesures en contradiction avec les art. 4 et 5 de son contrat). Le 1^{er} mars 1924, son contrat est résilié par le gouvernement albanais.

La Société des Nations intervient également en 1922, dans l'affaire du monastère de Saint-Naoum.

La Conférence des Ambassadeurs, de 1920, se fondant sur le tracé adopté lors de la création de l'Albanie en 1913, avait, en 1921, attribué ce monastère à l'Albanie. La Cour de Justice internationale, saisie par le Conseil, tout en reconnaissant que la frontière albano-yougoslave, au point litigieux, n'avait peut-être pas été clairement définie en 1913, estima cependant que la décision de la Conférence des Ambassadeurs était définitive et ne prêtait pas à révision. Cet avis servit de base au règlement du différend, et le monastère fut définitivement attribué à

l'Albanie (celle-ci devait, en vertu d'un accord amiable, le céder à la Yougoslavie en 1925) (1).

En 1924, la Société des Nations intervient à nouveau, à l'occasion d'une famine de printemps, et lors du soulèvement de décembre qui devait chasser de Tirana Mgr Fan Noli. Mais la période d'assistance continue est passée.

En février 1928, l'Albanie adresse encore à la Société des Nations une demande d'intervention « urgente », en raison de la famine qui sévit dans le nord du pays. Mais, peu après, elle retire sa demande, sous prétexte qu'elle ne possède pas de représentant susceptible d'être envoyé à Genève (deux mois plus tard, elle n'en enverra pas moins M. Mehdi Frasheri plaider ses intérêts dans son litige avec la Grèce). Ce revirement est dû à l'intervention de l'Italie.

Les raisons qui ont poussé l'Albanie à se libérer de la tutelle de Genève sont assez nombreuses. D'abord, un certain manque de compréhension entre les délégués de la Société des Nations et le gouvernement albanais, faute d'affinités et de préparation suffisante. Puis, le désir de l'Albanie de manifester son indépendance, à l'égard même du plus désintéressé de ses protecteurs. Enfin, l'intervention, moins désintéressée, mais plus entreprenante de l'Italie qui se substituera progressivement à celle de la Société des Nations. L'Italie, à partir de 1925, va reprendre en Albanie une place prépondérante.

(1) « Affaire du Monastère de Saint-Naoum ». Avis consultatif n° 9 de la Cour de Justice internationale.

Avait plaidé respectivement : pour l'Albanie, la Yougoslavie et la Grèce : MM. Gidel, Spalaïkovitch et Capsambelis.

CHAPITRE IV

LES CRISES INTÉRIEURES

Généralités

La période qui s'étend de 1920 à 1924 a été pour l'Albanie une période d'agitations et de crises intérieures. Indépendamment de la révolution mirdite, de juin-octobre 1921, et des troubles de décembre 1924, elle a été marquée, du point de vue politique, par la succession de nombreux ministères et par le vote de la Constitution du 8 décembre 1922.

Cette période peut se diviser en deux phases : de décembre 1920 à décembre 1922, initiatives timides et tâtonnements ; de 1922 à 1924, politique plus active, mais encore gênée par les rivalités de personnes et de clans.

§ 1 La vie politique de décembre 1920 à décembre 1922

Le Parlement issu de l'Assemblée de Louchnia avait siégé du 27 mars au 19 décembre 1920. Lorsque l'Albanie eut été admise à la Société des Nations (17 décembre), le Haut-Conseil prononça sa dissolution. De nouvelles élections eurent lieu, à raison de un député pour 12.000 habitants, plus un député pour les émigrants d'Amérique.

Le nouveau Parlement se réunit en avril 1921. Le cabinet Elias bey Vrioni succède au ministre Suleiman bey Delvino, groupant tous les partis ; il dure de décembre 1920 à octobre 1921. Sous son gouvernement se placent deux faits importants : le soulèvement mirdite et l'échec d'une intervention turque en Albanie.

Le soulèvement mirdite avait, nous l'avons vu, commencé en juin 1921. En septembre, Marko Djoni proclame la « République indépendante mirdite » (18.000 habitants). Le Franciscain, Antoine Achikou, ministre des cultes de la « République », se fait à l'étranger l'avocat du mouvement. Mais, dès le mois de novembre, cette agitation, en grande partie factice, est terminée.

L'une des causes de la révolte avait été la présence, au sein du gouvernement, de certains ministres (tels Hodja Kadri, à la Justice, et Sahreddine bey, à la Guerre) qui parlaient à peine l'albanais, et que l'on accusait de préparer le retour de la domination turque (1).

De fait, vers cette époque, arrive à El Bassan le colonel turc Hamdi bey, chargé par Sahreddine bey de réorganiser l'armée albanaise.

De son côté le Ghazi Mustapha Kemal, enjoint aux officiers albanais de l'armée ottomane, de rentrer dans leur pays, afin de renforcer les cadres de l'armée créée par Hamdi bey. A l'Assemblée d'Angora, il déclare : « L'Albanie est un pays musulman ; il nous importe, par conséquent, d'employer toutes nos forces à assurer le succès des Albanais ». Les missions kémalistes sont accueillies plus que froidement et doivent bientôt quitter le

(1) Sahreddine bey était cet ancien ministre turc à Cettigné qui, en 1911, avait négocié au nom de l'Empire ottoman avec les Albanais révoltés.

pays devant l'hostilité grandissante. Cet essai d'intervention de la Turquie se termine donc par un échec ; les rapports albano-turcs demeureront assez tendus dans les années qui vont suivre.

En octobre 1921, un gouvernement homogène d'action nationale et démocratique, ayant à sa tête un orthodoxe, Pandeli Vangheli, succède au cabinet Elias bey Vrioni. Il dure deux mois. Le 23 décembre, Hassan bey Prichtina, ancien ministre d'Ismaël Kiemal forme un cabinet italophile, qui ne se maintient que trois jours. Le 26, il est remplacé par un nouveau ministère national et démocratique, dirigé par un musulman, ancien fonctionnaire turc, Djafer bey Upi. Ce ministère dure un an ; sous l'influence d'un de ses membres, Ahmed Zogou, il prépare le vote d'une nouvelle Constitution.

§ 2 Les Gouvernements de 1922 à 1924

Le 5 décembre 1922, Ahmed Zogou prend la direction du gouvernement. Avec lui une nouvelle période de l'histoire de l'Albanie va s'ouvrir.

Ses premiers collaborateurs sont :

Trois musulmans : Ismaël Haggy Tasati, ministre de la Guerre, ancien élève de von der Goltz à l'Ecole Militaire de Constantinople ; Seify Vluzamy effendi, ex-vétérinaire de l'armée turque, ministre des Travaux publics ; Redjeb bey Mitrovitsa, ministre de l'Instruction publique.

Deux orthodoxes : Pandeli Vangheli, ancien Président du Conseil, ministre des Affaires Etrangères ; Milto Tutulani, avocat de Bérat, ministre de la Justice.

Un catholique : Kolfatchi, ministre des Finances.

Le nouveau gouvernement a une majorité assez faible : 10 voix (44 députés pour ; 34 contre). Mais l'énergie d'Ahmed Zogou fait du parti gouvernemental une masse homogène, devant une opposition divisée.

Trois jours après son arrivée au pouvoir, Ahmed Zogou fait voter la nouvelle Constitution ; elle sera son premier instrument de domination.

La Constitution du 8 décembre 1922 dérive directement du Statut de Louchnia. Elle comprend 128 articles (dont quelques-uns encore en vigueur aujourd'hui). Le pouvoir exécutif appartient à un Conseil de régence de quatre membres, élus pour trois ans par le Parlement, et non rééligibles. Irresponsables, sauf en cas de haute trahison, ils commandent à la force armée, nomment les fonctionnaires, promulguent les décrets pour l'application des lois. Ils choisissent le Président du Conseil et nomment les ministres désignés par celui-ci.

Les ministres sont politiquement responsables devant le Parlement. Ils ne doivent être ni proches parents des membres du Conseil, ni parents entre eux.

Le Parlement se compose d'une Chambre unique, élue pour quatre ans. Il y a incompatibilité entre le mandat législatif et les emplois rétribués par l'Etat et les communes, ainsi qu'avec l'exercice actif d'une fonction religieuse.

L'albanais est la langue officielle. Il n'y a pas de religion d'Etat (art. 92) ; l'exercice de chaque culte est libre et garanti par la loi.

La question de la forme de l'Etat (monarchie ou république) et celle du choix de la capitale, sont réservées ; la future Chambre se prononcera sur ces deux points.

Ahmed Zogou commence par faire de Tirana la

capitale de l'Albanie, indiquant par là son intention de soustraire le gouvernement aux influences étrangères.

Les quatre membres du Conseil de régence, après la mise en application de la nouvelle Constitution, sont : deux musulmans (l'un sunnite, l'autre bektashi) : Djafer bey Upi, ancien président du Conseil, et Réfik bey Topia, de Tirana ; un orthodoxe : Satir Peci ; un catholique : Gion Ciobba, de Scutari.

En matière de politique extérieure, le nouveau gouvernement se montre d'abord irréductiblement nationaliste ; aussi ne tarde-t-il pas à se heurter à l'action sournoise des influences étrangères qui prennent appui près de certaines tribus et de leurs begs.

Sur le terrain national, Ahmed Zogou se déclare partisan d'une politique de réformes ; ce qui lui attire de vives inimitiés. Une opposition se forme. Elle comprend des musulmans, pour la plupart bektashis, attachés à l'obéissance au Cheik-ul-Islam, dont menace de la séparer la politique du gouvernement ; des orthodoxes du centre et du sud, principalement de la région de Gortcha ; enfin des catholiques, de Scutari. Trois associations la secondent : la « Klika », ligue d'officiers ; le « Vatra » (foyer), organisation nationaliste des émigrés d'Amérique, dont le siège est à Boston et la filiale à Gortcha (3.000 membres) ; le « Comité de Kossovo », de tendances panislamiques et antislaves.

Des insurrections éclatent : dans le nord, à l'instigation de Hassan bey Prichtina et de Baïram Tsour ; dans l'est (région d'El Bassan), à celle de Mufid beg. Ces tentatives sont réprimées, mais constituent néanmoins un grave danger pour le gouvernement.

Les élections constituanes ont lieu les 26 novembre

et 27 décembre 1923. Elles n'éclaircissent pas la situation. Le « parti populaire national » obtient 65 sièges sur 100 ; mais quoiqu'en majorité favorable au gouvernement, il compte cependant quelques ennemis personnels d'Ahmed Zogou. L'opposition groupe les « nationaux démocrates », dont le chef est Gourakoutchi, député catholique de Scutari, et le centre d'action, l'Albanie du nord.

La nouvelle Assemblée se réunit à Tirana le 21 janvier 1924, anniversaire de l'Assemblée de Louchnia. Ahmed Zogou est victime ce jour-là d'un attentat qui n'a pas de suites graves, mais qui montre néanmoins que les passions politiques ne désarment pas.

Un mois après, Avni Rustem (meurtrier d'Essad pacha), membre influent de l'opposition, considéré comme mêlé de très près à l'attentat du 21 janvier, est à son tour assassiné à Tirana. Mgr Fan Noli, Albanais d'Amérique, ancien chef de la Délégation albanaise à la Société des Nations, sera accusé de ce crime.

Le 23 février, Ahmed Zogou est l'objet d'un second attentat ; cette fois, il est blessé en plein Parlement.

Cette atmosphère de violences, et aussi la faiblesse de sa situation parlementaire, amènent Ahmed Zogou à se retirer en faveur de son futur beau-père, Chefket bey Vrlassi, qui, tout en partageant ses vues politiques, n'a pas sa réputation d'intransigeance (3 mars 1924).

L'opposition s'enhardit. Le 1^{er} juin 1924, elle obtient le remplacement de Chefket bey Vrlassi par Elias bey Vrioni, ancien président du Conseil. Mais la veille même de ce changement (31 mai), une insurrection éclate dans le nord à l'instigation d'un nommé Redjeb Chalja et de Baïram Tsour.

Les insurgés défont les réguliers et les tribus du

Mati attachées à Ahmed Zogou. Le sud, où ils paraissent avoir des alliés, se soulève à son tour. Devant ce péril la Chambre se décide à donner à Ahmed Zogou des pouvoirs dictatoriaux. Mais, déjà, il est trop tard. Tirana est encerclée. Ahmed Zogou résiste le temps nécessaire à ses partisans pour se mettre en sûreté, et franchit la frontière yougoslave accompagné de quelques fidèles.

Le 9 juin 1924, Mgr Fan Noli est nommé Président du Conseil à Tirana. Albanais d'Amérique et fondateur, en 1919, de la première communauté albanaise orthodoxe de Boston, il s'était fait conférer la prêtrise, à la suite du refus du clergé orthodoxe, par le métropolite russe de New-York.

Le métropolite n'ayant pas accepté de le nommer évêque, la communauté elle-même l'éleva à l'épiscopat, dont il ne reçut jamais l'investiture canonique. Nommé, en 1920, chef de la Délégation albanaise à la Société des Nations, il avait été élu, en 1921, représentant des Albanais d'Amérique au Parlement de Tirana. Il passait pour être assez favorable aux intérêts italiens.

A peine arrivé au pouvoir, il annonce son intention de gouverner avec un programme « européen » : parlementarisme, démocratie, lutte contre la féodalité, réforme agraire. Mais il ne tarde pas à abandonner ses idées de réforme et à se montrer plutôt soucieux de tirer vengeance de ses ennemis politiques.

Au point de vue international, il essaie, par des déclarations très libérales, de faire reconnaître le nouveau régime par les Etats voisins. La Yougoslavie se montre très réservée et limite ses rapports à ceux d'un voisinage correct. Outre qu'elle donne l'hospitalité à Ahmed Zogou, elle connaît les sentiments italophiles (et violemment

hostiles à la Serbie) des chefs du mouvement insurrectionnel. Son attitude devient encore plus prudente lorsqu'elle voit la Bulgarie envoyer près de Mgr Fan Noli un ancien chef de la presse au ministère des Affaires étrangères bulgare, qui avait été, au temps des Turcs, le chef d'une organisation bulgaro-macédonienne.

Le nouveau gouvernement ne tarde pas à négocier avec les Soviets l'installation d'une légation à Tirana. Cette initiative provoque les protestations des Grandes Puissances. La légation ne fonctionne que deux semaines, et le 18 décembre quitte l'Albanie.

Sur le terrain national, Mgr Fan Noli n'est pas plus heureux. Après avoir vanté les bienfaits du parlementarisme, il ordonne la dissolution de l'Assemblée nationale.

Le 12 décembre, une insurrection éclate dans la région de Scutari. Les insurgés accusent Mgr Fan Noli d'avoir ouvert l'Albanie à l'influence italienne. De son côté Mgr Fan Noli accuse Ahmed Zogou d'être à la solde du gouvernement yougoslave, et adresse à ce sujet une note à la Société des Nations. Ahmed Zogou dément cette accusation. La révolte s'étend rapidement et gagne Alesio. Une seconde insurrection éclate dans la région de Valona. La capitale est à nouveau assiégée. Mgr Fan Noli se réfugie à Durazzo et de là gagne l'Italie. Le 24 décembre, Ahmed Zogou rentre en triomphateur à Tirana. Une nouvelle phase de l'histoire de l'Albanie va commencer.

TROISIEME PARTIE

L'ALBANIE CONSTITUTIONNELLE

(1924-1934)

CHAPITRE I

LA DICTATURE RÉPUBLICAINE ET L'ORIENTATION ITALIENNE

Généralités

À partir du moment où Ahmed Zogou reprend le pouvoir, l'Albanie entre dans une période de calme constitutionnel. Ahmed Zogou, comme Président de la République d'abord, puis comme Roi des Albanais, maintient la stabilité gouvernementale. Sous le régime républicain comme sous le régime monarchique, son but reste le même : assurer la grandeur et la prospérité de l'Albanie en obtenant de l'étranger (Italie) l'aide matérielle dont elle a besoin. Le but poursuivi par Ahmed Zogou, ne sera pleinement atteint que sous le régime monarchique.

§ 1 La dictature républicaine

Déjà au mois de juin 1924, les pouvoirs dictatoriaux avaient été accordés à Ahmed Zogou ; mais, à cette époque, l'émeute grondait aux portes de Tirana, et Ahmed Zogou, sans avoir eu le temps de lutter, avait dû se réfugier en Yougoslavie.

À partir de 1925, tous les efforts d'Ahmed Zogou vont tendre à affermir son autorité.

Le Parlement ayant été dissout par Mgr Fan Noli, Ahmed Zogou réunit à Tirana, le 21 janvier 1925, une nouvelle Assemblée nationale, et lui soumet une demande en révision de la Constitution. Celle-ci est votée, et promulguée le 7 mars. Elle introduit en Albanie le régime républicain (1).

Aux termes de cette Constitution, le Président de la République est élu pour sept ans par l'Assemblée nationale. Il est, en même temps, chef du gouvernement. Il peut dissoudre la Chambre sur l'avis conforme du Sénat, a un droit d'intervention dans le vote des lois. Il est chef suprême de l'armée, nomme et révoque tous les fonctionnaires, exerce le droit de grâce. Il représente l'Etat dans les relations extérieures, déclare la guerre avec l'assentiment des Chambres (sauf en cas de guerre défensive), conclut la paix. Il proclame l'état de siège sous réserve de ratification par les Chambres.

L'Assemblée nationale (Mhledihja) se compose de deux Chambres. La Chambre des députés compte 42 membres, élus pour trois ans au suffrage indirect. Le Sénat comprend 18 membres, dont six nommés pour six ans par le Président et douze élus par le peuple. La Chambre peut être dissoute par le Président sur l'avis conforme du Sénat. Si la nouvelle Chambre maintient la résolution prise par la précédente, cette résolution a force de loi.

Le 1^{er} février, Ahmed Zogou est élu Président de la République et dissout l'Assemblée nationale. De nouvelles élections ont lieu. D'après le nouveau système électoral chaque commune désigne dix hommes qui se rendent au chef-lieu de préfecture où a lieu, au second degré, l'élec-

(1) Dareste : « Les Constitutions modernes ». Europe, Tome III, pp. 38 et suivantes.

tion des députés. Ce mode de scrutin, dans un pays en grande majorité illettré, permet à Ahmed Zogou de se constituer un Parlement docile.

Les adversaires du nouveau régime sont mis en demeure d'émigrer. Mgr Fan Noli se réfugie en Italie, puis à Vienne. Gourakoutchi, député de Scutari, l'un des chefs du parti catholique et membre influent de l'opposition, se retire à Bari, où il est assassiné. Les chefs de la « Klika » : Tatsati, Kiasim-Katsouli, Mustapha Maksout, s'enfuient à l'étranger.

Un Parlement docile, un ministère soumis, une garde de dix mille hommes, vont permettre à Ahmed Zogou de rénover l'Albanie.

Comme au moment de sa première présidence, Ahmed Zogou a à choisir entre deux méthodes.

La première, temporisatrice, procède par étapes ; elle vise, avant tout, à développer la conscience nationale, et à réaliser ensuite, plus lentement, la mise en valeur matérielle de l'Albanie.

La seconde, au contraire, est plus radicale. Elle tend à l'*européanisation* rapide du pays, à la transformation brutale de la mentalité de ses habitants.

C'était cette seconde méthode qu'Ahmed Zogou avait choisie en 1922 ; c'est celle qu'il reprend en 1925. Mais, comme en 1922, certaines de ses réformes, choquant la mentalité des Albanais, ne vont pas tarder à soulever contre lui une vive opposition.

La réforme agraire, en particulier, dirigée contre l'influence séculaire des begs, lui attire bientôt de vives inimitiés.

Au mois de novembre 1926, une insurrection éclate en Albanie du nord. Les causes de ce soulèvement sont

multiples : réactions contre les tentatives de centralisation du gouvernement de Tirana, intrigues d'hommes politiques en disgrâce, comme Malo bey Boushatli, ancien gouverneur de Scutari ; beys qui font d'Ahmed Zogou l'adversaire des catholiques et des begs. Ahmed Zogou est accusé de viser à l'hérédité de ses fonctions.

A la différence des révoltes précédentes, certaines tribus catholiques refusent de se soulever. Celle des Mir-dites, en particulier, reste fidèle à Tirana ; Marko Djoni met deux mille volontaires à la disposition du chef de la gendarmerie de Pichkopeïa.

Ahmed Zogou envoie en Albanie du nord les troupes dont il dispose.

Pour la première fois dans l'histoire de l'Albanie, le gouvernement, au lieu de tenter un compromis avec les rebelles, oppose la force publique à la sédition ; c'est un indice de la consolidation de l'Etat. Les insurgés, de leur côté, adressent au préfet de Scutari une lettre où ils déclarent lutter, non « contre la forme du régime », mais « pour les droits régionaux de l'Albanie septentrionale ». L'emploi de cette expression montre que la notion d'Etat commence à se substituer, dans les esprits, à l'idée de clan.

Des rencontres assez vives ont lieu entre les troupes régulières et les Doukadjines aux environs de Pouka. Elles se terminent à l'avantage du gouvernement. Mais le trésor est vide ; et Ahmed Zogou, n'ayant plus près de lui les troupes qui le protègent, craint pour le régime. C'est dans ces conditions que, le 27 novembre 1926, il signe à Tirana un pacte d'amitié et de sécurité avec l'Italie.

Ce traité, grâce aux subsides reçus, va permettre à

Ahmed Zogou de triompher du soulèvement de l'Albanie septentrionale.

§ 2 L'orientation italienne

Les gouvernements albanais qui, avant Ahmed Zogou, s'étaient appuyés sur l'étranger, avaient été rapidement balayés par l'insurrection populaire. C'est en se montrant lui-même farouchement hostile aux influences étrangères qu'A Ahmed Zogou était parvenu, en 1924, à renverser Mgr Fan Noli.

Redevenu maître de l'Albanie, Ahmed Zogou parut, tout d'abord, vouloir persévérer dans cette attitude. Mais, très rapidement, il se rendit compte que pour affermir sa situation, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, et mettre à exécution son programme de réformes, il avait absolument besoin d'une aide étrangère.

Deux Etats pouvaient lui fournir cet appui : l'Italie et le nouveau Royaume serbe. Une fois de plus, la rivalité italo-yougoslave, provisoirement apaisée par la reconnaissance de l'indépendance de l'Albanie, va opposer les deux Etats. La politique de pénétration italienne en Albanie entre dans sa seconde phase.

1. Les prétentions italiennes. — L'Italie, depuis 1920, n'avait, à aucun moment, renoncé à ses prétentions sur l'Albanie. Au lendemain du Pacte de Tirana, qui consacrait la ruine de ses ambitions, elle avait obtenu de la Conférence des Ambassadeurs, la Déclaration du 9 novembre 1921, qui lui reconnaissait en Albanie, à défaut d'intérêts économiques et politiques, des intérêts d'ordre *stratégique*. La politique de l'Italie, à partir de 1921, va tendre à développer les avantages qui lui ont été consentis

par les Puissances, et à établir sur l'Albanie un protectorat, d'ordre d'abord exclusivement *économique*, puis bientôt *politique*.

L'atmosphère de troubles et de violences qui règne en Albanie, de 1920 à 1924, est éminemment favorable aux entreprises italiennes.

En décembre 1921, un cabinet italophile se forme sous la présidence de Hassan bey Prichtina. Mais la lutte avec l'Italie est encore trop récente, et le sentiment populaire trop hostile, pour que l'influence italienne puisse s'exercer d'une façon durable. Le 26 décembre, trois jours après sa formation, le cabinet est renversé.

La politique de l'Italie à l'égard de la Yougoslavie paraît entrer dans une phase nouvelle lorsque, le 27 janvier 1924, M. Mussolini signe avec le gouvernement yougoslave un pacte d'amitié et de collaboration cordiale. Aucun engagement écrit n'est pris au sujet des affaires albanaises, mais, au cours de divers entretiens, les deux gouvernements conviennent de considérer l'indépendance de l'Albanie comme un postulat commun de leur politique extérieure.

En juin 1924, éclate en Albanie l'insurrection qui chasse Ahmed Zogou du pouvoir. Le 7, la Yougoslavie et l'Italie, se fondant sur les échanges de vues du mois de janvier, font paraître une déclaration de désintéressement à l'égard des troubles dont l'Albanie est le théâtre. Le 9, Mgr Fan Noli est nommé Président du Conseil à Tirana. Son attitude, nous l'avons vu, nettement italophile, accroît l'influence italienne en Albanie. Mais ses fautes l'obligent, en décembre 1924, à s'enfuir à son tour en Italie. Par une note officielle, les gouvernements italien et yougoslave avaient fait connaître qu'ils s'en tenaient à leur précédent

accord « sur la nécessité de considérer comme une affaire « exclusivement d'ordre intérieur, tout événement qui « pourrait surgir parmi les partis dans la politique intérieure de l'Albanie ».

Le retour au pouvoir, en décembre 1924, d'Ahmed Zogou, alors violemment hostile à l'Italie, paraît un moment favoriser la politique yougoslave. Mais, à partir de 1925, le succès de l'Italie va s'affirmer.

2. La politique yougoslave. — En face des prétentions italiennes, la politique yougoslave est d'une grande simplicité.

Fidèle à sa politique, qui est de faire échec aux entreprises italiennes, la Yougoslavie, depuis la Conférence de la Paix, avait aidé l'Albanie à acquérir son indépendance. Le 17 décembre 1920, elle vote l'admission de l'Albanie à la Société des Nations. Le 9 novembre 1921, quoique lésée dans la question de ses frontières, elle se soumet à la décision de la Conférence des Ambassadeurs qui reconnaît l'indépendance de l'Albanie.

La Déclaration annexe de la Conférence des Ambassadeurs du 9 novembre 1921, reconnaissant à l'Italie des intérêts stratégiques en Albanie, compromet à nouveau l'équilibre balkanique. La Yougoslavie refuse d'adhérer à cette décision, montrant par là que son unique préoccupation est le maintien du statu quo en Albanie.

L'accord italo-yougoslave du 27 janvier 1924 confirme cette politique.

La déclaration concertée de Rome et de Belgrade, le 7 juin 1924, est considérée par la Yougoslavie comme une renonciation, de la part de l'Italie, aux droits qu'elle tenait de la Conférence des Ambassadeurs.

Cette déclaration est renouvelée en décembre 1924.

Les événements ne devaient pas tarder à montrer au gouvernement de Belgrade qu'il s'était trompé dans son interprétation : l'Italie, moins que jamais, était décidée à renoncer à ses prétentions.

3. L'attitude d'Ahmed Zogou. — Ahmed Zogou, nous l'avons vu, en arrivant pour la seconde fois au pouvoir en décembre 1924, se montre tout d'abord violemment hostile à l'Italie. La lutte qu'il vient de mener contre le gouvernement de Mgr Fan Noli lui en fait d'ailleurs un devoir. Ses sympathies vont à la Yougoslavie où, en juin 1924, il a trouvé un asile, et qui l'a moralement, sinon matériellement, aidé dans sa lutte pour reprendre le pouvoir. Cependant la nécessité pour Ahmed Zogou de se procurer l'argent nécessaire au développement de l'Albanie, et à son maintien au pouvoir, ne va pas tarder à modifier complètement ses sentiments au profit de l'Italie (1).

4. Les premières réalisations italiennes. — Déjà, au cours de la lutte contre Mgr Fan Noli, Ahmed Zogou avait envoyé à Rome son futur beau-père, Chefket bey Vrlassi, pour négocier en son nom avec le gouvernement de M. Mussolini. La nature de cette négociation est naturellement demeurée secrète, mais il est permis d'y voir

(1) Dès 1923, Ahmed Zogou aurait donné les raisons de ses préférences en faveur de l'Italie : « Je crains une Italie faible, je ne crains pas une Italie forte... Une Italie forte, c'est une Italie « qui désire une Albanie aussi grande que possible, une Albanie « organisée, indépendante. *L'Albanie deviendra pour l'Italie ce qu'est « la Belgique pour l'Angleterre.* Nous sommes un peuple occidental « et nous avons besoin de nous imprégner de culture occidentale. « C'est pourquoi nous avons tout à gagner et peu à perdre, en renforçant nos relations avec l'Italie, pourvu que celle-ci soit forte. Cela « a l'air d'un paradoxe et c'est cependant la vérité ».

D'après J.-S. Barnes : « Ahmed Zogou, King of the Albanians », The English review, mars 1929.

la raison pour laquelle l'Italie n'intervient pas, à cette date, pour maintenir au pouvoir Mgr Fan Noli.

Le 12 mars 1925, est signé à Tirana une convention accordant aux chemins de fer de l'Etat italien le monopole des recherches et de l'exploitation des pétroles, bitume, gaz naturel et roches asphaltiques sur une superficie de cinquante mille hectares (1).

En septembre 1925, est fondée la Banque nationale d'Albanie dont le siège est à Rome. Deux Italiens, deux Albanais en assurent la direction ; mais le président, dont la voix est prépondérante, est Italien. Les banques italiennes possèdent 320.000 actions sur 595.000, ce qui met la Banque d'Albanie sous leur contrôle.

Le 7 novembre 1925, est conclu entre l'Italie et l'Albanie un traité de commerce et de navigation. L'Italie obtient le monopole exclusif du cabotage et du transport des passagers et des marchandises dans la mer Adriatique.

Le 3 avril 1926, la « Gazette Officielle » d'Italie publie un décret royal autorisant la « Svea » (Società per lo Sviluppo economico del l'Albania) à émettre des bons pour la réalisation d'un grand programme de travaux publics en Albanie. La Svea consent au ministre des Finances d'Albanie un prêt de cinquante millions de francs-or, remboursable, en quarante ans, au total de soixante et onze millions. L'intérêt officiel est de sept et demi pour cent ; en réalité, avec les frais, il atteint treize pour cent. L'Albanie doit payer huit millions de francs-or par an. Les recettes seront fournies par des taxes sur les tabacs et les allumettes, que les Italiens encaisseront directement. Les fonds déposés à la « Banca di Credito italiano »

(1) L'Angleterre interviendra par la suite et fera accorder des concessions à la « Standard Oil » et à « l'Anglo-Persian ».

seront utilisés par des groupes italiens qui décideront des travaux à exécuter (1).

L'année 1926 est celle de la main-mise définitive de l'Italie sur l'Albanie. La direction des Travaux Publics est confiée à un ancien chef de la section du génie au ministère de la Guerre italien. 111 kilomètres de routes sont construits en 1925, 240 en 1926. Des ponts sont construits sur les rivières et les ravins (celui de Mati a 480 mètres). Dans un pays sillonné de sentiers de chèvres, les entreprises italiennes ouvrent de larges chaussées pour automobiles. Mais ces routes sont toutes tracées dans un but stratégique ; elles convergent vers la frontière yougoslave (routes de Scutari à Pouka et Lioum-Koula ; de Milotti à Dibra, par le Mati ; de Tirana à El Bassan et Pogradets ; de Koplik à Shkreli et à la région des Klementi).

L'aviation elle-même entre en jeu. « L'Adria aero Lloyd », société italienne, dont le siège est à Tirana, établit un service aérien de Tirana vers Valona, Gortcha et Scutari. Le 23 avril 1928, une ligne aérienne Brindisi-Valona est inaugurée.

Le port de Durazzo est aménagé et transformé, de façon à permettre le débarquement des troupes, et leur acheminement direct par voie ferrée vers l'intérieur. Une voie de vingt mètres éventre la ville, se dirigeant vers Tirana. Le golfe de Valona est fortifié, les ouvrages de l'île de Sasseno complétés. Tirana est transformée. Un architecte italien trace un plan monumental pour les Ministères, la Chambre, le Sénat, la Préfecture, la Banque

(1) D'après la « New-York Herald Tribune », citée par « Le Matin » du 6 janvier 1927.

nationale, le Palais de Justice, l'Hôtel de Ville. Aux travaux d'assèchement de la région de la Musachia, dix millions de francs-or sont consacrés.

Une mission militaire, composée d'un général et de quatre-vingts officiers, est chargée de réorganiser l'armée albanaise. Des milliers de fusils et de mitrailleuses, des canons de campagne, sont introduits en Albanie. Tous les élèves de l'Ecole militaire albanaise sont envoyés en Italie.

5. Le conflit diplomatique. — Cette situation ne pouvait se prolonger indéfiniment sans attirer l'attention de la Yougoslavie.

Le gouvernement yougoslave avait mis un certain temps à s'apercevoir de l'évolution d'Ahmed Zogou. Malgré l'interminable litige du monastère de Saint-Naoum, les relations étaient restées assez bonnes entre les deux Etats.

Le 5 août 1925, le monastère est cédé par l'Albanie à la Yougoslavie, grâce à l'intervention personnelle d'Ahmed Zogou.

Le 22 juin 1926, un traité de commerce, doublé d'une convention consulaire et de navigation, est signé entre les deux Etats. Un projet de dessèchement en commun du lac de Scutari est même envisagé, afin de remédier à la crise que traversent le Monténégro et l'Albanie du Nord.

Cependant, vers la même époque, un journal de Belgrade publie une série d'articles retentissants qui démontrent que l'Albanie est en train de glisser sous la tutelle italienne (1).

(1) Journal « Politika » de Belgrade : « L'Italie en Albanie » ; la métamorphose d'Ahmed beg.

Le conflit était inévitable ; il n'allait pas tarder à éclater.

Le 24 juin 1926, deux jours après la signature du traité de commerce alban-yougoslave, le ministre d'Italie à Tirana, M. Aloisi, présente au gouvernement albanais, au nom du gouvernement italien, une invitation à adhérer à la Déclaration de la Conférence des Ambassadeurs du 9 novembre 1921.

Ahmed Zogou, pris au dépourvu, fait répondre au diplomate que le gouvernement albanais ne voit pas de motif de donner cette adhésion : l'Albanie est membre de la Société des Nations, elle trouve dans cette situation une garantie suffisante de son indépendance. En même temps, il avise de la démarche italienne les ministres de Yougoslavie, de France et d'Angleterre à Tirana, ce qui provoque une vive alerte diplomatique.

L'Angleterre, soucieuse de maintenir l'équilibre dans le bassin adriatique, fait demander à Rome des explications sur la démarche du baron Aloisi. M. Mussolini, désireux de son côté de ménager l'opinion britannique, répond que son ministre a outrepassé les instructions reçues. Le baron Aloisi est rappelé en Italie.

La pénétration italienne en Albanie ne pouvait s'exercer plus avant sans le consentement de l'Angleterre. Aussi M. Mussolini s'employa-t-il à obtenir ce consentement. Dans ses entretiens de Livourne avec sir Austen Chamberlain (30 septembre 1926), il obtint vraisemblablement, en échange de l'abandon des revendications italiennes sur la Savoie, le comté de Nice, la Corse et la Tunisie, de diriger l'expansionnisme italien vers le sud-ouest de l'Europe.

En s'écartant de la politique traditionnelle de l'An-

gleterre, sir Austen Chamberlain accordait à l'Italie la liberté qu'elle demandait.

Peu de temps après, le baron Aloisi retourne en Albanie, muni d'instructions beaucoup plus précises que celles du mois de juin.

Le soulèvement de l'Albanie septentrionale, de novembre 1926, avait, à cette époque, considérablement affaibli la situation d'Ahmed Zogou. Le trésor était vide, les troupes loin de Tirana, occupées à combattre les rebelles. C'est dans ces conditions que, sans consulter personne, Ahmed Zogou signe, le 27 novembre 1926, le premier Pacte de Tirana.

Voici le texte de cette convention :

« L'Italie et l'Albanie, en vue de resserrer les
« rapports réciproques d'amitié et de sûreté au sujet de
« leur situation géographique et de contribuer au ren-
« forcement de la paix, poussées par le désir de *maintenir*
« *le statu quo politique, juridique et territorial de*
« *l'Albanie* dans le cadre des traités et du pacte de la
« Société des Nations, ont décidé de conclure ce pacte
« d'amitié et de sûreté.

« *Art. 1.* — L'Albanie et l'Italie reconnaissent que
« toute perturbation dirigée contre le statu quo poli-
« tique, juridique et territorial de l'Albanie est contraire
« à leur réciproque intérêt politique.

« *Art. 2.* — Pour la sauvegarde de cet intérêt, les
« Hautes Parties Contractantes s'engagent à se prêter
« un mutuel appui et une collaboration cordiale ; elles
« s'engagent également à ne pas conclure avec d'autres
« Puissances des accords politiques ou militaires préju-
« diciables aux intérêts de l'autre partie.

« *Art. A.* — Les Hautes Parties Contractantes s'en

« gagent à soumettre à une procédure spéciale de conciliation et d'arbitrage les questions qui pourraient les diviser et qui n'auraient pu être résolues par la procédure diplomatique ordinaire. Les modalités de cette procédure de règlement pacifique feront l'objet d'une convention spéciale qui sera conclue dans le plus bref délai.

« Art. 4. — Ce pacte aura une durée de cinq années et pourra être dénoncé ou renouvelé un an avant l'échéance.

« Art. 5. — Ce pacte sera ratifié et enregistré auprès de la Société des Nations. Les instruments de ratification seront échangés à Rome. »

Le pacte du 26 novembre 1926 était gros de conséquences, aussi bien du point de vue de l'Albanie, que du point de vue international.

Du point de vue de l'Albanie, la garantie « du statu quo juridique et politique », « l'appui mutuel », la « collaboration cordiale » que se promettaient les deux gouvernements, permettaient à l'Italie toutes les ingérences. La clause de réciprocité qui unissait un Etat de un million d'habitants à une nation de quarante millions d'âmes, montrait trop de disproportion entre les forces en présence.

Du point de vue international, le danger était grand, car la présence de l'Italie en Albanie rompait l'équilibre balkanique auquel la Yougoslavie est attachée par-dessus tout.

Le pacte de Tirana était, d'autre part, en opposition formelle avec le traité d'amitié et de collaboration cordiale signé le 27 janvier 1924 entre la Yougoslavie et l'Italie,

et confirmé en juin et décembre de la même année. Le gouvernement de Belgrade était mis en présence du fait accompli, sans avoir été ni prévenu ni consulté.

Le pacte de Tirana contrevenait également d'une façon très nette aux stipulations de la Déclaration de la Conférence des Ambassadeurs du 9 novembre 1921. Cette Déclaration faisait de l'Italie un agent *éventuel* d'exécution de la Société des Nations ; son intervention était subordonnée à l'autorisation du Conseil et des autres Puissances signataires (Angleterre, France, Japon). A l'encontre de cette Déclaration, le Pacte de Tirana dépose les grandes Puissances du droit de juger si l'intervention italienne est nécessaire, et étend, d'autre part, cette intervention, du simple maintien *de l'intégrité et de l'indépendance de l'Albanie*, au maintien de son statut *politique et juridique*.

Enfin, par le pacte de Tirana, la souveraineté de l'Etat albanais était à ce point aliénée que l'on pouvait se demander si l'Albanie répondait encore aux conditions nécessaires aux Etats pour faire partie de la Société des Nations.

Un nouveau conflit diplomatique ne pouvait manquer d'éclater.

Dès que le Pacte fut connu, le ministre de Yougoslavie à Tirana, M. Yeftitch, protesta auprès d'Ahmed Zogou, rappelant que Rome et Belgrade avaient pris l'engagement de ne point signer d'accord secret avec une tierce Puissance et de ne jamais s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Albanie. La démarche n'eut aucun succès.

Le 5 décembre, le baron Aloisi envoie à Hussein bey Vrioni, ministre des Affaires étrangères d'Albanie,

une note où il est rappelé que le pacte « est essentiellement un facteur de paix », et spécifie qu'une intervention italienne ne pourra avoir lieu qu'au cas où le gouvernement albanais la demandera. Le 6, le ministre des Affaires étrangères de Yougoslavie, M. Nintchitch, donne sa démission (1). Le 10, le traité est ratifié par le Parlement albanais, malgré une nouvelle et pressante démarche du chargé d'affaires yougoslave, qui montre le danger auquel le Pacte exposerait la paix de l'Europe le jour où l'Italie serait amenée à débarquer des troupes en Albanie.

Le 8 février 1927, le Pacte est communiqué à Genève aux fins d'enregistrement.

L'accord de Tirana excluait certainement la Déclaration de la Conférence des Ambassadeurs du 9 novembre 1921. Mais, en vertu de l'art. 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général ne peut s'opposer à l'enregistrement d'un acte, même s'il le juge en contradiction avec des engagements antérieurs : l'enregistrement n'est qu'une formalité, destinée à donner une plus grande publicité aux accords survenus entre Etats. Seul, le Conseil est compétent, mais il faut qu'à l'occasion de l'enregistrement, son attention soit attirée, par un des membres de la Société, sur les dérogations apportées aux dispositions du Pacte. Or, personne ne protesta. La Yougoslavie n'était pas qualifiée pour intervenir, puisqu'elle n'avait pas signé la Déclaration du 9 novembre 1921, et ne l'avait même pas reconnue. Des trois Puissances signataires, l'Angleterre s'était trop engagée aux entretiens de Livourne pour revenir sur sa décision ; la France, pour des raisons diplomatiques (tension franco-italienne), préféra s'abstenir ;

(1) Il a exposé les raisons de son départ dans un article, « La tension adriatique », paru dans la Revue des Vivants de mai 1927.

quant au Japon, il se désintéressait complètement de la question. Le Pacte de Tirana fut donc enregistré à Genève sans difficulté.

Toutefois, les autres nations balkaniques se montrent d'accord avec la Yougoslavie. Au début d'avril 1927, le ministre des Affaires étrangères hellénique souligne la communauté d'intérêts de la Grèce et de la Yougoslavie dans la question du nouveau pacte italo-albanais. « Nous « désirons sincèrement l'intégrité complète de l'Albanie... « Toute velléité de s'imposer dans les affaires purement « intérieures de l'Albanie ne laisse pas la Grèce indiffé- « rente... L'Albanie aux Albansais, comme les Balkans aux « Balkaniques : voilà le mot d'ordre qui peut donner le « calme à ce coin de l'Europe orientale, si tourmenté « depuis de longs siècles ».

Le 26 avril, en réponse aux bruits selon lesquels la Conférence de la Petite-Entente, réunie à Jachimov, aurait envisagé la proclamation d'une sorte de « doctrine de Monrœ » excluant toute intervention étrangère dans les Balkans, M. Mussolini et le général Gemil-Dino, ministre d'Albanie à Rome, conviennent, par un échange de notes, que les deux gouvernements ne prendront part à aucune négociation avec une tierce Puissance visant l'interprétation ou l'extension du Pacte de Tirana, ou même simplement susceptible d'affecter les rapports italo-albanais, avant de s'être préalablement consultés et mis d'accord.

Un incident montre, à ce moment-là, combien sont tendus les rapports entre la Yougoslavie et l'Albanie. Le 27 mai 1927, les autorités albanaises font arrêter le drogman de la légation yougoslave sous l'inculpation de « complot contre la sûreté de l'Etat ». En fait, une lettre interceptée avait prouvé qu'il s'intéressait de très près

aux introductions d'effectifs italiens en Albanie. Le 1^{er} juin, le chargé d'affaires yougoslaves remet au gouvernement albanais une note exigeant la mise en liberté immédiate du drogman. Le 6, l'affaire est portée devant la Société des Nations. Le 16, le gouvernement yougoslave rompt les relations diplomatiques.

Les Grandes Puissances s'émeuvent. Le 24, l'Angleterre, l'Allemagne, la France et l'Italie proposent le compromis suivant : mise en liberté immédiate du drogman ; retrait de certains termes jugés offensants dans la note yougoslave du 1^{er} juin.

Ce compromis est accepté ; le drogman est remis en liberté. Mais, le 14 octobre, le meurtre, en Albanie, de Tséna beg, ancien ministre d'Albanie à Belgrade et à Prague, en suscitant de nouvelles polémiques, montre que l'apaisement ne s'est pas produit.

Le Pacte de Tirana du 27 novembre 1926, avait été pour l'Italie un magnifique succès. Mais, pour des raisons de politique extérieure (nécessité d'une réplique au pacte franco-yougoslave de 1927), M. Mussolini chercha à resserrer davantage encore les liens qui unissaient l'Italie à l'Albanie.

Le 22 novembre 1927 est signé à Tirana un traité d'*alliance défensive*, conclu pour vingt ans, complétant et renforçant l'accord passé l'année précédente.

Ce second pacte de Tirana, « reconnaissant les
« avantages résultant d'une étroite collaboration entre
« les deux Etats, et réaffirmant que l'intérêt et la sécurité de l'un sont réciproquement liés à l'intérêt et à la
« sécurité de l'autre », renferme les stipulations suivantes :

« *Art. 1.* — Tous les traités antérieurs conclus entre
« les deux Hautes Parties Contractantes après l'admission
« de l'Albanie dans la Société des Nations (1) seront
« exactement et fidèlement observés dans les limites éta-
« blies par le texte des traités mêmes, de façon qu'il
« existera une amitié sincère et parfaite entre les deux
« peuples et entre les deux gouvernements, ainsi qu'une
« assistance réciproque, étant entendu que chacune des
« Hautes Parties soutiendra les intérêts et les avantages
« de l'autre avec le même zèle qu'elle emploie pour sou-
« tenir les siens.

« *Art. 2.* — Il y aura une alliance défensive inalté-
« ble entre l'Italie d'une part, et l'Albanie de l'autre,
« pour vingt ans. Elle pourra être dénoncée au cours de
« la dix-huitième année de sa durée. Si cette dénonciation
« n'a pas lieu, elle sera tacitement renouvelée pour une
« période égale.

« Les deux Hautes Parties Contractantes emploie-
« ront toute leur attention, tous leurs moyens, pour
« garantir la sécurité de leurs Etats, et pour leur défense
« et leur sauvegarde en cas d'attaque extérieure.

« *Art. 3.* — En conséquence des engagements assu-
« més, les Hautes Parties Contractantes agiront d'accord
« pour le maintien de la paix et de la tranquillité, et dans
« le cas où une des Parties serait menacée par une guerre
« non provoquée par elle-même, l'autre Partie emploiera
« tous les moyens les plus efficaces, non seulement pour
« prévenir les hostilités, mais aussi pour assurer une juste
« satisfaction à la Partie menacée.

« *Art. 4.* — Quand tous les moyens de conciliation

(1) Ce qui exclue l'accord de Tirana du 2 août 1920.

« auront été épuisés en vain, chacune des Hautes Parties
« s'engage à suivre le sort de l'autre en mettant à la dispo-
« sition de son alliée toutes ses ressources militaires,
« financières, et de toute autre nature, capable de l'aider
« à surmonter le conflit, si, naturellement, ce concours a
« été demandé par la Partie menacée.

« Art. 5. — Pour toutes les suppositions prévues
« par l'art. 4, les deux Hautes Parties Contractantes s'en-
« gagent à ne pas conclure ni entamer de pourparlers de
« paix, d'armistice ou de trêve, sans un accord commun.

« Art. 6. — Le présent traité a été signé en quatre
« textes originaux, dont deux en langue italienne et deux
« en langue albanaise, qui font également foi.

« Art. 7. — Le présent traité sera ratifié, et ensuite
« enregistré à la Société des Nations. Les instruments de
« ratification seront échangés à Rome. »

A ce traité étaient annexées deux lettres échangées entre le ministre d'Italie à Tirana et le ministre des Affaires étrangères d'Albanie, et faisant partie intégrante du traité. Ces lettres précisait qu'en cas de conflit engageant les deux pays, le commandement en chef des troupes en Albanie serait confié au commandant des troupes albanaises, et le commandement des troupes en Italie au commandant suprême des forces italiennes.

Le 28 novembre 1927, le traité est ratifié par la Chambre albanaise, et le 30 par le Sénat. En Italie, il est approuvé le 3 décembre à la Chambre, et le 14 au Sénat.

La date choisie pour la signature du nouveau Pacte, au lendemain du traité franco-yougoslave, et le bruit de la conclusion imminente d'un accord analogue avec la Hongrie, montrent que le gouvernement italien cherche, à

ce moment-là, à édifier en Europe orientale un système nouveau destiné à contrebalancer l'influence de la France et de la Petite-Entente.

Le Bureau de Presse albanais déclara en publiant le texte de l'accord qu'il était « calqué sur les traités « d'alliance conclus depuis deux siècles entre la Grande-Bretagne et le Portugal ».

A la Chambre italienne, M. Andrea Torre, rapporteur, présenta le traité comme un document de clarté et de paix. Au Sénat, M. Schanzer, ancien ministre des Affaires étrangères assura, que le traité « n'impliquait pas un « protectorat italien sur l'Albanie ». Le « *Messagero* » ajouta qu'il sanctionnait le rôle de l'Italie en tant que « gardienne jalouse de l'indépendance et de la souveraineté de l'Albanie ».

Cet accord, cependant, consacrait et complétait le droit d'établissement que l'Italie, par le traité du 27 novembre 1926, s'était attribué sur le sol albanais, en contradiction avec la décision de la Conférence des Ambassadeurs du 9 novembre 1921.

L'initiative du gouvernement italien fut jugée assez sévèrement par la presse anglaise, et même par la presse allemande. La France et la Yougoslavie s'abstinrent de protester ; les rapports albano-yougoslaves demeurèrent distants, mais corrects.

6. Le triomphe de la politique italienne. — La signature des deux Pactes de Tirana marque le triomphe de la politique italienne. L'Italie, par ces accords, efface le premier traité de Tirana du 2 août 1920, qui avait consacré en Albanie l'échec de ses premières tentatives d'après-guerre. Avec une continuité de vues remarquable,

le gouvernement de Rome a réussi à reconquérir dans la péninsule balkanique la place qu'il avait perdue. Quoique les gouvernements intéressés s'en défendent, l'Albanie, par les accords de 1926 et 1927, est passée, en fait, sous le protectorat italien.

Mais cette situation ne va pas sans danger pour la tranquillité internationale. L'assujettissement de l'Albanie aux intérêts italiens mine la sécurité de toute l'Europe sud-orientale. La « Spinta verso l'Oriente » de la politique romaine équivaut, pour les peuples balkaniques, à l'ancien « Drang nach Osten » des puissances germaniques. Selon le mot d'un diplomate allemand, M. Mussolini « continue à garder le sabre levé sur la tête des Yougoslaves, afin de leur laisser le soin de deviner ce qu'il fera ». Cette politique de perpétuelle menace pèse lourdement sur la Yougoslavie. La présence de l'Italie dans les Balkans pose un grave problème d'ordre international.

CHAPITRE II

LE RÉTABLISSEMENT DE LA MONARCHIE : LE ROI ZOG I^{er}

§ 1 Le rétablissement de la Monarchie

1. Les raisons de la restauration monarchique. — Les deux Pactes de Tirana avaient consolidé à l'intérieur et à l'extérieur la situation d'Ahmed Zogou. A l'intérieur, ils lui avaient permis, grâce à l'appui italien, de triompher de l'insurrection de novembre 1926. A l'extérieur, ils lui avaient donné le prestige qui s'attache aux chefs d'Etat.

Mais, Ahmed Zogou se rendait compte de ce que sa situation présentait d'instable dans un pays soumis à de perpétuelles agitations. A la fois Président du Conseil et Président de la République, il portait le poids de toute la responsabilité du pouvoir et pouvait craindre qu'une révolution ne le chassât de son pays. D'autre part, à plusieurs reprises, il avait senti l'appui italien menacer de se dérober et de se porter vers tel ou tel de ses rivaux.

C'est dans ces conditions qu'il fut amené à envisager la restauration de la monarchie : « Le premier résultat du « rétablissement de la monarchie, déclarait-il à un correspondant du *Daily Express*, sera de libérer mon pays « des luttes de partis ; le Président de la République « était nécessairement chargé de favoriser ceux qui « l'avaient élu, tandis que les autres partis manœuvraient

« constamment pour le remplacer par un de leurs candidats. Le Roi sera au-dessus des partis ».

Le projet d'Ahmed Zogou reçut du gouvernement italien un accueil favorable ; il fut considéré par lui comme un moyen d'accroître son influence en Albanie.

Sûr de l'appui italien, le premier soin d'Ahmed Zogou fut d'éliminer d'éventuels concurrents.

Le 14 octobre 1927, Tséna beg, ancien ministre de l'Intérieur, et représentant de l'Albanie à Belgrade et à Prague, est assassiné. Il avait été l'un des plus brillants collaborateurs d'Ahmed Zogou et s'était particulièrement distingué lors du soulèvement de décembre 1924 qui avait chassé Mgr Fan Noli et ramené Ahmed Zogou au pouvoir. Partisan de l'entente avec la Yougoslavie, il s'était montré hostile à la nouvelle orientation politique d'Ahmed Zogou.

Le futur beau-père d'Ahmed Zogou, Chefket beg Vrlassi, est accusé d'être l'instigateur de cet assassinat. Victime d'un attentat à Tirana, son prestige irrémédiablement atteint, il se retire de la vie politique.

Hassan-bey Prichtina, membre du comité de Kosovo, et l'un des opposants les plus dangereux du régime, avait été exilé. L'Italie ayant suggéré de le rappeler pour lui offrir la Présidence du Conseil, cette proposition parut suspecte à Ahmed Zogou ; il réussit à compromettre Hassan-bey Prichtina dans un complot découvert à Durazzo et à Croïa, complot qui visait à la constitution d'une fédération balkanique et à la disparition du dictateur. Le 30 juin 1928, Hassan-bey Prichtina est condamné à mort par coutumace. Un nommé Ahmed Lika, arrêté plus tard à Vienne, prétendra avoir été envoyé pour exécuter la sentence.

Un quatrième rival, Mustapha Croïa, est mêlé à Salonique à des conciliabules d'émigrants.

2. La réforme constitutionnelle. — Le terrain ainsi dégagé, Ahmed Zogou entreprend la réforme constitutionnelle.

L'art. 141 de la Constitution prévoyait que « seule la forme républicaine de l'Etat ne pouvait faire « l'objet d'aucune modification ». Mais, Ahmed Zogou est décidé à rétablir à son profit la monarchie.

La majorité requise pour les révisions était des deux tiers de la Chambre et du Sénat, réunis en Assemblée nationale. Le Sénat comptant 18 membres et la Chambre 42, la majorité nécessaire était donc de 40 voix. Or, nationale. Le Sénat comptant 18 membres, et la Chambre basse.

Il réunit les deux Chambres en Assemblée nationale et, le 7 juin 1928, leur fait voter les deux résolutions suivantes : 1° une loi organique, selon laquelle le changement fondamental de la Constitution est de la compétence d'une Assemblée constituante spéciale ; 2° la dissolution de la Chambre et du Sénat, et le vote de la réunion de cette Assemblée constituante.

Le 18 juin, Ahmed Zogou signe le décret prescrivant les élections constituentes au suffrage universel indirect.

Une vive campagne a lieu dans le pays pour demander que la future Assemblée offre la couronne au Président en reconnaissance de ses mérites envers la Patrie.

Les élections ont lieu le 15 juillet. Le 25 août, l'Assemblée constituante se réunit, et émet le vœu du rétablissement de la monarchie. Le 1^{er} septembre, elle offre la couronne à Ahmed Zogou qui accepte.

Le 2 septembre, Ahmed Zogou prête serment au milieu des acclamations de l'Assemblée constituante :
« Je, roi des Albanais, au moment d'accéder au trône
« du royaume d'Albanie et d'assumer les pouvoirs
« royaux, je jure devant le Dieu tout-puissant de con-
« server l'unité nationale, l'indépendance de l'Etat et son
« unité territoriale, et pareillement d'observer la Consti-
« tution et d'agir conformément à elle comme d'après
« les lois de l'Etat, en prenant toujours considération du
« bien du peuple. Que Dieu me soit en aide (1). »

Ahmed Zogou prend le nom de Zog I^{er} (du mot albanais « zog », oiseau, et non celui de Skender III dont il avait été un moment question). Son prénom, trop musulman, est supprimé. Le nouveau souverain entend pratiquer une politique d'union, en dehors de toute question religieuse.

3. La vie politique. — Le même jour (2 septembre), le cabinet donne sa démission. Le roi charge Koço Kotta, précédemment ministre de l'Intérieur (qui avait représenté Gortcha, son pays natal, à l'Assemblée de Louchnia et était devenu partisan résolu de l'alliance italienne), de former le nouveau cabinet. Celui-ci se présente le 10 septembre devant l'Assemblée constituante et obtient un vote de confiance à l'unanimité. L'Assemblée continue à siéger comme Parlement.

Le couronnement du roi est fixé au 28 novembre, (anniversaire de la proclamation de l'indépendance), à Croïa, patrie de Skanderbeg. Le roi Zog I^{er} négocie à Vienne, près du gouvernement autrichien, la restitution du casque et du glaive de Skanderbeg, provenant de l'armieria des Habsbourg et conservés au musée de Vienne.

(1) Art. 56 de la Constitution du 1^{er} décembre 1928.

Le 1^{er} décembre, la nouvelle Constitution entre en vigueur. Elle comprend 234 articles.

L'Albanie (art. 1) est une monarchie démocratique parlementaire et héréditaire. Le roi est la plus haute autorité dans l'Etat, il est inviolable et irresponsable. Il nomme le Président du Conseil et les membres du cabinet ; tous sont responsables devant lui.

Le Sénat, (dont Ahmed Zogou, au cours de sa présidence, avait surélevé l'esprit de fidélité), est supprimé, et remplacé par un Conseil d'Etat, organe consultatif et de compétence purement administrative, qui comprend trois sections : Justice, Administration, Economie nationale.

Une Cour des Comptes est créée.

Le gouvernement comprend six ministères : Intérieur, Affaires étrangères, Finances, Travaux publics, Instruction publique, Economie nationale ; deux Directions générales : Santé publique, Postes et Télégraphes ; deux Commandements généraux : Gendarmerie et Défense nationale.

Le 17 janvier 1929, une crise ministérielle provoquée par des dissensions personnelles au sein du gouvernement, amène le remaniement du cabinet. Le nouveau gouvernement, par suite du départ de MM. Vrioni et Djafer Upi, reste composé de MM. Koço Kotta, président du Conseil et ministre de l'Intérieur ; Hiqmet-Delvina, ministre de la Justice ; Abdurrhaman Dibra, Instruction publique ; Milto Tutulani, Finances et Affaires étrangères par intérim ; Soli Vuçiterni, Travaux publics ; Musa Juka, Agriculture et Forêts.

Peu après Elias Vrioni est nommé ministre d'Albanie à Paris.

Le 18 avril, le ministère des Affaires étrangères, vacant depuis janvier, est donné à Raouf Fiço, ministre d'Albanie à Belgrade.

Le roi Zog I^{er}, en possession d'un ministère homogène, va reprendre sa politique de réformes.

4. Les réformes. — Fidèle à la politique qu'il avait adoptée au cours de ses deux présidences, le roi Zog I^{er} poursuit la transformation de l'Albanie.

A la vieille division en tribus et en clans, il substitue une organisation administrative moderne. L'Albanie comprend dix préfectures, ou provinces (Argyrocastro, Bérat, Dibra, Durazzo, El Bassan, Gortcha, Kossovo, Scutari, Tirana, Valona). Chacune d'elles se subdivise en un certain nombre d'arrondissements, ou sous-préfectures. Toutefois, la vieille division en tribus et en baïraks subsiste encore dans les provinces du nord : à Scutari (27 baïraks), Dibra (13), Durazzo (3), Kossovo (7). Dans le cadre de l'arrondissement, la commune, puis le village, constituent les rouages élémentaires de l'administration.

En matière d'enseignement, le gouvernement d'Abdul-Hamid, nous l'avons vu, en prohibant l'usage de la langue albanaise, avait maintenu les Albanais dans un grand état d'ignorance. C'est à peine si les enfants musulmans apprenaient à l'école quelques versets du Coran. Les catholiques du nord, protégés par l'Autriche, étaient, de ce point de vue, un peu plus favorisés. Mais l'Albanie, dans son ensemble était, en 1924, à peu près illettrée. Le gouvernement du roi Zog va s'attacher à réaliser en cette matière de grandes réformes.

Le 22 juin 1928, une loi fixe le statut organique de l'instruction publique. L'instruction devient obligatoire

pour les filles et les garçons jusqu'à l'âge de 13 ans. 550 écoles primaires, de une à sept classes, une école normale, 12 écoles primaires supérieures, sont ouvertes. Différents lycées sont fondés (collège franciscain et collège d'Etat de Scutari, lycée de jeunes filles de Tirana). Des écoles techniques s'ouvrent à Tirana, Louchnia, Kayaja.

La langue *de culture* est le français. Elle est enseignée dans les écoles normales et secondaires de Tirana, Gortcha, Scutari, El Bassan. Le lycée albanofrançais de Gortcha, fondé en 1922 sur le modèle de nos établissements secondaires, entre en plein développement. L'enseignement, uniquement donné en français (l'albanais ne figure que comme langue obligatoire) permet aux élèves, munis du diplôme de fin d'études, d'accéder à l'enseignement supérieur français. Vingt boursiers sont envoyés en France chaque année par le gouvernement albanais pour y achever leurs études.

Des écoles techniques s'ouvrent sous la direction de maîtres italiens. Elles donnent à l'Albanie les ingénieurs dont elle a besoin pour son développement économique.

En matière de justice, le roi Zog I^{er} entreprend une œuvre non moins importante. Au début de 1927, une Commission est nommée pour préparer une nouvelle législation destinée à remplacer les lois en vigueur sous le régime turc. Cette commission élabore un Code pénal, un Code civil, un supplément au Code de procédure civile ; et différentes lois sur l'organisation judiciaire, le régime hypothécaire, le notariat, l'administration des communes.

Le nouveau Code pénal en vigueur en 1928 ; le Code civil, le 1^{er} avril 1929 ; le Code commercial en 1930. Le mariage et le divorce, qui étaient jusqu'alors de la compétence des tribunaux ecclésiastiques, passent

sous la compétence des tribunaux civils ; les relations entre Albanais se règlent d'une manière uniforme, sans qu'il soit tenu compte de leurs opinions religieuses. L'organisation judiciaire est calquée sur celle des Etats modernes : une justice de paix par sous-préfecture ; un tribunal de première instance par préfecture ; une Cour d'Appel (ou de Cassation), dite « Diktim », siégeant à Tirana. Les lois antérieures, non en harmonie avec celles des nations européennes, sont abrogées.

Une gendarmerie solidement organisée permet à ces réformes de porter leurs fruits. La population des montagnes est en partie désarmée. La vendetta, qui faisait de si grands ravages, disparaît presque totalement : dans les vingt-sept villages de l'arrondissement de Pogradets, où l'on comptait autrefois de cent cinquante à cent quatre-vingts meurtres par an, seuls deux ou trois attentats se commettent chaque année.

La réforme fiscale est entreprise. Le gouvernement, à titre d'essai, remplace, dans un ou deux départements, l'ancienne dîme, de perception archaïque et onéreuse, par un impôt foncier à base moderne. La population des montagnes est astreinte à payer l'impôt.

En vue de réaliser certains progrès, d'ordre économique et social, le gouvernement se préoccupe de la réforme agraire. Cette question ne se pose pas avec la même acuité dans toutes les régions.

Dans les Alpes albanaises (Albanie du nord), le régime de la propriété collective par familles (cultures) et par tribus (pâturages), l'a depuis longtemps résolue.

Dans les monts de l'Albanie moyenne, à l'est de Croïa, Tirana, El Bassan, Bérat, la petite propriété, elle

aussi, domine : les forêts, et une forte proportion de pâturages, appartiennent à l'Etat.

Autour de Gortcha, la fertilité du sol et l'amélioration des moyens de culture ont enrichi le paysan qui a racheté les terres des begs ; la puissance de ceux-ci, déjà minée par le progrès des idées modernes, est devenue presque nulle.

Mais dans la partie occidentale de l'Albanie, pays de plaines et de côteaux, la grande propriété féodale subsiste ; l'influence des begs est restée toute-puissante. La famille Vrioni possède vingt mille hectares en Brégumatié, trois villes (Fjéri, Bérat, Louchnia) et vingt-cinq villages. Le paysan doit louer la terre moyennant le tiers de sa récolte ; aussi ne cultive-t-il que ce qui lui faut pour vivre ; la plus grande partie du sol reste inculte.

Le gouvernement a envisagé plusieurs moyens de mettre fin à cette situation.

De ces tentatives la révision du cadastre a été la première. Elle a eu pour effet de retirer aux begs une certaine partie de leurs terres, acquise autrefois grâce à la complicité des fonctionnaires turcs.

Le 23 avril 1929, un Comité dirigé par Mehdi Frasheri, président du Conseil d'Etat, a été spécialement chargé d'étudier la réforme agraire.

L'Etat, enfin, a donné aux paysans une partie de son important domaine. Tout homme qui en fait la demande, et qui s'engage à cultiver lui-même, reçoit gratuitement trois hectares en Brégumatié ; s'il veut obtenir davantage, il doit payer le tiers du revenu par hectare supplémentaire.

Pour permettre à la monarchie d'appliquer ces réformes, dans un pays où la moindre innovation risquait

de soulever une partie de l'opinion publique, une solide armée lui était nécessaire. Cette armée lui a été fournie par la loi du 24 juin 1928. Par cette loi, le service militaire obligatoire est institué, malgré les répugnances de la population qui, en 1908, s'était montrée si hostile à son établissement. Les contingents sont déplacés à l'intérieur du pays, afin de développer le sentiment national, et de faire pénétrer la civilisation dans les tribus les plus arriérées. La réorganisation de l'armée albanaise est confiée à des instructeurs italiens, qui prennent pour base la division en tribus. La « jeunesse nationale albanaise », organisée et encadrée à l'image des balillas, comptait plus de quinze mille membres en février 1929.

Les forces de gendarmerie, très importantes, sont sous le commandement théorique d'un inspecteur général anglais, sir Jocelyn Percy.

En tout, les forces de police représentent près de douze mille hommes, dont un quart réside à Scutari, à proximité de la frontière yougoslave.

Une pareille armée coûte cher. En 1922, le budget de la guerre représentait le tiers des dépenses de l'Etat. En 1929, il en atteignait près de la moitié (14.384.977 francs-or ; sur un total de 31.827.200 francs).

« Une pareille proportion de dépenses militaires, « par rapport à la totalité du budget, peut sembler à « première vue dangereuse, pour un pays dont toutes les « richesses devraient être affectées au développement de « l'instruction, du progrès moral, des travaux publics ; « mais ces dépenses assurent l'ordre et la sécurité, deux « facteurs qui conditionnent tout progrès en Albanie (1). » C'est en effet par son armée que le roi

(1) « Giornale d'Italia », 12 avril 1929.

Zog I^{er} triomphera de l'opposition et appliquera ses réformes.

§ 2 Les relations diplomatiques

La proclamation de la monarchie avait fait en Europe peu de sensation. L'appel du « parti républicain albanais », signé Redjeb Chalya, Nicolas Ivanaï et Yousouf Lohra, adressé aux chancelleries européennes, resta sans écho.

Les Etats-Unis furent les premiers à reconnaître le nouveau régime. Puis vinrent les adhésions de la Yougoslavie (18 septembre), de la Roumanie, de la France (21 septembre), de l'Allemagne, de l'Angleterre. Dès le 3 septembre, le président de la République hellénique avait adressé ses félicitations au nouveau souverain.

Seule, la Turquie se récusa. « L'Akcham » déclara (4 septembre) : « L'établissement de la royauté en Albanie et la préférence qu'Ahmed Zogou a accordé à la couronne royale en délaissant la Présidence de la République, a causé partout ici un profond étonnement. La réaction constatée en Albanie a rencontré chez nous, non seulement de la stupeur, mais aussi du dégoût et du mépris ». Le « Djumhouriet » rappela au gouvernement albanais qu'il devait à la Turquie le remboursement de la liste civile de l'ancienne dynastie ottomane, et dix-huit millions de francs-or qui se trouvaient dans les caisses gouvernementales au moment de la révolte de 1912. Le 1^{er} octobre 1929, le gouvernement albanais, devant le refus persistant de la Turquie, rappela sa légation à Angora (1), pour « raison d'économie ».

(1) Elle devait être rétablie quelque temps après.

La politique étrangère du nouveau régime, durant les années qui vont suivre, sera basée, selon la parole de Raouf Fiço, ministre des Affaires étrangères d'Albanie, depuis le 18 avril 1929, « sur l'alliance avec l'Italie, et « les relations cordiales de bon voisinage avec les Etats « limitrophes ».

Italie, Grèce, Yougoslavie, tels sont les trois Etats dont nous allons étudier durant cette période les relations avec l'Albanie.

1. Italie. — Le nouveau gouvernement de l'Albanie s'était empressé, dès le 3 septembre, de réaffirmer les accords existant avec Rome, par une note signée Vrioni, adressée au ministre d'Italie à Tirana : « L'instauration « du régime monarchique en Albanie, y était-il dit, « resserrera toujours davantage les liens qui unissent les « deux pays et assurera la continuité d'une politique dont « l'alliance a été la plus complète expression. Le gouver- « nement albanais ne manquera pas de consulter son « alliée pour tout ce qui pourrait regarder leurs intérêts « communs, et d'agir en accord avec le gouvernement « allié, spécialement pour toutes les questions regardant « la situation balkanique. »

Un engagement encore plus étroit que dans les Pactes de Tirana se manifestait par cette note en ce qui concernait la situation balkanique. Le ministre d'Italie à Tirana y répondit en termes presque identiques.

Dans son discours d'ouverture au Parlement, le roi Zog I^{er} ne manqua pas, quelques jours après, de souligner le prix de l'alliance italienne.

En avril 1929, M. Grandi, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères d'Italie évoqua à Tirana la mémoire de Skanderbeg, « dont l'épopée, dit-il, marque

« l'origine historique des liens entre les deux pays ». Le roi répondit, qu'il considérait *comme éternelle* l'alliance entre l'Italie et l'Albanie.

Le gouvernement de Rome ne manqua pas de profiter de ces bonnes dispositions pour accroître son influence en Albanie.

Les travaux d'utilité publique sont poursuivis. De nouvelles routes sont tracées vers la frontière yougoslave. Un projet de voie ferrée est étudié. Il doit relier Durazzo à Tirana, puis, par El Bassan et Goitcha, mener à Florina, Salonique et Constantinople. Un ferry-boat, d'autre part, unira Durazzo à Bari. Ainsi sera créée une nouvelle transversale balkanique permettant d'aller en ligne droite de Rome à Constantinople. Le trafic du Simplon-Orient Express sera dérivé vers le sud et écarté du territoire yougoslave. La Grèce se montre favorable à ce projet (1) ; la Turquie, par contre, se refuse.

L'agrandissement du port de Durazzo est entrepris. La Svea signe avec le gouvernement albanais un projet de 8 millions de francs-or à prendre sur l'emprunt de 1926. Le gouvernement italien s'engage à supporter *directement*, le cas échéant, les dépassements de crédit. En contre-partie, les navires italiens seront exemptés pour cinq ans de toute taxe de ports. La compagnie de cabotage yougoslave « Jadranska Plovidba », se trouve ainsi éliminée au profit de la compagnie italienne « Puglia ».

Le dessèchement des marais est envisagé. Des expériences d'exploitation agricole sont tentées. « L'Ente industrie agrarie Albania » ou « Eiaa », s'efforce de rendre à la culture trois mille hectares de terres en friche dans la

(1) Voir « Eleftheron Vima », du 27 novembre 1928.

région de Shijak ; les mêmes essais sont entrepris à Santi-Quaranta et à Vorra. Ces entreprises ne devant introduire en Albanie que de la main-d'œuvre spécialisée, tournent la difficulté en faisant passer pour spécialistes de simples colons italiens.

Les chemins de fer de l'Etat italien cherchent à exploiter les forêts de l'Albanie du centre et du nord. Ils obtiennent une concession importante dans la région de Bourela.

Le 11 juillet 1928, la Chambre italienne reçoit un projet de loi portant ouverture d'un crédit de vingt millions de lire pour l'exploitation de gisements pétrolifères en Albanie. L'exposé des motifs justifie par des arguments nouveaux l'occupation de l'Albanie. « Le gouvernement
« italien, y est-il dit, a dû entreprendre une action diplo-
« matique pour s'assurer le contrôle sur l'Albanie, car
« l'Italie *n'a pas de sources directes de combustibles et*
« *doit en chercher ailleurs* ».

Les prospections commencées en février 1926 donnent des résultats encourageants. « L'Azienda italiana Petroli Albania », société gérée par les chemins de fer de l'Etat italien, obtient, en juin 1929, le monopole de vente de l'essence, moyennant versement à l'Etat albanais de trois années de fermage et de 1.800.000 francs-or.

Les recherches de cuivre dans la région de Pouka, également confiées aux chemins de fer de l'Etat italien, donnent en 1930 des résultats satisfaisants (1).

La Banque nationale d'Albanie fonde des succur-

(1) D'après le *Popolo d'Italia* : « Le opere italiane nel giovane Regno alleato », 4 janvier 1929.

sales à Durazzo, Tirana, Valona, Scutari, Gortcha. Elle émet des billets de cent, vingt, cinq francs-or, cinq lek (un franc-or), qui remplacent les anciennes pièces (napoléons) ayant cours dans le pays. Pour gager cette monnaie, l'Italie concentre dans les caisses de la Banque, installée à Bari, une partie importante des anciennes pièces d'or.

L'armée albanaise reste sous le contrôle de l'Italie. Dans chaque compagnie est placé un instructeur italien qui en est pratiquement le chef. Dans l'artillerie et le génie, le commandement effectif est également italien. L'armement accumulé en Albanie par les soins de l'Italie équivalait à celui de cent mille hommes. L'inspecteur général de la gendarmerie, sir Jocelyn Percy, n'a, de plus en plus, qu'un rôle nominal.

Au point de vue financier, le contrôle de l'Italie s'est appesanti d'année en année sur l'Albanie. Le roi Zog I^{er} avait compté sur la mise en valeur de l'Albanie et le développement de ses exportations, pour faire face aux échéances de l'emprunt consenti par la Svea. Mais tandis que de 1914 à 1929 le volume des importations doublait, celui des exportations n'augmentait que d'un tiers. Le déficit annuel, loin de se réduire, augmentait chaque année, au point d'atteindre plusieurs millions de francs-or en 1929. Le budget, lui aussi, voyait s'accroître le chiffre de ses dépenses, tandis que celui de ses recettes restait à peu près stationnaire ; en 1929, la différence était d'environ 10 millions (1).

Dans l'impossibilité de faire face à ses engagements, le roi Zog I^{er} dut demander à l'Italie un moratoire qui lui

(1) Dépenses : 31.827.200 francs-or — Recettes : 20 millions de francs-or environ.

fut accordé selon les modalités suivantes : *complet* jusqu'en 1930, *partiel* en 1930 (1 million) et en 1931 (2 millions). À partir de 1932, le service normal de la dette devait reprendre, augmenté naturellement des sommes moratoriées. Le total annuel (9 millions) dépassait manifestement les facultés contributives de l'Albanie. Devant une telle situation, le roi Zog I^{er} dut solliciter de l'Italie un nouvel emprunt, qui lui fut consenti par l'accord italo-albanais du 24 juin 1931.

Par cet accord, l'Italie s'engage à verser à l'Albanie une somme de cent millions de francs-or, répartis en dix annuités de dix millions payables à partir de 1932.

Le 29 juillet 1931, la « Gazette officielle » d'Italie publie un décret royal annonçant la mise en vigueur de l'accord.

En échange de cette nouvelle aide financière, l'Italie était en droit d'exiger des gages nouveaux. Le premier emprunt, celui de la Svea, devait être primitivement remboursé à l'aide de droits prélevés sur les tabacs et les cigarettes. Mais ce gage, à l'usage, s'était vite révélé insuffisant.

Il semble probable qu'une sorte de Zollverein ait été envisagé. Les milieux italiens le démentent, en faisant remarquer que les recettes douanières constituant la garantie de leurs avances, une telle mesure ne pourrait que diminuer leur gage. Mais les avantages d'une union douanière (prélude souvent d'une union politique), en fortifiant la position de l'Italie dans les Balkans, serait de nature à compenser le sacrifice financier consenti par l'Italie.

L'Italie, à la fin de 1932, possède en Albanie une

influence prépondérante. Elle instruit l'armée, contrôle les finances, les travaux publics, l'instruction publique, dirige les relations extérieures de l'Albanie. Elle a éliminé l'influence des autres nations balkaniques, principalement celles de la Grèce et de la Yougoslavie. Le triomphe de la politique italienne à cette époque est incontestable.

2. Yougoslavie. — Depuis la signature du second traité de Tirana, les rapports albano-yougoslaves étaient restés distants, mais corrects.

Le 2 avril 1928, la frontière albanaise est brusquement fermée dans le secteur d'Ochrida. Le prétexte invoqué par l'Albanie est la constatation de cas de typhus exanthématique dans les régions de Strouga et de Prilep. Les autorités yougoslaves démentent la nouvelle, et après une vive alerte diplomatique, la frontière est ouverte le 6 avril.

La véritable raison de cette fermeture aurait été pour l'Albanie, selon les journaux serbes), le désir de cacher une concentration de comitadjis des associations kossoviote et bulgaro-macédonienne à la frontière yougoslave.

Le 18 septembre 1928, le gouvernement de Belgrade reconnaît le nouveau régime de l'Albanie. Cette reconnaissance amène une détente dans les relations diplomatiques.

Le 18 février 1929, a lieu l'érection en église indépendante de l'Eglise orthodoxe albanaise. A cette occasion, le patriarche de Belgrade autorise Mgr Victor, évêque de Scutari, à venir sacrer à Tirana les nouveaux évêques d'Albanie. Le synode de la nouvelle Eglise adresse au patriarche une lettre de remerciements. Le roi Zog I^{er} le

décore, ainsi que Mgr Victor, de la grand'croix de l'ordre de Skanderbeg.

Le 2 novembre 1928, Raouf Fiço, partisan de l'entente avec la Yougoslavie, est nommé ministre d'Albanie à Belgrade. Le 18 avril 1929, le roi Zog I^{er} l'appelle à Tirana et lui confie le ministère des Affaires étrangères. Le 17 mai sont échangés les instruments de ratification du traité de commerce conclu trois ans plus tôt (22 juin 1926) entre l'Albanie et la Yougoslavie. Cette décision marque de la part du gouvernement de Tirana un sincère désir d'entente. Mais un rapprochement plus complet entre les deux gouvernements est rendu difficile par l'opposition de l'Italie.

3. Grèce. — En avril 1927, le ministre des Affaires étrangères hellénique avait, nous l'avons vu, montré combien le point de vue grec se rapprochait du point de vue yougoslave dans la question balkanique.

Mais, depuis le second Pacte de Tirana, la Grèce, moins directement menacée que la Yougoslavie par la politique italienne, avait affecté de se désintéresser des discussions qui opposaient Rome et Belgrade.

Le 3 septembre 1928, le Président de la République grecque adresse ses félicitations au nouveau souverain d'Albanie. Le gouvernement d'Athènes dissout, d'autre part, les organisations panépirotes, qui continuaient à revendiquer l'Épire du nord.

Mais, au début de 1928, le gouvernement albanais saisit le gouvernement d'Athènes d'une demande de trois millions de francs-or en indemnité des Albanais expulsés de Grèce.

En février 1929, la création de l'Eglise indépendante albanaise cause en Grèce un grand mécontente-

ment. Le patriarche œcuménique de Constantinople, Basile, ayant déposé les nouveaux évêques et protesté auprès du gouvernement albanais (20 février 1929), Mgr Chrysostomos, métropolitaine-primat d'Athènes, de qui relevaient les anciens prélats d'Albanie, l'approuve aussitôt au nom de Saint-Synode de l'Eglise de Grèce, et tente de décider le patriarche de Belgrade à faire cause commune avec lui.

Le Bureau de Presse albanais répondit par un communiqué justifiant l'indépendance de l'Eglise albanaise : « conforme au droit canonique et au principe adopté dans tous les Etats balkaniques de l'Eglise libre dans l'Etat libre ». Les journaux grecs allèrent jusqu'à s'en prendre à l'Italie. Le conflit cependant ne tarda pas à s'apaiser. Les relations entre la Grèce et l'Albanie redevinrent rapidement correctes.

CHAPITRE I

LES SIGNES D'AFFRANCHISSEMENT DE LA TUTELLE ITALIENNE

Généralités

A la fin de 1932, l'Italie était donc toute-puissante en Albanie. L'alliance *éternelle* désirée par le roi Zog I^{er} s'était à nouveau affirmée par l'accord financier du 24 juin 1931. Cependant, à certains signes, il était facile de deviner que des atteintes ne tarderaient pas à être portées à cette alliance. La situation du roi Zog I^{er}, d'une part, l'excès des prétentions italiennes, de l'autre, devaient à peu près fatalement provoquer un conflit. La rupture, à vrai dire, ne sera pas consommée, mais l'alliance italo-albanaise sortira du conflit fortement diminuée.

§ 1 Les causes de l'affranchissement

1. Les nouvelles prétentions italiennes. — L'Italie, nous l'avons vu, avait réussi à accroître ses avantages sous le régime monarchique.

L'accord financier du 24 juin 1931, en rendant l'Albanie davantage encore tributaire du gouvernement de Rome, eut pour effet d'inciter celui-ci à émettre de nouvelles prétentions.

Ces prétentions étaient de plusieurs sortes. Les unes visaient à l'établissement de nouveaux monopoles (sucre

télégraphe, téléphone). D'autres tendaient à accroître l'influence italienne, en éliminant les autres influences étrangères (demande de renvoi des instructeurs britanniques de la gendarmerie albanaise ; fermeture du lycée albano-français de Gortcha, suppression du français comme langue de culture et son remplacement par la langue italienne ; introduction dans des ministères d' « organisateurs » italiens). Certaines mesures, enfin, tendaient à établir une véritable colonisation dans les régions les plus fertiles de l'Albanie.

Ces exigences devaient heurter directement le sentiment national albanais.

2. La situation du roi Zog I^{er}. — Au moment où l'Italie manifestait ainsi de nouvelles prétentions, la situation du roi Zog I^{er} s'avérait de plus en plus difficile. Pris entre son alliance avec l'Italie et les aspirations de son peuple, il sentait de plus en plus clairement qu'un jour prochain il lui faudrait choisir.

La tutelle italienne, en se faisant de plus en plus lourde, n'avait pas tardé à surexciter le nationalisme albanais. En persistant dans la voie de l'alliance avec l'Italie, le roi Zog I^{er} risquait de susciter contre lui la même révolution qui avait autrefois chassé de Tirana Mgr Fan Noli.

D'autre part la politique de réformes qu'il avait entreprise lui avait suscité beaucoup d'ennemis : Albans hostiles aux réformes ; begs dont l'influence était menacée par les mesures agraires ; ennemis politiques qui n'attendaient qu'un moment favorable pour reprendre la lutte.

Longtemps, grâce à la puissance de son armée, le roi Zog s'était cru à l'abri de toute atteinte. Mais un événe-

ment ne devait pas tarder à lui montrer l'étendue du danger.

En automne 1933, un mouvement révolutionnaire éclate, dirigé contre l'Italie. Il est rapidement étouffé. Les organisateurs de la révolte sont traduits devant un tribunal spécial et condamnés à mort. Mais, sous la pression de l'opinion publique, leur peine est commuée en celle des travaux forcés à perpétuité.

Cette tentative, premier symptôme de la révolution imminente, décide le roi à se retourner vers son peuple. L'Italie, accroît à ce moment ses exigences.

§ 2 Le conflit italo-albanais

1. Les premières mesures albanaises. — Le premier acte du conflit qui oppose le roi Zog I^{er} à l'Italie est le vote, par le Parlement albanais, le 12 avril 1934, d'un projet de loi instituant la censure préventive. Celle-ci, aux termes de la Constitution, ne devait être employée qu'en cas de guerre. L'art. 197 nouveau stipule : « La
« liberté de parole et de presse est garantie. *La censure*
« *préventive ne peut être établie que par une loi.* Les
« décrets sur la presse, sur la confiscation de l'imprimerie,
« sur les délits de la presse, sont fixés par une loi. *Seuls*
« *les sujets albanais peuvent rédiger des journaux en*
« *Albanie* ». Les deux journaux catholiques de Scutari, d'inspiration italienne, disparaissent.

La Chambre modifie, d'autre part, les art. 206 et 207 de la Constitution, qui autorisaient primitivement l'enseignement libre. L'art. 206, dans sa nouvelle teneur, déclare : « L'instruction et l'éducation de tout sujet alba-
« nais est un droit réservé à l'Etat. Les écoles privées de

« *quelque catégorie qu'elles soient, seront fermées* ». Le nouvel art. 207 ajoute : « Les écoles religieuses pour la formation des clercs sont libres et soumises à la loi ».

La différence entre le nouveau et l'ancien régime se manifeste, lorsqu'on relit l'ancien art. 207 : « En se conformant aux lois, aux principes et aux programmes fixés par l'Etat pour ses propres écoles, et sauf le contrôle effectif du gouvernement, les sujets albanais peuvent fonder des écoles privées. Les étrangers, en se conformant aux lois, *peuvent être autorisés à fonder des écoles techniques et d'agriculture* seulement, avec programme théorique et pratique ».

Ainsi, selon le nouveau régime, *toutes les écoles privées, sans distinction*, seront fermées.

L'Italie est atteinte : directement, dans ses écoles de Valona, Gortcha, Argyrocastro, Scutari, Bérat ; indirectement, par la fermeture des écoles tenues à Scutari, et dans le nord de l'Albanie, par les Jésuites et les Franciscains.

Le gouvernement applique la loi. Par ordre du ministre de l'Instruction publique, l'école des Jésuites et l'école de l'Union confessionnelle musulmane sont fermées à Tirana. Les écoles primaires des Sœurs de Charité « Sanié Zogou » et « Nana Mbretnesh » deviennent écoles d'Etat. Il en est de même de l'« Institut Kyrjas » qui doit fermer au début de la nouvelle année scolaire. L'école des minorités serbes de Vraçi devient école d'Etat ; on y enseignera la langue serbe cinq heures par semaine. L'Etat supprime l'école américaine de Gortcha et prend possession de l'école confessionnelle valaque. Les écoles professionnelles italiennes d'Argyrocastro, Bérat, Gortcha, Scutari, passent aux mains de l'Etat. Les professeurs ita-

nais. Les écoles des minorités grecques, en Albanie du sud, au nombre de vingt sont remises à l'Etat. Seul échappe à la règle le lycée albano-français de Gortcha. Le gouvernement albanais manifeste ainsi son indépendance à l'égard de l'Italie.

Dans l'armée, le contrat des instructeurs italiens n'est pas renouvelé. Soixante-six officiers, sur quatre-vingts, doivent quitter l'Albanie. Parmi eux se trouve le général Pariani, chef de la mission militaire italienne. A la Cour royale, il est remplacé par un officier albanais.

Pour la première fois, des travaux de fortifications et de mise en état de la côte sont entrepris dans le secteur de Durz et de Chiak, face à l'Italie (1).

2. Les représailles italiennes. — L'Italie avait été durement atteinte par ces mesures. Elle ne pouvait les laisser passer sans protester.

Elle commence par réduire de 700.000 francs (part réservée à l'enseignement), le versement annuel de dix millions prévus par l'accord du 24 juin 1931.

Comme le gouvernement albanais ne cède pas, elle décide de suspendre entièrement le versement de l'emprunt. Le 18 décembre 1933, « la *Gazetta Ufficiale* », annonce que le décret royal du 29 juillet 1931, concernant l'accord financier italo-albanais, a cessé de rester en vigueur. Devant l'émotion produite à l'étranger par cette nouvelle, le gouvernement italien dément que l'Italie ait abandonné sa politique d'appui économique à l'Albanie et affirme qu'un second décret est venu renouveler le premier.

(1) Albert Mousset, « L'Albanie et la solidarité balkanique », *Revue de l'Europe centrale*, 28 juillet 1934, p. 481.

Le renvoi de la mission militaire porte au gouvernement de Rome un coup sensible. Il décide d'intervenir d'une façon plus active.

Le 22 juin 1934, la première escadre italienne qui évoluait au large de Tarente, reçoit l'ordre de se porter vers Durazzo. Elle jette l'ancre le lendemain matin dans le port, sans tirer les salves d'usage, et sans que les autorités eussent été averties. Par cette manifestation, sorte de « coup d'Agadir », M. Mussolini rappelait fort opportunément au gouvernement albanais l'existence de l'alliance italienne.

L'émotion soulevée en Albanie est considérable. Le gouvernement albanais saisit de l'incident les ministres de France et d'Angleterre à Tirana. Il demande des explications au ministre d'Italie et annonce qu'il s'opposera, même par la force, à une descente des Italiens à terre.

Le gouvernement italien fait alors répandre le bruit que le télégramme annonçant l'arrivée de l'escadre avait été retenu par erreur.

Il explique, quelque temps après, que, étant donné « l'intimité qui caractérise les rapports des deux pays, « la flotte italienne n'avait pas cru devoir se faire annoncer pour une simple visite de courtoisie ». Le ministre d'Italie à Tirana, de son côté, se plaint, au gouvernement albanais de ce que le préfet de Durazzo n'avait pas rendu à l'amiral italien la visite que celui-ci lui avait faite en débarquant.

L'Italie pose, d'autre part, au gouvernement albanais un véritable ultimatum, renfermant les six points suivants : 1° remboursement des emprunts italiens ; 2° réouverture de toutes les écoles italiennes et nouvel enga-

gement de tous les instituteurs italiens ; 3° retour de la mission militaire italienne, avec son chef, le général Pariani ; et nouvel engagement des instructeurs italiens ; 4° restitution à l'Italie de toutes les pièces d'artillerie lourde ; 5° prolongation de la concession de *l'Italo aero Lloyd* ; 6° promesse formelle de ne pas adhérer au pacte d'Entente balkanique.

Ces prétentions étaient manifestement inacceptables. Le gouvernement albanais répondit qu'il faisait du départ de l'escadre la condition *sine qua non* de l'ouverture de négociations. Le 3 juillet, sans que le gouvernement de Rome ait pu obtenir ce qu'il voulait, les cinq derniers navires de l'escadre italienne quittaient les eaux de Durazzo.

§ 3 La situation actuelle

L'échec de Durazzo a posé un problème nouveau dans les relations italo-albanaises. En tenant tête aux exigences italiennes, le roi Zog I^{er} a paru vouloir se libérer définitivement de la tutelle de l'Italie.

Sous la pression de l'opinion publique, diverses mesures ont été prises. Les derniers instructeurs italiens ont été renvoyés à la date du 1^{er} septembre. Pour tenir tête à l'Italie, le budget a été réduit dans des proportions considérables.

L'Italie ne voit pas sans inquiétude l'Albanie lui échapper et se rapprocher de l'Entente balkanique, dont la Yougoslavie est l'un des membres les plus influents. Sans doute l'alliance italienne subsiste, mais l'Italie peut craindre que la Yougoslavie ne prenne sa revanche sur le terrain diplomatique.

La situation du roi Zog I^{er} demeure délicate. Les difficultés financières auxquelles il se heurte lui font craindre la désaffection de son peuple. L'opposition, matée sur le terrain politique, cherche sa revanche dans les montagnes. Une révolution est toujours à craindre dans un pays soulevé de passions politiques. L'Albanie traverse une des périodes les plus critiques de son histoire.

Lu le manuscrit :

VU : *Le Doyen,*

EDGAR ALLIX.

Le Président de la Thèse,

GILBERT GIDEL.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

1. AUTEURS FRANÇAIS :

- ANCEL (Jacques). — Manuel historique de la question d'Orient. Paris, 1923.
- Peuples et nations des Balkans. Paris, 1926.
- Les Balkans face à l'Italie. Paris, 1928.
- AULNEAU J. — La question albanaise. Paris, 1911.
- BALKANICUS. — Le problème albanais, la Serbie et l'Autriche-Hongrie. Paris, 1913.
- BIANCONI F. — La question albanaise. Paris, 1913.
- BOURCART (Jacques). — L'Albanie et les Albanais. Paris, 1922.
- BASRI BEG. — L'Albanie indépendante et l'Empire khalifal ottoman. Paris, 1920.
- L'Orient débalkanisé et l'Albanie. Origine des dernières guerres et paix future. Paris, 1919.
- CALMÈS (Albert). — La situation économique et financière de l'Albanie. Genève, 1932.
- DARESTE. — Les Constitutions modernes. Europe, tome I : Albanie. Paris, 1928. — Europe, tome III : Albanie. Paris, 1931.
- DEGRAND A. — Souvenir de la Haute-Albanie. Paris, 1901.
- DESCOINS (Général). — Six mois d'histoire albanaise (novembre 1916-mai 1917). Paris.

- EVELPIDI C. — Les Etats balkaniques. Etude comparée politique, sociale, économique et financière. Paris, 1930.
- GAUMONT L. — L'Albanie, dans « Revue des Balkans », février 1929, p. 47.
- GAUVIN A. — L'Affaire albanaise, dans « Europe centrale », 2 avril 1927, pp. 513 et suiv.
- GEORGEVITCH (Vladan). — Les Albanais et les Grandes Puissances, traduit de l'allemand par Karl Georgevitch, 1914.
- GIBERT (Frédéric). — Les Pays d'Albanie et leur histoire. Paris, 1914.
- GODART (Justin). — L'Albanie en 1921. Paris, 1922.
- JARAY (Louis-Gabriel). — L'Albanie inconnue. Paris, 1913.
- JORGA. — Brève histoire d'Albanie. Bucarest, 1919.
— Histoire des Etats balkaniques.
- LAMOUCHE (Colonel). — Quinze ans d'histoire balkanique (1904-1918). Paris, 1928.
— L'indépendance albanaise : La naissance de l'Etat albanais, dans « Revue politique et parlementaire », janvier 1913, pp. 31 et suiv. ; et 10 mai 1914, pp. 220 et suiv.
— La législation en vigueur en Albanie, dans « Bulletin de la société de législation comparée », XLIX, 1919-1920, pp. 245 et suiv.
- LARCHER (Commandant). — La Grande Guerre dans les Balkans. Paris, 1929.
- MOUSSET (Albert). — L'Albanie devant l'Europe (1912-1929). Paris, 1930.

— Un procès politique sensationnel, dans « L'Europe centrale », p. 677, 1932.

— L'Alerte albanaise, dans « Monde slave », avril 1927, pp. 1 à 36.

— L'Albanie et la solidarité balkanique, dans « L'Europe centrale », p. 481, 1934.

— L'histoire de l'Albanie de 1925 à 1928, dans « Année politique française et étrangère », 1929, tome III, pp. 137 et suiv.

NIKOLITCH (Dragoutine). — Les différends de frontières de l'Albanie et le traité italo-albanais du 27 novembre 1926. Paris, 1927.

PERNOT (Maurice). — Balkans nouveaux. Paris, 1929.

PEZET (Ern.) & SIMONDET H. — La Yougoslavie en péril.

POLYVIOS P. — L'Albanie et la réunion des Ambassadeurs à Londres. Paris, 1913.

REY (Léon). — Guide de l'Albanie. Paris, 1930.

RIPERT D'ALAUZIER (Lieutenant-Colonel de). — Un drame historique. La résurrection de l'armée serbe. — *Albanie-Corfou* (1915-1916). Paris, 1923.

RUBIC JVO. — Les Italiens sur le littoral de la Yougoslavie.

SELENICIA T. — L'Albanie en 1927. Tirana, 1928.

STAVROU S. — Etudes sur l'Albanie. Paris, 1922.

— L'Albanie républicaine, dans « Revue des Balkans », février 1926, pp. 57 et suiv.

VANLANDE (René). — En Albanie, sous l'œil de Mussolini. Paris, 1933.

2. AUTEURS ALLEMANDS :

GOPCEVIC (Spiridon). — Das Fürstentum Albanien, Berlin, 1914.

— Geschichte von Montenegro und Albanien. Gotha.

HERBERT (Louis). — Beiträge zur Landeskunde des albanischen Epirus. 1927.

— Albanien, ein Landeskunde vornehmlich auf Grund eigener Reisen. Stuttgart, 1927.

KEMPNER (Robert) UND ROLLA (Nic.). — *Albanicus* Staatsverfassung, version allemande, dans « Jahrb. des öffentl. », Rechts XIV, 1926, pp. 484 et suiv.

NOPCSA (Franz). — Albanien : Bauten, Trachten und geräte Nord-Albaniens. Berlin, 1925.

ROTH (K.). — Geschichte Albaniens. Leipzig, 1914.

UEBERS. — Der albanische Verfassung. Tirana, 1925.

WALLISCH (Friederich). — Bei König Zogu, dans la revue : « Das Neue Europa », janvier-février 1931.

3. AUTEURS ANGLAIS et AMERICAINS :

BAERLEIN (Henry). — A difficult frontier (Yugoslavs and Albaniens). Londres, 1922.

BARCILLES (Bertrand). — Albania and the Albanians. — The Albanian question before the House of Commons. Paris.

STICKNEY (Edith-Pierpont). — Southern Albania or Northern Epirus in European international affairs (1912-1923).

- BLACKE (Maxwell), Consul des E.-U. en Albanie. —
Economic conditions in Albania, 1923.
- CHELLEREZI (A. Constantin). — Albania past and present. New-York, 1919.
- CHRISTI (B. Emerson). — Albania's new Constitution, dans « Current history », a Monthly magazine XXIII, 23 janvier 1926, pp. 549 et suiv.
- STIRLING (W.-F.). — Albania, dans « The nineteenth Century and after », XCIV, pp. 495 et suiv.
-

4. AUTEURS ITALIENS :

- BALDACCI (Antonio). — L'Albania. Roma, 1929.
- COLONNIA DI CESARO. — L'Italia nell' Albania meridionale (1917-1918). Foligno, 1922.
- GIANINI (Amedeo). — La questione albanese, 2^e éd. Roma, studi e documenti diplomatici I, 1925.
- GIULANI (Sandro). — Assestamento e rinascita dell'Albania. Milan, 1929.
- UGOLINI (Luigi). — Antica Albania.
-

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT	7
INTRODUCTION	9

TITRE I

Aperçu géographique	11
CHAPITRE PREMIER : Géographie physique	15
§ 1 Orographie	16
§ 2 Géologie	18
§ 3 Hydrographie	20
CHAPITRE II : Géographie humaine	25
§ 1 Ethnographie	25
§ 2 Linguistique	30
§ 3 Religions	34
Conclusion de l'aperçu géographique	39

TITRE II

Aperçu historique	41
CHAPITRE PREMIER : Des origines à la domination romaine	45
§ 1 Histoire de l'Illyrie	45
§ 2 Histoire de l'Épire	49
CHAPITRE II : De la domination romaine à la conquête ottomane	52

§ 1	L'Albanie sous la domination romaine	52
§ 2	L'Albanie sous la domination de Byzance	53
1.	Les invasions barbares	54
2.	Les conquêtes successives	54
CHAPITRE III : De la conquête ottomane au traité de Berlin		57
§ 1	La conquête turque	57
§ 2	Skanderbeg	58
§ 3	Les tentatives du soulèvement	61
§ 4	Les pachas indépendants	63
1.	Mahmoud, pacha de Scutari	63
2.	Ali, pacha de Janina	64
CHAPITRE IV : Du traité de Berlin à l'indépendance		68
§ 1	La Ligue albanaise	68
§ 2	L'Albanie sous le régime hamidien	70
§ 3	La révolution jeune-turque	72
§ 4	Le soulèvement albanais	74
1.	1908-1911	74
2.	1911-1912	77
§ 5	La première guerre balkanique et la proclamation de l'indépendance	81
Conclusion de l'aperçu historique		82
ESSAI SUR L'HISTOIRE CONSTITUTIONNELLE DE L'ALBANIE, DE L'INDÉPENDANCE JUS- QU'À NOS JOURS		85
PREMIÈRE PARTIE		
L'Albanie indépendante		87

CHAPITRE PREMIER : Les causes de l'indépendance	89
§ 1 L'éveil de la nationalité albanaise	89
§ 2 La politique des Puissances	91
1. Autriche	92
2. Serbie	94
3. Italie	95
4. Monténégro, Grèce, Bulgarie	98
5. Allemagne, Angleterre, France, Russie	99
CHAPITRE II : La Conférence des Ambassadeurs . .	101
§ 1 La reconnaissance du principe de l'indé- pendance	101
§ 2 Le statut politique	104
§ 3 Le statut territorial	106
CHAPITRE III : Le gouvernement du Prince de Wied	109

DEUXIÈME PARTIE

La crise albanaise	111
CHAPITRE PREMIER : L'Albanie pendant la guerre	113
§ 1 La continuité de l'Etat	113
§ 2 Les rivalités diplomatiques	117
CHAPITRE II : L'Albanie devant la Conférence de la Paix	125
§ 1 Les tentatives de gouvernement	125
§ 2 La politique des Puissances	132
1. Grèce	132
2. Royaume serbe-croate-slovène	133

3. Italie	134	
4. France, Angleterre, Etats-Unis	135	
§ 3 L'œuvre de la Conférence de la Paix ..	136	
§ 4 L'échec de la politique italienne	139	
CHAPITRE III : L'Albanie sous la protection de la		
Société des Nations	141	
§ 1 La Conférence des Ambassadeurs	141	
§ 2 La Société des Nations	148	
CHAPITRE IV : Les crises intérieures		154
§ 1 La vie politique de décembre 1920 à		
décembre 1922		154
§ 2 Les gouvernements de 1922 à 1924 ..		156
TROUSIÈME PARTIE		
L'Albanie constitutionnelle		163
CHAPITRE PREMIER : La dictature républicaine		
et l'orientation italienne		165
§ 1 La dictature républicaine		165
§ 2 L'orientation italienne		169
1. Les prétentions italiennes		169
2. La politique yougoslave		171
3. L'attitude d'Ahmed Zogou		172
4. Les premières réalisations italiennes ..		172
5. Le conflit diplomatique		175
6. Le triomphe de la politique italienne ..		185
CHAPITRE II : Le rétablissement de la monarchie :		
le roi Zog I ^{er}		187

§ 1	Le rétablissement de la monarchie	187
1.	Les raisons de la restauration monarchique	187
2.	La réforme constitutionnelle	189
3.	La vie politique	190
4.	Les réformes	192
§ 2	Les relations diplomatiques	197
1.	Italie	198
2.	Yougoslavie	203
3.	Grèce	204
CHAPITRE III : Les signes d'affranchissement de la tutelle italienne		206
§ 1	Les causes de l'affranchissement	206
1.	Les nouvelles prétentions italiennes	206
2.	La situation du roi Zog I ^{er}	207
§ 2	Le conflit italo-albanais	208
1.	Les premières mesures albanaises	208
2.	Les représailles italiennes	210
§ 3	La situation actuelle	212
BIBLIOGRAPHIE		215

IMPRIMERIE JEAN ROBINE, 119, GRANDE-RUE — LISIEUX
